

Evolution actuelle des migrations internationales en Europe

John Salt
Consultant

November 2001

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 1. INTRODUCTION | 2 |
| 2. MIGRATIONS ET ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE EN EUROPE | 4 |
| 3. MIGRATION ET DONNÉES RELATIVES AUX MIGRATIONS | 5 |
| 3.1. EVOLUTION DE LA NATURE DE LA MIGRATION..... | 5 |
| 3.2. PROBLEMES DE STATISTIQUES | 6 |
| 4. POPULATIONS ÉTRANGÈRES EN EUROPE | 8 |
| 4.1. POPULATIONS ETRANGERES..... | 8 |
| 4.2. AMPLEUR ET TENDANCES DE L'EVOLUTION DES POPULATIONS ETRANGERES | 9 |
| 4.3. PART DES POPULATIONS ETRANGERES DANS LA POPULATION TOTALE | 10 |
| 4.4. NATIONALITES DES POPULATIONS ETRANGERES EN EUROPE..... | 11 |
| 5. FLUX DE POPULATIONS ÉTRANGÈRES | 14 |
| 5.1. FLUX DE MIGRANTS VERS L'EUROPE OCCIDENTALE ET A L'INTERIEUR DE SES FRONTIERES | 14 |
| 5.2. FLUX DE MIGRANTS IMPLIQUANT L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE | 15 |
| 5.2.1. <i>Données numériques</i> | 15 |
| 5.2.2. <i>Types de migration</i> | 15 |
| 5.3. MIGRATIONS DE L'EX-UNION SOVIETIQUE..... | 16 |
| 5.4. CHAMPS MIGRATOIRES DE L'EUROPE | 18 |
| 6. MIGRATION DE MAIN-D'ŒUVRE | 19 |
| 6.1. MAIN-D'ŒUVRE ETRANGERE EN EUROPE OCCIDENTALE | 19 |
| 6.2. FLUX DE MAIN-D'ŒUVRE..... | 21 |
| 6.3. CARACTERISTIQUES DE L'EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE ETRANGERE..... | 21 |
| 6.4. MIGRATION DES PERSONNES TRES QUALIFIEES | 22 |
| 7. ASILE | 23 |
| 7.1. EVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDES D'ASILE..... | 23 |
| 7.1.1. <i>Tendances quant aux pays de destination en Europe occidentale</i> | 24 |
| 7.1.2. <i>L'origine des demandeurs d'asile en Europe occidentale</i> | 25 |
| 7.1.3. <i>Demandes d'asile en Europe centrale et orientale</i> | 25 |
| 7.2. EVOLUTION DES DECISIONS RELATIVES AUX DEMANDES D'ASILE | 26 |
| 8. IMMIGRATION CLANDESTINE | 27 |
| 8.1. CARACTERISTIQUES GENERALES | 27 |
| 8.1.1. <i>Régularisations</i> | 28 |
| 8.2. LE TRAFIC : SON IMPORTANCE, SON VOLUME, SON ECHELLE..... | 28 |
| 8.2.1. <i>Estimations du nombre de migrants introduits dans le cadre d'un trafic ou en contrebande</i> | 30 |
| 8.3. LE TRAFIC DE MAIN-D'ŒUVRE, LA CONTREBANDE HUMAINE ET LA NOUVELLE GEOGRAPHIE DES MIGRATIONS | 31 |
| 9. GESTION DES MIGRATIONS | 33 |
| 9.1. NECESSITE DE REPENSER LES POLITIQUES MIGRATOIRES | 33 |
| 9.2. VERS UNE NOUVELLE STRATEGIE DE GESTION DES MIGRATIONS..... | 34 |
| 10. CONCLUSIONS | 36 |
| BIBLIOGRAPHIE | 38 |
| TABLEAUX | 45 |
| GRAPHIQUES | 65 |

1. INTRODUCTION¹

Au 20^e siècle, l'Europe a connu trois grandes périodes de mouvement : les Première et Deuxième Guerres mondiales et la dernière décennie. Chacune d'elles a été associée à des guerres et à la dislocation forcée de la population. Il y a eu quelques périodes de mouvement de moindre ampleur mais tout aussi intenses, notamment les migrations de main-d'œuvre de la fin des années 60 et les flux de réfugiés qui ont suivi les événements de Hongrie et de Tchécoslovaquie en 1956 et 1968. Certains pays ont également connu leurs propres crises, comme l'immigration en France des *pieds-noirs* en 1962, l'immigration des Asiatiques d'Ouganda au Royaume-Uni en 1972 et le retour des Portugais d'Afrique dans les années 60 et 70. Des groupes ethniques déterminés ont, à certaines époques, été hautement mobiles, notamment les Juifs d'Europe centrale pendant les années 30.

Il est incontestable que la période qui s'est écoulée depuis 1945 a été caractérisée par des migrations internationales continues en Europe, avec des flux et des reflux, mais toujours présentes. L'Europe est une ruche avec un flux entrant net global. Il ne fait aucune doute que les années 90 ont été marquées par les plus fortes migrations du continent depuis la Deuxième Guerre mondiale. En ce sens, les migrations récentes ont été historiquement élevées. Cette période est caractérisée par de nouvelles migrations, notamment dans la région de l'Europe centrale et orientale et dans la CEI. Mais ce sont les conflits dans les Balkans qui ont dominé les mouvements pendant les années 90 qui ont engendré une série de crises et imposé un fardeau intolérable sur un système de migration qui était déjà en expansion.

Avec le début de l'émiettement de la domination communiste dans une grande partie de l'Europe centrale et orientale, nombreux furent ceux qui purent franchir des frontières qui avaient été étroitement surveillées, même si l'émigration massive que beaucoup redoutaient ne s'est pas produite. Les conflits dans l'ex-Yougoslavie créèrent des mouvements forcés soudains et massifs d'une ampleur que l'on n'avait plus connue depuis la Deuxième Guerre mondiale. A la fin de décembre 1993, ils avaient provoqué environ 4,24 millions de mouvements, dont 819 000 réfugiés, 1,6 million de personnes déplacées et 1,79 million de victimes de guerre assistées. A la fin de 1996, 837 000 citoyens de Bosnie-Herzégovine bénéficiaient du statut de Protégé temporaire dans d'autres pays d'Europe, mais la plupart d'entre eux sont désormais rentrés chez eux. Le Kosovo a été à l'origine de nouvelles perturbations au printemps de 1999, plus d'un million de personnes, selon les estimations, ayant été contraintes de quitter leur foyer, la majorité y étant retournée au bout de quelques mois.

L'ex-Union soviétique a également été une source de mouvements forcés de grande ampleur, concernant quelque 2,28 millions de personnes, mais ces mouvements ont été presque entièrement contenus à l'intérieur de ses frontières. En 1998, on estimait à 1,556 million les personnes originaires de la CEI et des Etats baltes qui se trouvaient dans une situation assimilée à celle de réfugié et à 1,79 million les personnes déplacées à l'intérieur de la CEI (OIM, 1999). Toutefois, les migrations forcées dans cette région n'ont pour ainsi dire pas débordé sur l'Europe occidentale, centrale et orientale.

Mises à part ces migrations inspirées par des motifs politiques, les mouvements enregistrés en Europe semblent avoir atteint leur point culminant en 1992-93, époque depuis laquelle

¹ Mes vifs remerciements à Charles Pinkerton et James Clark de la Migration Research Unit du UCL, pour leur aide dans la préparation du présent rapport.

diverses tendances sont apparues. L'Europe reste une zone d'immigration, mais avec une diminution généralisée des flux entrants. Trois zones de migration interdépendantes mais distinctes se sont formées : l'Europe occidentale, l'Europe centrale et orientale hors CEI ; les pays de la CEI. Ces zones présentent chacune un degré marqué d'autonomie, mais elles sont toutes nettement intégrées dans un schéma mondial des migrations. Dans chacune d'elles, les perturbations politico-militaires évoquées plus haut ont modifié les flux, provoqué des problèmes de droits de l'homme et fait naître de graves incertitudes chez les décideurs politiques.

Les mouvements observés ont un peu partout diminué au cours des dernières années ; de grandes inconnues subsistent quant à la fréquence des migrations non répertoriées et clandestines. Il est généralement admis que le phénomène s'est développé, qu'il prend encore de l'ampleur, et que la tendance se poursuivra. Malheureusement, il est difficile de trouver des éléments corroborant cette thèse. A mesure qu'un problème est perçu, les initiatives prises pour le contrer le rendent plus visible dans les statistiques. Il n'y a alors qu'un pas à franchir pour qu'il devienne un « problème croissant ».

Il est clair que, principalement en Europe centrale et orientale, les passages de frontières sur de courtes distances et pour de faibles durées sont de plus en plus fréquents. Ils sont le plus souvent motivés par la recherche d'un moyen de subsistance et sont associés à l'essor d'économies non structurées, avec leurs petits revendeurs, leurs « touristes-travailleurs » et d'autres formes inédites de migration.

Il semble aussi que la migration de personnes hautement qualifiées soit en augmentation constante dans toute l'Europe. Cette migration se dirige principalement vers l'ouest, mais le continent est, de plus en plus, le théâtre d'un « échange de cerveaux » complexe et comparable à celui que pratiquent depuis longtemps les économies de marché occidentales. On voit aussi poindre à l'horizon les sources riches et variées de savoir-faire des pays en développement, et les échanges de personnes hautement qualifiées entre ces pays et l'Europe pourraient s'intensifier. Il existe désormais un marché migratoire international pour les compétences, quoique les pays européens s'y livrent généralement une concurrence moins active que ceux du Nouveau Monde, notamment l'Australie, le Canada et les Etats-Unis.

Aujourd'hui, les débats sur la politique migratoire en Europe s'articulent autour de trois propositions. La première est qu'une *migration de remplacement* sera nécessaire pour parer au vieillissement de la population et aux déficits démographiques. Les divers scénarios sont axés sur l'offre et ne tiennent pas compte des besoins en compétences. La deuxième proposition est qu'il existe un *marché mondial de migrants* sur lequel l'immigration est considérée comme un moteur de la croissance économique. Les compétences humaines sont perçues comme des ressources économiques nationales pour lesquelles les pays sont en concurrence. La troisième proposition est que des *pénuries de compétences spécifiques* sont apparues pour diverses raisons et freinent la croissance économique. Ces pénuries s'expliquent par différents facteurs : demande excédentaire de nouveaux types de compétences, limitations du côté de l'offre telles qu'un manque de formation et une faible sédentarisation, carences du secteur public.

2. MIGRATIONS ET ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE EN EUROPE

La population mondiale semble vouloir poursuivre sa croissance rapide, puisqu'on devrait passer à quelque 9,3 milliards d'habitants d'ici 2050 (Tableau 1). La part de l'Europe sera de plus en plus modeste, puisqu'elle aura diminué de moitié entre 1995 et 2050 ; celle de l'Amérique du Nord régressera également. La proportion de la population mondiale qui émigre au cours d'une année est très faible, et il semble que la plupart de ces migrations aient lieu à l'intérieur des frontières nationales. Il n'existe pas de statistiques fiables sur le nombre total de personnes qui émigrent en direction d'un autre pays au cours d'une période donnée, mais les estimations relatives au nombre de personnes vivant à l'extérieur de leur propre pays varient entre 50 et 100 millions. Ce qui est frappant dans ces chiffres, c'est de constater qu'un nombre aussi faible de personnes choisisse de s'établir dans un autre pays, contrairement à ce que l'on aurait pu penser.

Les pays européens ont connu plusieurs schémas de changements de population au cours des années 90, bien que les taux d'évolution démographique au cours de la décennie soient faibles dans l'ensemble. Pendant la période la plus récente, 1997-1999, 13 des 46 pays pour lesquels on dispose de données, tous situés en Europe centrale et orientale et dans l'ex-Union soviétique, ont enregistré une diminution globale de la population (tableau 2). Aucune de ces pertes n'a atteint 1%. Le taux de croissance annuel n'a dépassé 1% que dans les petits pays (Islande Irlande, Liechtenstein, Luxembourg et Saint-Marin) à l'exception de la Turquie.

Les rapports du Conseil de l'Europe montrent que ces dernières années, les migrations se posent moins en arbitres du changement par rapport à l'ensemble de la décennie. Le tableau 2 (voir également le graphique 1) présente les éléments de l'évolution démographique de 1997 à 1999, et révèle que la migration a été le principal facteur dans 33% des pays (soit 15 sur 46) contre 45,5% pendant la période de 1990-1997. Notons que parmi les 33 pays dont la population a augmenté au cours de cette période, cette augmentation est imputable, dans 21 cas, à la fois à l'évolution naturelle et à l'immigration. S'agissant des douze autres pays dont la population a augmenté, l'évolution naturelle a été négative dans quatre d'entre eux (Allemagne, Italie, Slovaquie, Suède) mais a été compensée par une immigration plus forte, tandis que dans huit pays (Albanie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, «l'ex-République yougoslave de Macédoine», Pologne, Turquie), l'augmentation naturelle a été plus forte que la diminution nette due à l'émigration.

Parmi les treize pays dont la population a diminué dans les années 90, sept (Biélorussie, Croatie, Estonie, Lettonie, Moldova, Roumanie et Ukraine) ont enregistré une perte nette à la fois à cause de l'évolution naturelle et de la migration. Parmi les six autres pays qui ont connu une baisse démographique, cinq (Bulgarie, République tchèque, Hongrie, Lituanie et Russie) ont enregistré une perte nette, l'évolution naturelle se traduisant par une diminution non compensée par l'accroissement dû à l'immigration, un pays (Géorgie) a enregistré un accroissement naturel compensé par une perte nette due à l'émigration.

Le rôle des migrations dans l'évolution démographique européenne est examiné depuis quelques années avec de plus en plus d'attention en raison des préoccupations croissantes que suscite la série de changements que risquent de connaître l'offre et de la demande de main-d'œuvre. Parmi les problèmes soulevés, on peut citer le vieillissement démographique, une population active insuffisante, le rapport de dépendance, le paiement des pensions et peut-être même une pénurie de main-d'œuvre qualifiée et moins qualifiée (voir, par exemple, Punch and Pearce, 2000). La Division de la population des Nations Unies a laissé entendre que l'Europe pourrait avoir besoin d'une population complémentaire de un à treize millions de

migrants par an entre 2000 et 2050 (UN, 2000) pour faire face à ces problèmes potentiels. D'autres jugent inutile ou infaisable un mouvement migratoire d'une telle ampleur (Feld, 2000 ; Coleman, 2000).

3. MIGRATION ET DONNÉES RELATIVES AUX MIGRATIONS

3.1. Evolution de la nature de la migration

Le sens du mot «migration» n'évoque pas immédiatement une notion précise. Il est traditionnellement associé à une notion d'installation permanente, ou du moins à un séjour de longue durée. C'est en fait une subdivision d'un concept plus général, celui de «mouvement», qui couvre un vaste éventail de types et de formes de mobilité humaine qui peuvent, chacun à leur tour, se métamorphoser par le jeu de divers mécanismes qui sont de plus en plus souvent mus par les institutions. Notre définition des migrations est donc nécessairement arbitraire, et elle peut être spécifique à une époque.

Ainsi, ce que nous entendons par «migration définitive» (permanente) n'est plus très clair ; ce type de situation se vérifie généralement à l'issue d'une migration temporaire, à la suite principalement d'un regroupement familial ou d'une constitution de famille. Qui plus est, la plupart des migrations «définitives» aujourd'hui peuvent être associées à une migration de retour de travailleurs migrants et de certains groupes ethniques et nationaux, tels que les Aussiedler allemands, les Inghers finnois, les Turcs bulgares, les Grecs du Pont-Euxin et les Hongrois de Roumanie.

La plupart des migrations volontaires des dernières décennies ont concerné des travailleurs migrants temporaires, mais ce groupe est extrêmement diversifié : travail au pair, domestiques, ouvriers agricoles, du bâtiment ou des usines, personnel de l'hôtellerie, de la restauration ou du nettoyage. Ce sont souvent des saisonniers ou des travailleurs frontaliers, mais certains sont parfois des cadres d'entreprise hautement qualifiés. Bien d'autres personnes qui passent d'un pays à l'autre ont un statut facilement assimilable à celui de migrant : les navetteurs transfrontaliers, les touristes-travailleurs et les petits camelots, qui pourraient être qualifiés de quasi-migrants, en ce qu'ils tirent principalement leur subsistance de brèves et fréquentes visites dans d'autres pays. Le nouvel espace de migration qui a vu le jour en Europe centrale et orientale et dans l'ancienne Union soviétique fourmille d'innovations de ce genre.

Viennent ensuite les demandeurs d'asile, les réfugiés, les personnes qui ont besoin d'une protection provisoire, les étudiants et les vacanciers-travailleurs.

Enfin, notre tour d'horizon serait incomplet si nous ne prenions pas en compte le nombre impressionnant de touristes et de personnes en voyages d'affaires. D'une part, ils peuvent présenter les caractéristiques des migrants temporaires, d'autre part, ils contribuent à l'entretien d'un réseau mondial d'infrastructures du voyage susceptible d'aider à réduire les contraintes dues aux distances, ce qui rend en fin de compte les migrations plus faciles pour tout le monde.

Il est important de ne pas envisager ces divers types de migration comme des entités cloisonnées, car il n'y a pas d'étanchéité entre elles. Un étudiant étranger peut, par exemple, se marier et rester sur place ; un demandeur d'asile peut obtenir l'autorisation de rester dans le pays ; par contre, un immigré bien installé peut essuyer un revers de fortune et rentrer dans

son pays d'origine ; à tel point que certains auteurs estiment que la distinction entre migration forcée et migration volontaire est peut-être devenue trop floue pour servir de base fiable à une classification dichotomique.

Par conséquent, il serait absurde de vouloir penser en termes de catégories rigides, et de vouloir situer la «migration» en un point précis de l'échelle de la mobilité. Les flux migratoires envisagés sous l'aspect de la mobilité sont dynamiques et changeants, font intervenir différents types de personnes et de motivations, ont divers rôles et méthodes d'insertion dans les sociétés d'accueil, et sont influencés et gérés par divers organismes et institutions.

3.2. Problèmes de statistiques

Etant donné la complexité des définitions et des notions décrites ci-dessus, il n'est pas étonnant que la mesure des migrations internationales se heurte à de multiples problèmes dans l'analyse des schémas et des tendances, l'identification des causes et la projection des mouvements potentiels. Une bonne partie du débat actuel sur l'immigration réelle et potentielle en Europe, principalement en provenance de l'Est et du Sud, est limitée par la difficulté de se procurer des données à jour, sans ambiguïté et cohérentes sur les populations étrangères et les flux de migrants internationaux.

La disponibilité de données internationales dans toute l'Europe s'est incontestablement améliorée ces dernières années, mais il subsiste des manques considérables et des incohérences. La publication annuelle du Conseil de l'Europe, *Evolutions démographiques récentes en Europe*, énumère les populations étrangères par citoyenneté et contient des statistiques récapitulatives sur les flux, concernant les pays qui sont en mesure de les fournir. Le rapport SOPEMI annuel de l'OCDE *Tendances des migrations internationales* contient un ensemble de tableaux comparatifs normalisés sur la plupart des aspects des migrations internationales, ainsi que des tableaux spécifiques pour chaque pays. EUROSTAT publie un volume annuel *Statistiques démographiques* qui contient des données agrégées sur les populations et les flux d'étrangers et un autre, *Statistiques migratoires*, qui est plus détaillé. Il a également étendu son champ de collecte de données, en partenariat avec la CEE-ONU et le Conseil de l'Europe, à l'Europe centrale et orientale et aux pays méditerranéens de Chypre et de Malte, en utilisant le même ensemble de définitions qu'en Europe occidentale. Un très gros travail de normalisation du formatage des données pour chaque pays, de manière à permettre de les introduire dans la base de données ACUMEN, avec création de métadonnées, a été effectué.

Tout cela montre que la fourniture de données statistiques s'est incommensurablement améliorée, mais la situation demeure très éloignée de l'idéal. Même en Europe occidentale, les données existantes posent encore à l'utilisateur un grand nombre de problèmes qui découlent dans une large mesure de l'incompatibilité des sources, des problèmes conceptuels et des problèmes de définition. En Europe centrale et orientale et dans la CEI, ces problèmes sont aggravés par l'inadéquation des méthodes de collecte des données et par l'absence de systèmes statistiques suffisamment développés. Bien que des progrès considérables aient été réalisés dans certains pays de la région, la situation générale concernant la disponibilité des données est extrêmement parcellaire.

La complexité des migrations est un problème de plus en plus considérable. Les mouvements réels actuels, caractérisés par des formes et des dynamiques nouvelles, ne se reflètent souvent pas dans les concepts de migration sur lesquels est fondée la collecte des données statistiques. Les

mouvements et les changements de statut à court terme, ainsi, bien évidemment, que les migrations clandestines, sont particulièrement difficiles à saisir.

Les résidents et travailleurs clandestins constituent le principal facteur susceptible de fausser les statistiques. Certaines données officielles les prennent en compte, d'autres non. Les chiffres publiés ou diffusés sur le nombre d'immigrés clandestins reposent généralement sur des estimations de la police, extrapolées à partir du nombre d'expulsions ou de régularisations. Ces estimations sont très en deçà de la réalité du fait de la répugnance des gouvernements de la plupart des pays à rechercher, identifier et expulser les clandestins (et même à reconnaître leur existence). Selon toute vraisemblance, le nombre de femmes qui travaillent clandestinement comme personnel de maison ou dans les services est sous-estimé, ces personnes étant «cachées» dans des logements privés et leurs employeurs ne déclarant pas leur présence. Il n'est pas toujours possible de découvrir la méthode employée pour réaliser des estimations de la population clandestine, et ces chiffres sont donc à prendre avec circonspection. Même les chiffres des programmes de régularisation (amnisties) sous-estiment la population clandestine.

Depuis 1995, EUROSTAT et la CEE-ONU collectent des statistiques sur l'Europe centrale et orientale à l'aide de questionnaires similaires à ceux destinés aux Etats membres de l'UE et de l'AELE. Depuis 1999, cette collaboration s'est étendue au Conseil de l'Europe. Ainsi, l'harmonisation des statistiques entreprise en Europe occidentale a été étendue à la région de la CEE. La principale raison de cette démarche est l'intégration plus poussée des Etats à l'échelle du continent européen. C'est ce qu'indiquent divers accords d'association, et cet exercice incite, par la même occasion, les candidats à l'adhésion à l'UE et à l'EEE à adopter un système de statistiques plus harmonisé. Le résultat, c'est chaque année une seule moisson de données multinationales.

Malgré cette évolution, on est loin de pouvoir accéder à toutes les données existantes pour l'Europe centrale et orientale, et ce essentiellement pour des raisons d'ordre administratif et juridique. Certains de ces pays ne disposent d'aucune méthode de collecte pour les statistiques demandées, ou du moins pour certaines d'entre elles. Cela révèle en partie l'inadéquation des anciennes méthodes de collecte de données au nouvel environnement politique. Mais le problème réside également dans les difficultés conceptuelles et administratives qui surgissent à l'heure de décider et de mettre en œuvre de nouvelles normes statistiques. De plus, certains pays viennent seulement de mettre en place le nouveau cadre juridique de la migration et n'ont encore procédé à aucune collecte de données. C'est pourquoi les séries statistiques dont disposent les utilisateurs sont incomplètes, situation qui devrait s'améliorer dans les prochaines années. Ce n'est que lentement et de façon hésitante que les métadonnées et la documentation nécessaires sont collectées et mises en parallèle avec les statistiques qu'elles décrivent.

Les statistiques permettent malgré tout, pour la première fois, un suivi des migrations internationales en Europe centrale et orientale. L'élaboration de politiques migratoires a besoin de cette solide base statistique qu'on est en train de mettre en place. Espérons que ces données permettront d'évaluer les réalités des migrations dans les années 90 avec davantage de précision que cela n'a été le cas à ce jour. Les chiffres utilisés dans une grande partie de ce document restent toutefois raisonnablement sujets à caution.

4. POPULATIONS ÉTRANGÈRES EN EUROPE

Dans l'étude des données sur les populations, il convient de garder présent à l'esprit que nombre «d'étrangers» (comme nous le verrons plus loin) sont des Européens résidant dans un pays autre que celui dont ils sont ressortissants, plutôt que des personnes qui ont immigré en Europe en provenance d'autres parties du monde.

Il importe aussi d'avoir à l'esprit les écarts énormes de population totale qui existent entre les pays d'Europe : une population étrangère donnée peut représenter une fraction infime de la population totale dans tel pays, mais une part importante dans tel autre. Les pays qui ont le nombre le plus élevé de résidents étrangers ne sont pas ceux qui ont le pourcentage le plus élevé de résidents étrangers.

Le rapport du Conseil de l'Europe sur les évolutions démographiques récentes en Europe (2001) dénombre sept pays membres du Conseil de l'Europe ayant une population totale de plus de 50 millions d'habitants : la Fédération de Russie (144,8 millions), l'Allemagne (82,2), la Turquie (65,8), le Royaume-Uni (59,9), la France (59,0), l'Italie (57,8) et l'Ukraine (49,0). Sept autres ont moins d'un million d'habitants : l'Andorre, Chypre, l'Islande, le Liechtenstein, le Luxembourg, Malte et Saint-Marin. La population de l'ensemble de «l'Europe» est de l'ordre de 810 millions de personnes. Tel est le contexte dans lequel se situent les données qui suivent.

4.1. Populations étrangères

Le total enregistré d'étrangers vivant dans les pays d'Europe en 1999/2000 s'élevait à quelque 21,16 millions de personnes (tableau 3). Les étrangers représentent donc environ 2,6 % de la population totale du continent. La majeure partie d'entre eux résidait en Europe occidentale. Le tableau 3 présente les données de vingt-six Etats d'Europe à partir desquelles le total a été estimé.

Il n'y a guère de doute que dans l'ensemble de l'Europe occidentale, la population étrangère a considérablement augmenté au cours des dernières années (graphiques 2a-2e). Le tableau 3 indique que vers 1999/2000 (en utilisant la dernière année pour laquelle il existe des statistiques, y compris 1997 pour la Grèce), il y avait environ 20,55 millions de résidents étrangers en Europe occidentale, soit plus de 5 % de la population totale de cette région. En 1988 (1989 pour l'Irlande et 1990 pour la France), le chiffre était d'environ 14,9 millions de personnes. Ainsi, de 1988 à nos jours, la population étrangère totale en Europe occidentale s'est accrue de 38 %. Toutefois, cette augmentation ne s'est pas étalée régulièrement sur la période.

En revanche, si la plupart des pays d'Europe centrale et orientale ont également enregistré une certaine immigration définitive, dont une bonne part de migrations de retour, les mouvements ont été modestes et les populations étrangères restent relativement réduites. Le tableau 3 indique qu'en 1999/2000, environ 603 500 résidents étrangers étaient inscrits dans les pays de cette région, soit une proportion minime du total de plus de 242 millions d'habitants. Toutefois, les statistiques relatives aux populations d'étrangers ne deviennent que lentement disponibles, en ce qui concerne les pays d'Europe orientale et les données du tableau 3 sont très incomplètes et proviennent de multiples sources, notions et définitions. Il est presque certain que celles qui reposent sur des sources officielles sous-estiment le chiffre total d'étrangers vivant réellement dans ces pays. Elles ne comptabilisent pas, par exemple, les personnes en transit et les immigrants temporaires.

La situation dans les pays baltes est anormale. Les données publiées pour 1996 suggèrent qu'environ 2,4 millions de personnes de souche russe, détenteurs de vieux passeports soviétiques, résident en Estonie, en Lettonie et en Lituanie (offices nationaux de statistiques des Etats baltes, 1996). Les trois Etats baltes étudient le statut de ces personnes, qui ne figurent actuellement ni dans les statistiques des ressortissants, ni dans celles des étrangers.

4.2. Ampleur et tendances de l'évolution des populations étrangères

Dans l'ensemble, l'évolution récente des populations en Europe centrale et orientale diffère de celle de l'Europe occidentale. Les dernières statistiques révèlent que le nombre total des résidents étrangers continue d'augmenter dans la plupart des pays d'Europe occidentale, mais que le rythme global de croissance numérique accuse un net ralentissement depuis le début des années 90. La situation est quelque peu différente en Europe centrale et orientale. Nous ne disposons pas de chiffres pour le début des années 90 en ce qui concerne la plupart des pays, mais ceux des dernières années suggèrent non seulement un ralentissement du rythme de croissance, mais aussi, dans certains pays, une diminution des populations étrangères résidentes.

Un examen plus attentif de l'évolution démographique de chacun des pays concernés nous apprend qu'il y a eu, et qu'il continue d'y avoir, des différences marquées d'un pays à l'autre, qui n'apparaissent pas dans l'analyse générale (graphiques 2a-2e). Ainsi, l'Allemagne a enregistré un taux d'accroissement exceptionnellement élevé de sa population étrangère de 1990 à 1992, ce qui a fortement dopé les statistiques de l'époque relatives à l'évolution en Europe occidentale. A l'inverse, en Espagne, les populations étrangères ont diminué en 1990 et 1991, et ont ensuite enregistré leur taux de croissance le plus élevé en 1997 et en 1998.

Nous avons calculé le taux de croissance de la population étrangère en nous intéressant d'abord à l'Europe occidentale, et en intégrant uniquement les pays pour lesquels des données relatives aux années 1981, 1988 et 1999 sont disponibles (les principales omissions étant la France et le Royaume-Uni). De 1981 à 1988, l'augmentation annuelle a été en moyenne de 122 700 personnes (1,4 %), mais elle est passée à 789 400 personnes (8,3 %) par an pour la période 1988-1993, puis elle est tombée à 210 650 (1,5 %) par an de 1993 à 1999. En Allemagne, elle a été de 477 800 par an de 1988 à 1993, contre seulement 77 580 par an pendant la période 1993-1999.

Les rythmes d'évolution ont varié d'une période à l'autre, mais la majorité des pays du tableau 3 disposant de statistiques annuelles ont enregistré un accroissement de leur population de résidents étrangers au cours de la plupart des années comprises entre 1980 et 1993 (tous les ans au Danemark et en Finlande). Seule la Suède affiche cinq années de diminution (1981-1985) et 1983 est la seule année où cinq pays ont connu une diminution en même temps.

En 1994, la situation commence à changer. Cinq pays ont enregistré une chute du nombre de leurs résidents étrangers cette année-là, et six l'année suivante (Belgique, Grèce, Pays-Bas, Norvège, Portugal et Suède). En 2000, la Belgique, la Grèce (1997), les Pays-Bas (1999) et la Suède comptaient moins de résidents étrangers qu'en 1994. Dans d'autres pays, les chiffres ont varié. C'est ainsi qu'au Royaume-Uni, il y a eu une baisse en 1995 et 1996 suivie d'une forte hausse. Le Danemark, la Finlande, l'Italie, le Luxembourg et le Portugal ont enregistré des augmentations régulières ; en Allemagne et en Suisse, 1999 a connu une baisse après des augmentations tout au long de la période considérée. La tendance globale ne permet pas de

penser qu'il s'agit du début d'un déclin général des populations étrangères. Pour autant qu'on en puisse en juger, il existe encore une forte tendance à la hausse. Toutefois, il est évident que les tendances et les fluctuations varient d'un pays à l'autre. Les pays d'Europe occidentale manifestent une certaine individualité à cet égard.

C'est l'Allemagne qui a enregistré la plus forte augmentation en termes absolus, avec une population étrangère de 7,34 millions en 1999, contre 4,45 millions en 1980 (pour la RFA de l'époque), soit une progression de près de 3 millions de personnes. En réalité, cet accroissement en Allemagne a commencé en 1988. Avant les événements politiques de 1989, le nombre d'étrangers en Allemagne de l'Ouest était de l'ordre de 4,5 millions. Les autres pays ayant connu de fortes augmentations de leur population étrangère depuis le début des années 80 sont, d'après les dernières données disponibles, l'Italie (953 000), l'Autriche (478 000), le Royaume-Uni (607 000), la Suisse (475 900), l'Espagne (713 700) et les Pays-Bas (130 600). Ainsi, les pays qui avaient déjà une importante population étrangère ont tous enregistré d'importantes augmentations en chiffres absolus.

La France fait ici figure d'exception : en effet, la baisse amorcée au début des années 90 s'y est poursuivie. Le nombre élevé de naturalisations a entraîné une réduction de celui des ressortissants étrangers en France.

Pour ce qui est de l'Europe centrale et orientale, les données pour les années 90 signalent une augmentation générale de la population étrangère officiellement reconnue (tableau 3). Les chiffres les plus élevés proviennent de la République tchèque, de la Hongrie et de la Russie. En République tchèque, l'augmentation s'est répétée d'année en année entre 1990 et 1999, et la population étrangère a atteint un pic de 228 900 personnes avant de retomber à 201 000. En Hongrie, elle a augmenté pour se stabiliser à environ 140 000 personnes après 1994 ; après une remontée à 153 100 personnes en 1998, elle a de nouveau baissé jusqu'à 110 000 personnes en 2000. A noter toutefois que ces statistiques concernent uniquement les détenteurs d'un permis de séjour temporaire. La Russie comptait 138 300 résidents étrangers permanents en 1997, même si une tendance à la baisse y est observée depuis 1995.

Parmi les autres pays du tableau 3, la Bulgarie a connu une augmentation constante du nombre relativement modeste de ses résidents étrangers de 1990 à 1998, suivie d'une légère baisse en 1999, mais les variations ont été nettement plus faibles qu'en République tchèque. En Pologne, la population étrangère a été relativement stable entre 1993 et 1996, avant de connaître une augmentation, passant à 42 800 en 1999. En Slovaquie, après avoir doublé de 1994 à 1995, elle a baissé pour atteindre 33 500 en 1998 avant de remonter à nouveau à 42 300 en 2000. En Lettonie, la faible population étrangère a quadruplé depuis 1995. En Roumanie, au contraire, la très faible population étrangère résidente est en constante diminution ; elle s'est réduite de moitié de 1992 à 1996 (près de 81 000 personnes étaient néanmoins enregistrées comme résidents temporaires en 1996), s'est stabilisée en 1997 et 1998 et a repris sa chute en 1999 et 2000.

4.3. Part des populations étrangères dans la population totale

La proportion d'étrangers dans la population totale varie considérablement d'un pays à l'autre même si, d'une façon générale, elle a tendance à augmenter (tableau 4 et graphiques 3a-3d). En 2000 (ou la dernière année pour laquelle on dispose de chiffres), les pays dans lesquels on a enregistré les plus forts pourcentages d'étrangers par rapport à la population nationale sont le Luxembourg (36,1 % de la population totale) et la Suisse (19,1 %). Cette proportion se situe

autour de 9 % dans trois autres pays (Autriche, Belgique et Allemagne). Dans un autre groupe de pays (Danemark, France, Irlande, Pays-Bas, Norvège, Suède et Royaume-Uni), elle est comprise entre 3,3 et 5,6 %. Dans tous les autres pays d'Europe occidentale, centrale et orientale du tableau 4, les résidents étrangers représentent moins de 3 % de la population totale, voire moins de 2 %, si l'on exclut la Slovénie et la République tchèque.

Dans cinq pays (Belgique, Pays-Bas, Norvège, Suède et Slovénie), ce pourcentage a diminué ou est resté stable au cours de la dernière période pour laquelle nous disposons de statistiques. L'évolution de ces pourcentages peut s'expliquer par divers facteurs, y compris la naturalisation et les mises à jour de statistiques.

4.4. Nationalités des populations étrangères en Europe

Il existe, d'une part, des différences générales entre les populations étrangères de l'Europe occidentale et celles d'Europe centrale et orientale, et, d'autre part, des différences entre les divers pays. C'est pourquoi notre analyse s'intéresse d'abord à la situation en Europe occidentale, avant d'aborder séparément celle de l'Europe centrale et orientale.

La répartition par nationalités de la population étrangère dans les pays d'Europe occidentale reflète les vagues successives de migration enregistrées depuis la dernière guerre mondiale, dues dans un premier temps à une pénurie de main-d'œuvre et, plus récemment (surtout depuis le milieu des années 1970), au phénomène de regroupement et de formation des familles. Les principales communautés d'étrangers au sein de chaque pays sont le reflet des politiques de recrutement de main-d'œuvre et, en particulier, de liens historiques et de relations bilatérales avec les anciennes colonies. Même si leurs pays sont eux-mêmes devenus récemment des terres d'immigration, les groupes d'étrangers les plus nombreux proviennent de régions d'Europe méridionale, où l'on a traditionnellement recruté beaucoup de main-d'œuvre (l'Italie, le Portugal, l'Espagne et la Grèce, plus la Turquie et la Yougoslavie, auxquels il faut ajouter, plus récemment, l'Afrique du Nord).

Les meilleures statistiques comparatives dont on dispose sur la répartition par nationalités de la population étrangère sont celles compilées par EUROSTAT à partir de sources nationales. Des données sont disponibles pour l'année 2000, mais pas pour tous les pays (les dates sont indiquées dans le tableau 5). Cependant, le rythme d'évolution de cette répartition est suffisamment lent pour que ces chiffres nous donnent tout de même une idée relativement exacte de la situation actuelle. Il est à noter en particulier la part importante des ressortissants d'Etats de l'UE et de l'EEE dans les différents pays membres, un phénomène qui s'explique par le droit de libre circulation dont jouissent ces personnes, non soumises aux mêmes réglementations en matière d'immigration et de résidence que les personnes non-membres de l'UE ou de l'EEE.

L'ensemble des pays de l'UE et de l'AELE comptaient 20,29 millions d'étrangers, dont 13,04 millions (64 %) d'Européens. Les Africains étaient au nombre de 3,15 millions (15,6 %) et les Asiatiques de 2 millions (11,1 %). Au début de 2000, 18,69 millions de résidents étrangers vivaient dans les Etats membres de l'Union européenne (tableau 5), dont près de 5,7 millions (30,5 %) étaient des ressortissants d'autres Etats membres de l'UE. Il semble que l'importance relative de ces derniers soit assez stable, le nombre correspondant pour les deux années précédentes étant respectivement de 5,6 et 5,7 millions (31,9 et 31,7 %). Si l'on ajoute les pays de l'EEE et la Suisse (c'est-à-dire l'UE et l'AELE), on arrive à un peu plus de 5,67 millions, soit 30,5 % du total des étrangers dans l'UE.

Les données contenues dans le Tableau 5 illustrent la diversité d'origine considérable des migrants étrangers en Europe occidentale. Au Luxembourg, en Irlande et en Belgique en particulier, plus de la moitié de la population étrangère vient d'autres pays de l'UE ; pour l'Espagne, le Royaume Uni, la France et la Suède, la proportion se situe entre un tiers et la moitié. En Suisse (pays qui ne fait pas partie de l'EEE) 60% des étrangers sont des citoyens de l'UE. Dans la plupart des pays, cependant, l'essentiel de la population étrangère vient de pays qui ne font pas partie de l'EEE.

Les statistiques du Tableau 5 reflètent un ensemble complexe de situations géographiques et d'histoires migratoires. Dans le cas du Royaume-Uni, de l'Irlande et de l'Espagne, la proximité d'un autre pays de l'UE, ainsi qu'une longue tradition d'échanges de populations, jouent de toute évidence un rôle important (bien que cela ne soit pas le cas pour le Portugal en tant que destination). La situation en Belgique et au Luxembourg reflète la position géographique de ces deux pays, entourés de pays plus grands qu'eux, membres de l'UE et aux frontières ouvertes.

L'importance d'autres régions en tant que sources de migrants étrangers varie selon le pays de destination. L'Afrique est une région-source particulièrement importante pour la France et le Portugal, une situation qui est le reflet de l'histoire coloniale de ces deux pays, ainsi que pour l'Italie et la Belgique dans une moindre mesure. L'Amérique est importante pour le Portugal et l'Espagne (principalement l'Amérique du Sud), ainsi que pour la Grèce et l'Italie. L'Asie est une source importante pour le Royaume-Uni, la Grèce et l'Italie, pour des raisons différentes dans chaque cas et à des degrés divers selon les régions de ce grand continent composite. Le Royaume-Uni accueille des immigrants asiatiques qui viennent en majorité du sous-continent indien, le plus souvent pour s'installer. Les immigrants qui arrivent en Italie sont principalement originaires d'Asie du Sud-Est (en particulier des Philippines), tandis que les nouveaux arrivants en Grèce viennent des pays voisins du Proche-Orient.

La prédominance de l'Allemagne parmi les pays où les non-ressortissants de pays de l'Union européenne choisissent de s'installer est évidente : en effet, l'Allemagne a reçu plus d'un quart des étrangers de l'EEE (plus la Suisse), plus de la moitié de ceux originaires d'Europe centrale et orientale et les trois quarts de ceux venant du reste de l'Europe (qui comprend la Turquie). Le nombre d'Asiatiques en Allemagne est d'autant plus important que s'y ajoutent les Vietnamiens recrutés par l'ex-RDA. Par contre, on trouve relativement peu de ressortissants africains en Allemagne. Malgré les liens qui unissent l'Espagne et le Portugal au continent américain, c'est le Royaume-Uni qui reçoit la plus forte proportion d'étrangers en provenance de ce continent (principalement des États-Unis) et, fait peu surprenant, environ les trois quarts de ceux originaires d'Australasie et d'Océanie.

Une comparaison des données du tableau 5 avec les chiffres d'années antérieures révèle un schéma de répartition qui évolue lentement, ce qui n'a rien d'étonnant, en fonction des flux migratoires nets. Cet élément permet de souligner que les pays d'Europe occidentale ont peut-être des points de vue très différents sur les migrations, qui s'expliquent par les différences entre leurs populations étrangères.

En Europe centrale et orientale, les statistiques disponibles sur les populations étrangères varient d'un pays à l'autre. Les étrangers y sont pour la plupart des ressortissants d'autres pays d'Europe centrale et orientale, mais la situation est loin d'être figée et l'analyse des statistiques est compliquée par les modifications induites par les changements de nationalité.

La Hongrie offre un bon exemple de la complexité des changements que connaissent certains pays. En 1997, près des trois quarts de ses résidents étrangers venaient d'Europe centrale et

orientale, principalement des pays limitrophes. Quelque 43 % (62 000) venaient de Roumanie, et une part importante venait également de l'ex-Yougoslavie et de l'ex-Union soviétique. Parallèlement, le nombre des résidents étrangers venant de la quasi-totalité des pays de l'UE et de l'AELE a augmenté à partir de 1995 (les Allemands étant les plus nombreux), tout comme le total des étrangers originaires d'autres régions du monde ; tandis que le nombre d'étrangers venant de divers autres pays d'Europe orientale, y compris la Roumanie, diminuait. D'autres sources (Juhász, 1998) nous expliquent cependant que plus de la moitié des résidents étrangers en 1997 étaient hongrois de souche – dont les deux tiers originaires de Roumanie – et que de 1990 à 1997, un total de 56 000 personnes, dont la plupart venaient de Roumanie, ont obtenu la nationalité hongroise. En 1998, 77 400 résidents étrangers vivaient en Hongrie à titre permanent. Étant donné la relative stabilité des flux entrants et sortants, Juhász (1999) pense que l'augmentation du nombre des résidents étrangers permanents pourrait s'expliquer par la diminution du nombre des naturalisations.

En République tchèque, autre pays qui compte des étrangers en nombre relativement élevé par rapport aux autres pays d'Europe centrale et orientale, les ressortissants slovaques (40 400) et ukrainiens (65 900) représentaient en 1999 46,4 % des étrangers possédant un permis de séjour de longue durée, contre 48,6 % en 1996. Les autres grands groupes étaient constitués des Vietnamiens (24 800) dont le nombre a sensiblement augmenté depuis 1994 (9 600) et des Polonais (18 300) dont le nombre a chuté ces dernières années. Le pays comptait aussi 16 900 ressortissants russes, 6 100 Allemands, 5 000 Bulgares et 4 300 Chinois. Le nombre des résidents de longue durée originaires des pays occidentaux a légèrement diminué ces dernières années (Maresova, 2000).

Dans le tableau 3, le troisième pays comptant plus de 100 000 étrangers est la Russie. Pour ce pays, il n'existe pas de statistiques relatives à la population étrangère comparables à celles fournies par les pays susmentionnés. Le tableau 5 présente une synthèse des mouvements complexes de population dans l'ex-Union soviétique ; il permet de déduire quelques informations sur la nature de ces groupes d'étrangers.

Dans l'ensemble, les bouleversements politiques survenus en Europe centrale et orientale au cours des dix dernières années et les troubles divers qui en ont résulté ont généré des déplacements complexes au sein de cette région, et aussi vers elle, par des personnes qui en sont originaires. Cet élément pourrait expliquer une bonne part de l'évolution des populations étrangères et de leurs nationalités dans les années 90. D'après les éléments dont nous disposons, les groupes de résidents étrangers d'autres parties d'Europe et du monde continuent de représenter une faible part du total, mais des différences sensibles existent d'un pays à l'autre quant aux nationalités qui prédominent et à l'évolution des tendances. Parallèlement, on observe la présence de nombres relativement importants d'immigrants temporaires ou en transit, originaires de pays extérieurs à l'Europe centrale et orientale, et dont la présence est analysée plus loin dans d'autres chapitres.

5. FLUX DE POPULATIONS ÉTRANGÈRES

Les problèmes statistiques évoqués ci-dessus valent *a fortiori* pour les flux migratoires. Les statistiques sur l'émigration sont particulièrement problématiques ; de nombreux pays n'en recueillent pas, et ceux qui le font ont une tendance à la sous-estimation (Salt, Singleton et Hogarth, 1994 ; Salt *et al.*, 2000). Même dans les pays dont le système de collecte de données est bien développé, on observe régulièrement des différences notables entre les estimations relatives à un flux donné, selon qu'elles sont données par le pays d'origine ou par celui de destination. Il reste étonnamment difficile d'étudier les flux migratoires impliquant les pays d'Europe centrale et orientale. Les systèmes de collecte conçus à l'époque communiste visaient à enregistrer exclusivement certains types de mouvements, principalement ceux qui étaient considérés comme « permanents » ; ils se sont révélés très inadaptés pour l'évaluation de la plupart des flux intervenus dans la région depuis 1989. En fait, nombre des catégories de déplacements qu'ils répertorient échappent à la plupart des systèmes de collecte de statistiques réputés « normaux ».

5.1. Flux de migrants vers l'Europe occidentale et à l'intérieur de ses frontières

Vers 1985, on a constaté une nette réorientation des flux (Tableau 6, graphiques 4a-4g). Les flux d'émigration ont varié d'un pays à l'autre (Tableau 7, graphiques 5a-5f). Dans les pays pour lesquels des données étaient disponibles (Tableau 8, graphiques 6a-6d), on a enregistré au cours de la période 1980-1999 un gain total net de 8,48 millions.

Il semblerait que les gains nets aient fluctué. Dans la première moitié des années 80, les flux d'immigration de population étrangère ont diminué, avec même des pertes nettes pour l'Allemagne (1982-1984), le Luxembourg (1982) et la Suisse (1983). A partir du milieu des années 80, les données semblent indiquer des gains nets pour la plupart des pays (à l'exception de l'Islande). Depuis 1994, les gains nets ont eu tendance à diminuer dans les pays pour lesquels on dispose de données, l'Allemagne enregistrant une émigration nette en 1997 et 1998 en raison du rapatriement des Bosniaques qui bénéficiaient d'une protection temporaire. En 1999, l'Allemagne a retrouvé une situation de gain net important.

En 1999 (Italie, 1998), le gain net total en Europe occidentale pour les pays figurant dans la liste était de 608 100 résidents étrangers, les gains les plus élevés étant enregistrés au Royaume-Uni et en Allemagne. Ce chiffre est comparable à celui de 1993 où le gain net avait été de 592 000 dont la moitié environ pour l'Allemagne. En 1980, l'Allemagne représentait 52,1 % du gain net de population (sur les huit pays disposant de données pour les années 1980, 1988, 1992 et 1999) ; ce pourcentage a culminé à 68,4 % en 1992, pour redescendre à 37 % en 1996, après quoi l'Allemagne a enregistré un déficit en raison du retour dans leur pays de Bosniaques temporairement protégés. La part des Pays-Bas est tombée de 11,9 % en 1980 à 6,9 % en 1988 et en 1992, pour remonter à 9,5 % en 1999. La part de gain net pour le Royaume-Uni est passée de 5,9 % en 1980 à 6,2 % en 1988 ; elle a ensuite chuté (2,6 % en 1992), avant de monter rapidement à 12,0 % en 1994, à 21,2 % en 1996 et à 31,2 % en 1999. La part imputable à ces trois pays dans l'augmentation de la population étrangère au sein de l'UE et de l'AELE a varié tout au long de la période 1980-1999, ce qui révèle la fluctuation de l'augmentation nette dans ces pays comme dans les autres d'une année sur l'autre. Pour 1999, les tendances varient : l'Allemagne a enregistré un gain net plus important ; au Danemark et en Italie (depuis 1996) les gains nets diminuent, tandis qu'en Finlande les chiffres sont restés quasiment stables.

Notons cependant que ces statistiques sous-estiment probablement l'immigration nette, car elles excluent généralement les demandeurs d'asile et certaines catégories d'immigrants temporaires, dont il est notoire que beaucoup séjournent clandestinement.

5.2. Flux de migrants impliquant l'Europe centrale et orientale

5.2.1. Données numériques

Conséquence logique de la disparition du rideau de fer, il s'est produit une intensification, d'une part, des flux migratoires au sein de la région, d'autre part, de l'émigration à partir de celle-ci. Au début des années 90, le nombre moyen annuel des émigrations nettes enregistrées, de l'Europe centrale et orientale vers les pays d'Europe occidentale, était estimé à environ 850 000 (Garson, Redor et Lemaitre, 1997), soit deux fois plus qu'au cours des trois décennies précédentes (Frejka, 1996; Okolski, 1998). Sous le communisme, l'essentiel des migrations était de nature ethnique et concernait principalement les Juifs et les Allemands. Les flux d'émigration définitive sont résumés dans le tableau 7.

La plupart des données sur les flux d'immigration étrangère dans les pays d'Europe de l'Est se rapportent aux immigrants permanents ; de ce fait, elles sous-estiment considérablement les flux totaux. Les effectifs sont limités et en général n'augmentent pas (tableau 6). Un grand nombre de personnes enregistrées sont d'anciens ressortissants de ces pays qui sont partis pendant la période communiste, et dont beaucoup se sont fait naturaliser dans leur nouvelle patrie. Les flux records ont été enregistrés en 1991 et 1992, deux ou trois ans après le retour à la démocratie, ce qui confirme l'idée que ceux qui voulaient retourner dans leur pays d'origine, d'ailleurs en proportion relativement faible, ont attendu d'être sûrs que les changements politiques fussent irréversibles. En 1999, l'Estonie, la Lituanie, la Moldova, la Pologne et la Roumanie ont enregistré des flux sortants nets. La Russie a continué d'avoir le flux entrant net (provenant presque entièrement de régions de l'ex-URSS) le plus important, bien que son niveau ait sensiblement baissé et soit aujourd'hui bien inférieur à celui de 1994.

5.2.2. Types de migration

En Europe centrale et orientale, les années 90 ont été marquées par plusieurs grands types de migrations importantes tant par leur extension que par le nombre de personnes concernées. On relève ainsi des migrations à motivation ethnique ; des migrations de transit de personnes issues de la région ou venant de plus loin, qui cherchent en général à entrer en Europe occidentale ; l'émigration de personnes qui demandent une protection ; et les mouvements substantiels qui ont eu lieu entre les Etats qui ont succédé à l'Union soviétique.

Dans cette typologie générale, Okolski (1998) distingue des flux plus fins sur le plan géographique :

- la migration temporaire de main-d'œuvre vers l'ouest, comme celle des Albanais partis chercher du travail en Italie et en Grèce, des Estoniens et des Russes en Finlande, des Roumains en Israël, des Tchèques, des Bulgares, des Polonais et des Hongrois en Autriche et en Allemagne ;
- les flux de travailleurs à l'intérieur de la région, notamment les migrations d'Ukrainiens, de Biélorusses, de Roumains et de Russes vers la République tchèque, la Hongrie et la Pologne ;

- l'arrivée de travailleurs originaires de pays en développement, comme les Chinois et les Vietnamiens en République tchèque, en Hongrie et en Pologne ;
- l'entrée de travailleurs d'Europe occidentale, généralement très qualifiés, principalement en République tchèque, en Hongrie et en Pologne ;
- les retours au pays, comme en Pologne, en Bulgarie et en Roumanie ;
- les migrations, pour des raisons ethniques, de la Pologne, de la Roumanie et de l'ex-URSS, principalement vers l'Allemagne, Israël et l'ex-URSS.

A ces schémas migratoires se superpose une mosaïque complexe de mouvements relativement brefs de «touristes-travailleurs» et de camelots, qui engendrent un navettage transfrontalier intensif de personnes cherchant à gagner ainsi leur vie. Il n'est pas d'usage de considérer ces mouvements comme des phénomènes migratoires, mais leur volume, leur impact économique et leur caractère novateur sont tels qu'ils se sont imposés dans la terminologie des migrations. Okolski (1997) a qualifié nombre de ces mouvements de «migrations incomplètes», cette expression désignant une situation dans laquelle les personnes concernées font des déplacements fréquents et de courte durée à l'étranger pour gagner leur vie, tout en conservant un domicile dans leur pays d'origine. Ces «migrants partiels» se caractérisent par un statut social mal défini et/ou une grande polyvalence professionnelle dans leur pays d'origine, par l'irrégularité de leur séjour et de leur travail dans le pays d'accueil, enfin, par le fait qu'ils conservent un domicile permanent et des liens familiaux dans leur pays d'origine. La distance couverte lors de ces déplacements est souvent faible et se réduit parfois à un simple passage de frontière, mais si la durée de chaque séjour à l'étranger se compte en jours plus qu'en semaines, il n'en reste pas moins que le migrant passe la majeure partie de l'année en déplacement dans un autre pays.

Ces mouvements sont étroitement liés à la déstructuration grandissante des économies des pays d'Europe centrale et orientale associée à leur transformation politique et économique. L'augmentation la plus rapide de l'emploi dans ces pays s'est produite dans le secteur non structuré où les emplois saisonniers et temporaires sont nombreux mais n'offrent pas une source de revenu stable ; beaucoup de travailleurs considèrent les revenus tirés de ces emplois comme un supplément à ce qu'ils peuvent gagner à l'étranger. Il s'est ainsi créé une double source de subsistance consistant à travailler à la fois dans le secteur non structuré du pays de destination, le plus souvent, et dans le secteur non structuré du pays d'origine.

5.3. Migrations de l'ex-Union soviétique

Dans l'ex-Union soviétique, les migrations sont actuellement caractérisées par une circulation interne, avec quelques débordements internationaux. Les causes de ce mouvement sont multiples et comprennent la chute du niveau de vie, l'instabilité socio-politique et une série de conflits armés. Il en résulte une typologie de mouvement complexe, dont certains éléments peuvent être considérés comme «normaux» (les migrations de main-d'œuvre, par exemple) et d'autres comme résultant d'une série de situations d'urgence. Les données du tableau 6 présentent l'immigration annuelle dans la Fédération de Russie ; cette immigration est le plus souvent le fait de personnes originaires d'autres régions de l'ex-Union soviétique (pays proches) ; les fluctuations numériques sont importantes, mais depuis les maxima de 1994, la tendance est nettement à la baisse.

Les tendances et les schémas migratoires des Etats de la CEI au cours des années 1990 et en particulier en 1997-1998 ont été analysés dans un rapport du Centre de coopération technique pour l'Europe et l'Asie centrale de l'OIM (OIM, 1999). La situation est récapitulée dans le tableau 9. La Fédération de Russie reste le principal partenaire migratoire de tous les pays de la CEI, en valeur absolue comme relative. Le déclin global des mouvements migratoires dans la région, au cours de la période 1989-1997, peut être attribué principalement à la chute de l'émigration au départ de la Russie. Il y a également eu une diminution de l'importance relative des mouvements ethniques, ces dernières années, le schéma des flux migratoires se rapprochant de celui de la période soviétique.

La liste désespérément longue des migrations d'urgence comprend celles qui découlent des conflits en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie, au Tadjikistan, en Moldova et en Tchétchénie. On estime qu'environ 2,4 millions de personnes se sont trouvées en situation de réfugié ou assimilé depuis 1989. 2,9 millions de personnes supplémentaires ont connu un déplacement interne, en particulier des Arméniens (72 000), des Azerbaïdjanais (600 000), des Géorgiens (274 000), des Russes (194 000) et des Tchétchènes (153 000) (OIM, 1999). Depuis le milieu des années 80, près de 750 000 migrants ont été obligés de déménager en raison de la dégradation de l'environnement (OIM, 1999), pour la plupart à la suite du désastre de Tchernobyl (on estime que près de 3 millions vivent encore dans des zones contaminées (Omelyanets et Torbin, 1991 ; cités dans Shamshur, 1995). Les autres déplacements se situent dans le bassin de la mer d'Aral et autour de la zone d'essais nucléaires de Sémipalatinsk, dans le Kazakhstan.

Parmi les autres grandes catégories de migrants, il convient de mentionner les rapatriés de l'ex-Union soviétique (généralement des Russes rentrant en Russie). Les causes de ces mouvements sont complexes, mais les facteurs de répulsion semblent dominer. Parmi les premiers rapatriés, on compte des communautés ethniques déportées par Staline loin de leurs régions traditionnelles (comme les Tatars de Crimée) ; on estimait, vers le milieu de l'année 1995, que 250 000 d'entre eux environ étaient déjà retournés en Crimée (Shamshur, 1995). Au total, on estime à 4,7 millions le nombre de personnes qui peuvent être considérées comme rapatriées, bien que pas toujours récemment : les russophones, en particulier, se rapatrient des autres points de la CEI depuis les années 1970. Cette tendance s'est accélérée dans les années 1980 en intéressant des nombres croissants d'autres groupes ethniques, en particulier d'Asie centrale : par exemple, entre 1991 et 1996, on estime à 155 000 les Kazakhs rapatriés de la fédération de Russie, d'Ouzbékistan, de Mongolie et d'Iran (OIM, 1997b) ; ce chiffre étant de 11 600 en 1997.

Une tendance apparentée au rapatriement est le retour des groupes ethniques qui ont été déportés de force de leur pays d'origine historique. Près d'un million d'entre eux se sont déplacés depuis le milieu des années 1980, en particulier des Tatars de Crimée, des Allemands de la Volga et des Meskhetiens (OIM, 1997b), avec 150 000 « rapatriés » pour la seule année 1997.

Le nombre de migrants « normaux » qui entrent dans l'ex-Union soviétique ou en sortent n'est pas facile à calculer du fait de l'absence de statistiques. Il semble que la majorité des travailleurs migrants cherchent à gagner la Russie ; les chiffres sont élevés mais les mouvements sont généralement de courte durée. On a estimé que vers le milieu des années 1990 la Russie a accueilli environ 100 000 travailleurs migrants engagés conformément à des accords intergouvernementaux, mais ce chiffre est peut-être fortement sous-estimé (*International Herald Tribune*, 1994 ; Shamshur, 1995). Dernièrement, les effectifs de main-d'œuvre migrante au sein de la CEI ont à nouveau augmenté à la suite du changement des conditions socio-économiques. En 1997, 241 000 travailleurs migrants ont été recrutés, dont 186 000 originaires de la CEI.

L'Ukraine est la principale source (32%) de cette main-d'œuvre, suivie de la Turquie (14%) et de la Chine (9%). Plus de la moitié des migrants en situation régulière travaillent dans le bâtiment, 10% dans l'agriculture et 10% dans l'industrie manufacturière (OIM, 1999). Jusqu'à présent, ces migrations sont, dans une large mesure, restées confinées à l'intérieur de la CEI, sans se répandre dans le reste de l'Europe. Il est évident qu'il existe une forte immigration clandestine : le service fédéral russe des migrations signale qu'en 1994 environ un demi million d'immigrants en provenance d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient sont entrés dans le pays en violation des procédures relatives aux visas et aux passeports (OIM, 1994). Le Bélarus évalue entre 100 000 et 400 000 le nombre des immigrés entrés clandestinement sur une période de deux ans (Ministère des Affaires étrangères, 1995).

Les données sur les échanges migratoires avec les pays non-CEI sont variables en quantité et en qualité. L'émigration à partir de la Russie à destination des pays non-CEI est estimée à 83 500 personnes en 1997, en diminution par rapport au pic de 113 900 en 1993, mais bien au-dessus des 47 600 de 1989. Une grande majorité de ces migrants a gagné l'Allemagne (58% - pourcentage en diminution), Israël (15%) et les Etats-Unis (11%), quoique le nombre des migrants se rendant dans d'autres pays a doublé en 1997 (tableau 10). Ces chiffres ne concernent que les personnes se déplaçant pour s'établir définitivement : le nombre de personnes se rendant temporairement à l'étranger est inconnu mais vraisemblablement élevé. L'émigration à partir de l'Ukraine s'est élevée au total à 190 000 personnes en 1997, dont près de 52 000 ont gagné des pays non-CEI, principalement Israël, les Etats-Unis et l'Allemagne. Pour le Bélarus, l'émigration permanente en 1997 a été de 9 700 personnes vers les pays de la CEI, contre 8 900 à destination des pays non-CEI, soit à peu près autant qu'en 1995 et bien au-dessous du pic de 34 000 en 1990. Là encore, Israël, les Etats-Unis et l'Allemagne ont été les principales destinations.

5.4. Champs migratoires de l'Europe

Quel effet l'évolution des flux migratoires et leurs causes décrits ci-dessus ont-ils eu sur le régime migratoire de l'Europe dans son ensemble ? Le tableau 11 s'efforce de mesurer le degré de confinement en Europe des champs migratoires de chacun des pays, en se fondant sur les parts respectives d'immigration et d'émigration vers les régions répertoriées et à partir de celles-ci, à l'aide des données les plus récentes concernant les pays pour lesquels des statistiques appropriées existent. Des différences considérables apparaissent, d'un pays à l'autre, pour l'immigration comme pour l'émigration.

S'agissant de l'immigration, les pays peuvent être ventilés en plusieurs groupes. Dans les pays d'Europe centrale et orientale pour lesquels des données existent (notamment les Etats baltes et la Slovaquie), la grande majorité des immigrés viennent d'autres régions d'Europe, principalement des PECO et, dans une moindre mesure, de pays membres de l'UE et de l'AELE. Les pays scandinaves présentent également un degré relativement élevé d'«euroconfinement», leurs immigrés venant principalement des pays de l'UE, de l'AELE et du «reste de l'Europe» (surtout la Turquie et l'ex-Yougoslavie), et pour une faible part d'Europe centrale et orientale. Le champ migratoire allemand est très européen ; comme l'Autriche et la Finlande, l'Allemagne se caractérise par une forte proportion d'immigrés d'Europe centrale et orientale. Par contre, près du tiers des immigrés au Royaume-Uni viennent de pays extérieurs à l'Europe. Les pays méditerranéens accueillent également des non-Européens en plus grand nombre, tout comme les Pays-Bas.

Les données d'émigration accentuent encore cette impression de confinement dans la région (les données pour l'Espagne sont atypiques, en ce qu'elles concernent exclusivement les Espagnols qui partent s'installer à l'étranger). La plupart de ceux qui quittent les pays d'Europe centrale et orientale se rendent ailleurs dans la région, et, en Europe occidentale, seules l'Allemagne et l'Autriche enregistrent un pourcentage significatif de départs vers l'est. Les statistiques de la Roumanie et de la Slovénie font apparaître une forte tendance à l'émigration vers les pays de l'UE et de l'AELE, mais dans le cas de l'UE on observe une certaine dispersion au-delà de l'Europe, en particulier vers l'Amérique du Nord.

Il est difficile de généraliser à partir des chiffres du tableau 11, en raison de problèmes d'interprétation des données pour certains pays, et de l'absence de statistiques pour de nombreux autres. Nous pouvons cependant tirer trois grandes conclusions. Premièrement, on observe un certain degré de confinement dans la région, surtout dans le cas des pays d'Europe centrale et orientale, en ce sens que la plupart des échanges se font avec d'autres parties de l'Europe. Deuxièmement, des différences marquées apparaissent entre les champs migratoires des divers pays. Elles sont le reflet de tout un éventail de processus historiques (liens postcoloniaux) et de facteurs géographiques (principalement la proximité). Enfin, les schémas décrits confirment la diversité des expériences de la migration qu'ont les différents pays d'Europe.

6. MIGRATION DE MAIN-D'ŒUVRE

6.1. Main-d'œuvre étrangère en Europe occidentale

Il est plus difficile d'obtenir des données précises et comparables pour la main-d'œuvre étrangère en Europe que pour la population étrangère dans son ensemble. Il faut savoir en particulier quelles sont les personnes qui ont été incluses dans les chiffres et connaître également les sources que l'on peut utiliser. En outre, les travailleurs non enregistrés sont presque certainement plus nombreux, proportionnellement, sur le marché du travail que les résidents non enregistrés dans la population totale.

Il ressort du tableau 12 qu'il y avait en Europe occidentale, aux alentours de 1999/2000 (sur la base des dernières données disponibles pour chaque pays, environ 7,88 millions de travailleurs étrangers enregistrés, soit une augmentation de quelque 32,2 % par rapport au chiffre de 1988 (5,96 millions), mais de 6,5 % seulement par rapport à 1994 (7,4 millions). En fait, il semble que ces dernières années les populations de travailleurs étrangers déclarés aient peu évolué. Cette tendance contraste avec celle du début des années 90, quand l'Europe occidentale a augmenté sa population de main-d'œuvre étrangère alors que l'économie abordait une période de récession. On obtient une perspective à plus long terme en comparant la situation de 1980, de 1988 et de 1999 dans les huit pays du tableau 12 pour lesquels des données sont disponibles sur toute la période. En 1980, ces pays comptaient 4,63 millions de travailleurs étrangers ; mais en 1988 ce total avait légèrement diminué, tombant à 4,45 millions (-3,9 %) ; en 1999, il était remonté à 5,23 millions, soit une augmentation de 780 000 personnes en onze ans (17,5 %). Ainsi, pour ces pays, la totalité de l'accroissement de la main-d'œuvre depuis 1980 a eu lieu après 1988.

La période écoulée depuis 1988 a été marquée par des fluctuations. Pour tous les pays de la liste (hormis la Turquie), nous avons réalisé une comparaison de la situation en 1988, en 1992 et en 1999 (ou dans l'année des dernières statistiques disponibles). En 1988, les travailleurs étrangers déclarés étaient 5,9 millions ; en 1992, leur nombre était passé à

7,3 millions (soit une augmentation de 23,1 %) et en 1999 à 7,86 millions (7,7 %). Il semble, dès lors, qu'en Europe occidentale presque tout l'accroissement des populations de travailleurs étrangers déclarés se soit produit à la fin des années 80 et au début des années 90, et que leur nombre a peu évolué depuis.

Malgré l'accroissement général de la population étrangère entre 1980 et 1999 (gGraphiques 7a-7e), l'évolution du nombre de travailleurs étrangers n'a pas été la même dans tous les pays d'immigration traditionnels. En 1998, les effectifs officiels de main-d'œuvre étrangère en Allemagne (1,99 million) n'étaient inférieurs que de 1,4 % par rapport à leur niveau de 1980, en dépit d'un accroissement de 64,4% de la population étrangère. Ces chiffres n'incluent pas les Allemands de souche « revenus » d'Europe orientale et de l'ex-Union soviétique. Entre 1980 et 1999, le nombre de travailleurs étrangers a augmenté de 91% en Autriche (158 900), alors que la population étrangère augmentait de 165 %. En Autriche, en République fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas, par exemple, le nombre de travailleurs étrangers a diminué au début des années 80, reflétant une baisse de l'activité économique générale, pour atteindre un plancher en 1984 ou 1985, et remonter ensuite à des niveaux bien supérieurs à ceux du début de la décennie. Les augmentations de la fin des années 80 et du début des années 90 ont donc contribué à renforcer une tendance déjà haussière.

Ces dernières années, l'évolution des populations de travailleurs étrangers a varié d'un pays à l'autre. Leur nombre a diminué en Allemagne, en Irlande et en Suisse, bien que dans ce dernier pays la situation se soit stabilisée en 1999 ; par contre, l'Autriche, le Luxembourg, le Portugal et l'Espagne ont enregistré des hausses relativement fortes, qui semblent maintenant se stabiliser. Au Royaume-Uni, le nombre de travailleurs étrangers a augmenté, surtout en 1997-1998. Ces différences s'expliquent en partie par des réactions à la conjoncture économique, mais elles résultent aussi de la manière dont sont établies les statistiques. Dans la plupart des pays, le nombre réel de travailleurs étrangers est supérieur à celui qu'indiquent les statistiques, en raison de la présence de travailleurs clandestins.

En 1999, la majorité des travailleurs étrangers en Europe - comme la majorité de la population étrangère - étaient concentrée en Allemagne et en France, où l'on dénombrait au total plus de 3,56 millions de travailleurs. Le Royaume-Uni en recensait, pour sa part, plus d'un million. Dans chaque pays, la répartition par nationalités de la main-d'œuvre étrangère est conforme à la répartition par nationalités de l'ensemble de la population étrangère nationale. Les groupes de travailleurs étrangers les plus nombreux en Allemagne sont les Turcs, les Yougoslaves et les Italiens ; en France, ce sont les Portugais, les Algériens et les Marocains ; au Royaume-Uni, les Irlandais. Les Turcs représentent la principale communauté étrangère en Allemagne et aux Pays-Bas, la deuxième en Autriche, après les Yougoslaves ; ces derniers constituent la deuxième nationalité étrangère la plus importante en Suède et en Suisse, tandis que les Italiens sont majoritaires parmi les étrangers en Suisse et en Belgique. Outre leur importance numérique en France, les Marocains constituent le deuxième groupe étranger en Belgique et aux Pays-Bas.

On ne dispose que de statistiques limitées sur les populations de travailleurs étrangers en Europe orientale. Celles du tableau 12 proviennent de sources officielles et ne comprennent donc pas les nombreux travailleurs clandestins ou en transit. Les chiffres sont faibles, du moins si on les compare à ceux de l'Europe occidentale, et ils ont fluctué ces dernières années. A part la Russie, la République tchèque a été la destination favorite : le nombre de travailleurs étrangers y a doublé depuis 1994, malgré une légère tendance à la baisse en 1997 et 1998.

6.2. Flux de main-d'œuvre

Le renversement des tendances observé au milieu des années 80 dans les flux migratoires en Europe de l'Ouest s'est accompagné d'un afflux de main-d'œuvre, et tous les pays du tableau 13 (voir également les graphiques 8a-8d) ont enregistré des accroissements réguliers jusqu'au début des années 90, à partir desquelles il s'est produit une baisse générale de l'immigration de main-d'œuvre dans tous les pays pour lesquels nous disposons de statistiques. Ces dernières années, on a observé une tendance à la hausse dans plusieurs pays, notamment l'Autriche, la Suisse, le Luxembourg, l'Espagne, le Royaume-Uni et l'Allemagne, en 1998 et 1999. Ce retour à la hausse s'explique partiellement par une réaction à la croissance économique, qui engendre un appel de personnel qualifié. Les statistiques sous-estiment cependant les flux totaux ; ainsi, celles de l'Allemagne ne prennent pas en compte les Allemands de souche. On ne dispose malheureusement pas de données fiables sur les sorties de travailleurs, d'où l'impossibilité d'estimer les mouvements nets de main-d'œuvre.

Sous le communisme, les migrations temporaires plutôt que définitives, dictées principalement par la recherche d'un emploi, étaient caractéristiques de l'Europe orientale et de l'URSS. Les principaux pays d'origine étaient les pays «frères» tels que le Viêt-nam, Cuba et le Nicaragua. Par la suite, de nouvelles immigrations de main-d'œuvre se sont produites. Il s'agissait soit d'un personnel très qualifié (principalement occidental), soit de travailleurs visant les créneaux inférieurs du marché de l'emploi (principalement originaires de Roumanie, de Bulgarie, de la CEI et du tiers-monde).

L'émigration définitive en provenance d'Europe de l'Est a été moins importante que prévu, mais beaucoup de travailleurs de cette région ont émigré temporairement en Europe occidentale. Les causes du phénomène semblent être générales : liberté de quitter leur pays ; hausse du chômage et dégradation du niveau de vie de certains groupes, existence d'emplois mieux rémunérés (dont certains sont clandestins) à l'étranger. Les conséquences de cette émigration sont de deux ordres. Dans certaines régions, les envois de fonds et l'épargne apportent des revenus à l'économie locale ; ailleurs, des pénuries de main-d'œuvre se produisent, qui sont comblées par un recours croissant aux travailleurs étrangers.

On ignore le nombre total des personnes d'Europe centrale et orientale qui travaillent en dehors de leur pays, mais les données d'EUROSTAT sur le nombre total de ressortissants étrangers pour les pays de l'EEE et la Suisse fournissent quelques indications (tableau 14). Les données relatives à l'entrée de main-d'œuvre étrangère en Europe centrale et orientale ont au mieux une valeur indicative, et rien, ou presque, n'indique l'émergence d'une tendance forte, bien que les données relatives à 1997 pour la Hongrie et la Pologne suggèrent des augmentations (tableau 13).

6.3. Caractéristiques de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère

Les travailleurs étrangers se retrouvent dans tous les domaines d'activité, mais occupent de plus en plus des emplois dans les secteurs tertiaire et quaternaire, plutôt que dans les industries manufacturières. Un pourcentage significatif d'immigrés occupe des emplois très qualifiés et, dans la plupart des pays, les systèmes de délivrance des permis de travail sélectionnent désormais les personnes dotées d'un savoir-faire important. On observe toutefois une tendance de plus en plus nette à la polarisation, les immigrés occupant beaucoup d'emplois relativement peu qualifiés, principalement dans les secteurs à forte proportion de main-d'œuvre, comme la restauration et le nettoyage. Une grande partie des travailleurs qui se retrouvent dans ces emplois sont en situation irrégulière.

La ventilation des travailleurs étrangers par secteur a fait l'objet d'analyses dans les rapports successifs de la SOPEMI (OCDE 1995, 1997). Ses conclusions révèlent que la main-d'œuvre étrangère reste concentrée dans certains secteurs tels que les mines, les carrières et les industries manufacturières en Allemagne, le bâtiment en France et au Luxembourg, et certaines industries de services au Royaume-Uni. Cependant, dans la plupart des pays d'Europe occidentale, on trouve des étrangers dans tous les secteurs – avec, systématiquement, une présence de plus en plus forte dans les services en général. Il apparaît depuis quelques années que dans plusieurs pays, les travailleurs étrangers sont surreprésentés dans les secteurs où le déclin de l'emploi est plus rapide que la moyenne. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles le taux de chômage des travailleurs étrangers est généralement plus élevé que celui des travailleurs indigènes.

En Europe centrale et orientale, beaucoup de postes de personnel très qualifié sont occupés par des travailleurs étrangers. Ils sont souvent détachés par une société. Certains aspects de la situation évoquent cependant l'immigration des années 60 en Europe occidentale. Ainsi, en Pologne, beaucoup de travailleurs ukrainiens travaillent dans l'agriculture et le bâtiment (Stola, 1997). Dans cette région, les travailleurs migrants occupent essentiellement, semble-t-il, des emplois peu qualifiés, souvent dans le secteur informel, et dans des activités marginales comme celles des camelots et des travaux manuels de courte durée. Dans la République tchèque, par exemple, la plupart des Ukrainiens exercent un métier manuel, surtout dans le bâtiment, l'industrie manufacturière et l'agriculture ; leurs conditions de travail sont médiocres et ils sont moins bien payés que les Tchèques qui font un travail équivalent (Maresova, 1999).

6.4. Migration des personnes très qualifiées

Les migrations de personnes très qualifiées n'ont pris de l'ampleur que tout récemment, surtout depuis le milieu des années 80. Elles sont à plusieurs égards un produit de la mondialisation de l'économie et de l'activité des entreprises transnationales. De nos jours, il est généralement admis que leur impact économique est sans commune mesure avec le nombre relativement faible de personnes concernées. Il faut dire que peu de statistiques détaillées existent sur le sujet (Salt, 1997). L'analyse des systèmes de délivrance de permis de travail dans la plupart des pays d'Europe fait clairement apparaître que la grande majorité des personnes admises sont des professionnels, des cadres et des techniciens. Au Royaume-Uni, ils constituent depuis longtemps environ 80 % du total des permis délivrés. En Europe occidentale, un réseau complexe «d'échanges de cerveaux» s'est développé, parallèlement au système de liberté de circulation inhérent au fonctionnement de l'Espace économique européen (EEE). Il s'y est ajouté un nouvel ensemble de mouvements qui s'inscrit dans le cadre du processus d'intégration de l'économie européenne dans son ensemble.

Depuis environ un an, plusieurs pays d'Europe occidentale ont pris des mesures pour accroître l'immigration de travailleurs qualifiés. L'Allemagne a introduit le système de la «carte verte» pour attirer 20 000 informaticiens face à la pénurie de personnel dans ce secteur, mais elle a eu du mal jusqu'à présent à trouver les migrants potentiels dotés des compétences nécessaires. Le Gouvernement britannique a aussi adopté une attitude plus positive vis-à-vis de l'immigration de main-d'œuvre qualifiée, en apportant au système des permis de travail des modifications censées attirer du personnel compétent dans une série d'emplois spécialisés, notamment dans le domaine informatique et médical.

Le débat sur l'émigration de personnes hautement qualifiées tourne principalement autour de l'éventualité d'une «fuite des cerveaux» d'est en ouest (voir, par exemple, Studi Emigrazione,

1995). Cet intérêt va croissant alors que nous ne possédons pas de données systématiques sur cette question. La plupart des informations nous viennent de statistiques qui témoignent d'une baisse de l'emploi dans le secteur scientifique de plusieurs pays d'Europe orientale et de l'ex-Union Soviétique, de l'arrivée en Europe occidentale de personnel scientifique en provenance de ces pays et d'études menées parmi le personnel scientifique demeuré à l'Est afin de connaître ses intentions futures en matière de migration vers des pays étrangers.

Ces données ne vont pas dans le sens de l'exode massif, réel et potentiel, des compétences en provenance de l'Est vers l'Europe occidentale, avec des conséquences négatives pour les pays sources, tel qu'on l'a parfois suggéré. Après l'effondrement des régimes communistes dans le bloc oriental, le secteur scientifique de ces pays s'est trouvé quelque peu surpeuplé mais dépourvu de ressources financières suffisantes. La réduction des effectifs ne s'est pas fait attendre. Il semblerait que la majorité du personnel qui a quitté le secteur scientifique soit restée dans son pays mais a cherché du travail ailleurs, dans le secteur privé. Apparemment, ce n'est que dans l'ex-Union Soviétique que l'effondrement et la baisse de l'emploi et des investissements qui s'en est suivi dans le secteur scientifique ont été à l'origine d'un exode des compétences important.

Il ne faudrait pas déduire de ces informations que le mouvement d'est en ouest de personnes qualifiées a été sans conséquence. Le niveau de formation des migrants à destination et en provenance de la Russie, est sensiblement supérieur à celui de la population russe (OIM, 1997). La proportion de personnes ayant une qualification professionnelle est 1,5 fois plus élevée parmi les migrants que dans la population générale. L'expérience de l'Ukraine est analogue, avec 18 % d'émigrants ayant une formation supérieure en 1996, soit une perte migratoire nette estimée à 11 000 de ces personnes cette année-là. La Géorgie a également connu une importante fuite de cerveaux ces dernières années, alors qu'elle a besoin de s'appuyer sur son intelligentsia pour reconstruire son économie (OIM, 1997).

La migration de personnel très qualifié n'a pas été à sens unique. L'internationalisation des économies de la région engendre une forte migration d'ouest en est de personnel des entreprises, d'experts consultants, d'enseignants, etc. (Hillmann, 1997). Ce phénomène semble devoir se poursuivre dans un avenir prévisible.

Les mouvements de personnel très qualifié entre l'Europe occidentale et l'Europe centrale et orientale ont été étudiés dans le cadre d'études récentes plus générales portant sur les probables incidences de l'élargissement de UE vers l'est sur la migration. D'après les estimations de Bauer et Zimmermann (1999), Fassmann et Hintermann (1997) et Salt et al. (1999), il faut s'attendre à la venue de 1,16 à 1,96 millions d'immigrants en provenance des pays de la première vague sur une quinzaine d'années, soit 1,89 à 3,2 % de la population de ces pays.

7. ASILE

7.1. Evolution du nombre des demandes d'asile

Une grande partie du débat sur l'ampleur des migrations vers l'Europe et en son sein établit une distinction entre les demandeurs d'asile et les flux migratoires normaux (essentiellement pour l'emploi et le regroupement familial). Il y a de bonnes raisons à cela. Non seulement les motivations des deux types de mouvements sont différentes mais les données sont aussi

collectées et présentées de manière différente. Cependant, la distinction entre les deux est devenue plus en plus floue. De nombreux demandeurs d'asile n'ont pas besoin de protection et tentent de migrer pour des raisons économiques et/ou familiales, alors que la distinction statistique n'est plus claire.

La plupart des ouvrages traitant de l'asile s'attachent aux politiques, aux lois et aux procédures. Peu d'analyses tentent de découvrir pourquoi et comment les demandeurs d'asile optent pour certaines destinations, mais des études récentes soulignent l'importance des passeurs dans ce domaine (Koser, 1998 ; Morrison, 1998). Une étude réalisée principalement en Belgique, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, et avec quelques références tirées d'ouvrages nord-américains, révèle que la plupart des demandeurs d'asile sont mal informés des pays de destination possibles : les rumeurs jouent un rôle important (Böcker et Havinga, 1998). Dans la plupart des cas, le choix du pays d'asile n'est pas le fruit d'un choix conscient et rationnel de la part du demandeur et ne résulte certainement pas d'une comparaison des avantages et des inconvénients des diverses options. Les principales exceptions concernent la préférence de certains demandeurs d'asile pour le Canada et les Etats-Unis. L'étude a dégagé trois facteurs interdépendants qui contribuent grandement à expliquer les schémas de choix de destination par les demandeurs d'asile : l'existence de communautés de compatriotes, les liens coloniaux et la connaissance de la langue. Les effets de migration en chaîne semblent importants, surtout par le biais de réseaux d'amitié et de parenté. Les politiques d'asile et l'accueil varient d'un pays à l'autre, mais, dans l'ensemble, la politique adoptée en matière de visas semble jouer un rôle plus important.

7.1.1 Tendances quant aux pays de destination en Europe occidentale

Les demandes d'asile en Europe occidentale sont fluctuantes quant à leur nombre et quant aux pays de destination depuis le milieu des années 80 (tableau 15 et graphiques 9a - 9f). Les Etats de la liste ont accueilli au total 169 710 demandeurs d'asile en 1985, avec un pic de 695 580 en 1992, suivi d'une baisse à 247 500 en 1996, puis d'une augmentation à 392 200 en 2000. Le tableau 16 montre la part de chaque pays de destination à différentes dates et donne une idée de la «pression de l'asile» à travers le nombre de demandes pour 10 000 habitants.

Le tableau 16 montre combien la situation a changé en Allemagne. Ce pays accueillait 43,5% des demandeurs d'asiles en 1985 et près des deux tiers en 1992, mais ce chiffre est tombé à 18,9 % en 2000. La France a enregistré une forte diminution entre 1985 et 1992, puis à nouveau une augmentation en 2000, mais rien de comparable avec ce qu'elle a connu au milieu des années 80. La situation au Royaume-Uni a changé radicalement, passant de seulement 3,7 % du total en 1985 à 16,7 % en 1999 et 23,4 % en 2000, année où il a été la première destination. La Belgique et les Pays-Bas ont également vu leur part augmenter sensiblement. En revanche, celles du Danemark, de la Suède et de la Suisse ont suivi le mouvement inverse.

Il y a eu aussi des variations importantes dans la pression exercée par les demandeurs d'asile. Les pays suivants ont connu en 2000 une pression plus forte qu'en 1992 : Autriche, Belgique, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni et Norvège. Néanmoins, les différences restent très marquées. La Suède et le Danemark ont eu le plus grand nombre de demandes pour 10 000 habitants en 1985 mais leur part était relativement modeste en 2000. L'Allemagne est passée de 9,5 % en 1985 à 54,59 % en 1992, puis est redescendue à 9,6 % en 2000. Le Royaume-Uni a subi une forte pression après être parti de très bas en 1985 pour atteindre 16,3 % en 2000, bien que ce chiffre reste inférieur à celui de huit autres pays de la liste. En 2000, la

Belgique, avec 41,6 demandes pour 10 000 habitants, a été le pays le plus sollicité. Les pays les moins sollicités ont été les pays méditerranéens. Ce qu'on ne sait pas vraiment, toutefois, c'est dans quelle mesure ces chiffres reflètent l'enregistrement des flux de demandes d'asile.

7.1.2 L'origine des demandeurs d'asile en Europe occidentale

A partir de 1991-92, les Yougoslaves figuraient en tête de la liste des pays d'origine avec les Roumains, les Turcs, les Sri-Lankais, les Somalis, les Iraniens, Les Zaïrois, les Irakiens, les Bulgares, les Albanais, les Nigériens, les Libanais et les Chinois, également en grand nombre. Nombre de ceux qui ont fui l'ex-Yougoslavie, en particulier la Bosnie et le Kosovo, ne figurent pas dans les statistiques sur l'asile, mais ont obtenu une forme de statut de protégés temporaires. Depuis quelques années, la Turquie, l'ex-Yougoslavie, l'Iran, l'Irak, la Somalie et le Sri-Lanka sont devenus des pays d'origine dominants, tous connaissant des conflits susceptibles d'inciter leur population à rechercher une protection. Les données les plus récentes montrent qu'un plus grand nombre de demandeurs d'asile remplissent les conditions d'octroi de cette protection.

Le tableau 17 tente de définir le champ migratoire européen des demandeurs d'asile en 1988 et 1997 (dernière année pour laquelle une ventilation est actuellement disponible) pour les onze pays d'accueil qui disposaient de données. Le tableau 17 révèle ainsi les dix principaux pays d'origine. 93 % de toutes les demandes d'asile de l'UE/AELE en 1988, 95 % en 1997, émanaient de ces pays. Les dix nationalités d'origine énumérées représentaient 70,3 % de toutes les demandes vers les onze destinations en 1988 et 66,4 % en 1997.

Six pays d'origine apparaissent aux deux dates, la Turquie, l'ex-Yougoslavie, l'Iran, le Sri-Lanka, la Roumanie et le Zaïre (RP Congo). Ainsi, pendant une période de grande perturbation dans la recherche d'asile, la géographie générale du mouvement a présenté des similitudes. Les tendances numériques relatives à ces pays ont connu des variations. Les demandes d'asile à partir de l'ex-Yougoslavie ont augmenté considérablement, tandis que celles des Turcs chutaient ; le nombre d'Iraniens diminuait de moitié, les Sri-Lankais et les Zaïrois étaient aussi moins nombreux. Le Liban, la Hongrie et le Ghana disparaissaient de la liste des 10 principaux pays d'origine en 1997 et étaient remplacés par l'Irak (arrivant au second rang), l'ex-Union soviétique et l'Afghanistan.

Le fait que la part des demandes totales représentée par ces groupes sélectionnés varie considérablement donne une indication de la diversité des origines pour des destinations individuelles. Les pays d'origine figurant sur la liste représentaient 83,6 % en 1988 et 72,1 % en 1997 en Allemagne, 71,3 % et 50,4 % en Espagne, 46,9 % et 53,6 % en France et seulement 29,9 % et 43,8 % au Royaume-Uni. Il est clair, cependant, que certaines nationalités représentent une forte proportion des demandeurs d'asile vers certaines destinations : par exemple, 46,2% de Polonais en Espagne et 25,4 % de Ghanéens en Belgique en 1988 ; les demandeurs d'asile de l'ex-Yougoslavie représentaient 37,8 % du total en Suisse, les Irakiens 31,6 % en Suède et les Somaliens 22,8 % au Danemark en 1997.

7.1.3 Demandes d'asile en Europe centrale et orientale

Les données concernant les demandes d'asile en Europe orientale restent très partielles, et dans la majorité des cas, les chiffres recueillis sont peu élevés. En Hongrie, les demandes d'asile, en baisse vers le milieu des années 90, sont ensuite reparties à la hausse. Les indications concernant les autres pays font apparaître des fluctuations du nombre des demandeurs d'asile (Tableau 15), bien que l'on pense que de nombreux demandeurs sont en réalité des migrants de transit qui

souhaitent entrer en Europe occidentale. Certains indices récents montrent que des demandeurs d'asile cherchent maintenant à s'établir dans les pays d'Europe centrale et orientale en raison de leur liberté politique et de leur croissance économique.

7.2. Evolution des décisions relatives aux demandes d'asile

Il est difficile d'interpréter les statistiques sur les demandes d'asile en raison du délai qui s'écoule entre le dépôt de la demande et la décision qui est prise à son sujet. Une autre complication tient à la procédure de recours qui peut signifier plusieurs «décisions» concernant une même demande. La manière dont elles sont comptabilisées dans les statistiques affecte le taux de reconnaissance. Le tableau 18, établi d'après les données du HCR, indique le nombre de décisions en matière d'asile concernant des pays déterminés, ainsi que la proportion de demandeurs qui ont obtenu le statut prévu par la Convention de 1951.

Au cours de la période 1990-2000 (1999 dans les cas où l'on ne dispose pas de données plus récentes), 4,04 millions de décisions ont été prises. L'Allemagne a eu tendance à dominer les statistiques quant au nombre des décisions prises, avec certaines années plus de la moitié de toutes les décisions prises dans les pays cités. Toutefois, ce nombre diminue régulièrement depuis 1993, ce qui n'est pas le cas pour tous les pays. En 2000, le nombre des décisions au Royaume-Uni et en Italie a été le plus élevé de la décennie, reflétant à la fois l'augmentation du nombre des demandes durant ces dernières années et les mesures prises par les gouvernements pour accélérer la procédure et rattraper le retard accumulé dans le traitement des dossiers.

Ces chiffres ne concernent que les décisions relatives aux demandes, qu'elles soient positives ou négatives. Le tableau 18 indique également le pourcentage des décisions accordant le statut de réfugié, au plein sens du terme, en vertu de la Convention de Genève de 1951. Ce pourcentage est généralement faible. Parmi les pays disposant de données pour 2000, il n'y a qu'en Belgique qu'il a dépassé 25 %. Toutefois, ce qui est frappant, c'est la grande variation d'un pays à l'autre dans le pourcentage de personnes jugées remplir les conditions requises pour obtenir le droit d'asile au plein sens du terme.

Dans l'intervalle, certains réfugiés et des personnes bénéficiant d'une «protection temporaire» sont rentrés dans leur pays après la fin des hostilités. En 1997, on a calculé que quelque 75 000 Bosniaques avaient déjà reçu une aide au retour de la part de l'UE, dans le cadre de programmes organisés ; d'autres retours sont prévus. L'Allemagne, qui abritait, selon les estimations, près de 60 % de la population bosniaque présente dans l'UE, a vu près de 70 000 personnes quitter son territoire pour rentrer chez elles (Black, Koser et Walsch, 1997). La majeure partie du million de Kosovars qui avaient quitté leur foyer en 1999 est désormais rentrée au Kosovo dans le cadre de ce qui a été l'une des plus vastes migrations de masse depuis la Deuxième Guerre mondiale.

8. IMMIGRATION CLANDESTINE

8.1. Caractéristiques générales

Toute tentative d'évaluation de l'ampleur de l'immigration clandestine ou irrégulière se heurte à des difficultés considérables. D'après les estimations du Bureau international du travail, il y avait en Europe, en 1991, environ 2,6 millions d'étrangers en situation irrégulière ou sans papiers, ce chiffre incluait les travailleurs saisonniers et les demandeurs d'asile dont les demandes avaient été rejetées, mais qui n'avaient pas quitté le pays. Ces dernières années, une augmentation de l'immigration et du travail clandestins a été enregistrée dans beaucoup de pays. A partir des chiffres des services de contrôle aux frontières, relatifs aux arrestations, aux passages clandestins, aux détentions, etc., l'International Centre for Migration Policy Development (ICMPD) a estimé qu'environ 350 000 personnes sont entrées illégalement en Europe occidentale en 1993 (Widgren, 1994). Cette estimation reste à ce jour celle qu'on cite le plus souvent.

Il est difficile de parler d'illégalité à propos des pays d'Europe de l'Est faute d'une législation contrôlant l'entrée et l'établissement des personnes dans ces pays. Il est de plus en plus évident qu'un grand nombre d'étrangers entrent sur le marché du travail sans autorisation appropriée, et que ces personnes se trouvent dans une situation que l'on peut considérer d'une certaine manière comme irrégulière. Les rues de la plupart des grandes villes d'Europe de l'Est témoignent de ce développement de l'immigration clandestine, avec leurs marchés du travail informels et leurs emplois clandestins. A Prague, par exemple, on pense qu'en 1995, outre les 53 000 étrangers résidant légalement selon les estimations, 20 000 Chinois, 20 000 Ukrainiens et environ 10 000 migrants en transit résidaient clandestinement dans la ville, auxquels il faut ajouter 25 à 40 000 Américains du Nord et Européens de l'Ouest occupant surtout des emplois qualifiés mais non déclarés (ICMPD, 1997 ; UNECE, 1996). En 1999, 32 325 personnes ont été arrêtées alors qu'elles tentaient d'entrer illégalement en République tchèque, soit 28 % de moins que l'année précédente. Les groupes les plus représentés étaient les Roumains, les Afghans, les Sri-lankais et les Bulgares. En Slovaquie, 7 800 immigrants clandestins ont été appréhendés aux frontières (Lubyova, 2000).

En Roumanie, par exemple, la plupart des étrangers travaillent illégalement. En 1998, seulement 1 335 étrangers étaient titulaires d'un permis de travail, la plupart venant de Turquie, du Liban et de divers pays d'Europe occidentale (Gheorgiu, 1999). En 1999, on a identifié 7 300 étrangers résidant clandestinement en Roumanie (Gheorgiu, 2000). Les sources bulgares suggèrent que le nombre d'immigrants clandestins est allé croissant au début des années 90. On estime qu'en 1993, il y avait 15 000 résidents clandestins, dont une forte proportion exerce une certaine forme d'activité professionnelle (Bobeva, 1994) ; des estimations plus récentes font état de 30 à 50 000 clandestins (ICMPD, 1997) mais Bobeva (1999) soutient qu'il y a moins de 10 000 résidents étrangers clandestins. Ce chiffre ne prend pas en compte le grand nombre de personnes qui ont passé clandestinement la frontière bulgare, en provenance principalement des Balkans et du Moyen-Orient. On sait que les travailleurs clandestins sont légions en Pologne ; 200 000 travailleurs migrants entreraient chaque année dans l'économie souterraine du pays (Lentowicz, 1999, cité par Okolski, 1999).

S'il est impossible de confirmer ces chiffres, il semble que la tendance soit à la hausse. Pour la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, il est probable que l'immigration «clandestine» est la norme, et que la plupart des travailleurs étrangers sont en situation irrégulière d'une manière ou d'une autre.

8.1.1 Régularisations

On peut estimer la taille de la population clandestine d'un pays à partir du nombre de régularisations effectuées à l'occasion de programmes d'amnistie. Ces mesures ont été relativement courantes dans les pays méditerranéens au cours des vingt dernières années (tableau 19).

On distingue trois grandes vagues de régularisations : dans les années 80, au début des années 90 et depuis 1996. Sur l'ensemble de la période, environ 1,45 million de régularisations ont été accordées, mais c'est la troisième vague qui a été la plus importante (1,12 million depuis 1996).

Les régularisations ont touché différents groupes de migrants. De toute évidence, ces chiffres ne peuvent être assimilés aux effectifs totaux des personnes en situation irrégulière à un moment donné. On ne peut pas non plus considérer que les pays qui mettent en œuvre de tels programmes sont aussi ceux où le nombre de personnes en situation irrégulière est le plus important.

8.2. Le trafic : son importance, son volume, son échelle

L'augmentation de l'immigration clandestine est très probablement liée à une croissance du trafic de main-d'œuvre et de la contrebande humaine, mais il est difficile de trouver des preuves solides pour confirmer ou infirmer cette thèse. Récemment, on a commencé à en savoir plus sur la nature et l'ampleur de ce trafic (OIM, 2000), bien qu'une étude de la situation à travers l'Europe ait conclu à un sérieux manque de preuves concrètes concernant le nombre et les caractéristiques de cette population, de telle sorte qu'une grande partie du débat repose sur des éléments anecdotiques et liés à des événements (Salt et Hogarth, 2000).

Le trafic de main-d'œuvre et la contrebande humaine sont largement reconnus comme un problème international majeur. Outre les problèmes de sécurité, ce trafic pose aussi celui des droits de l'homme. Les migrants qui font appel à des passeurs risquent d'être exploités en payant un prix exorbitant pour le voyage, en se faisant voler leur argent et leurs biens, en se faisant voler leur identité (passeports ou autres documents de voyage, cartes d'identité, etc.) et en se trouvant liés par des dettes. Ils risquent aussi d'être soumis à des conditions inhumaines, à de mauvais traitements physiques, aboutissant parfois à la mort. Depuis un an environ, la littérature spécialisée commence à faire la distinction entre deux concepts distincts mais apparentés : le « trafic », qui consiste à placer une personne dans un type de situation d'emploi défavorable après lui avoir fourni une aide (souvent illégale) à la migration ; et « la contrebande humaine » qui consiste à aider une personne à franchir illégalement une frontière nationale.

On ne sait pas de façon certaine quel volume d'affaires représentent ce trafic et cette contrebande, ni combien d'argent ils génèrent, ni combien de personnes ils emploient. Quoiqu'il en soit, cette activité est en train de devenir une branche établie d'organisations criminelles internationales bien organisées, rapportant, selon une estimation, un revenu annuel d'environ 5 à 7 milliards de dollars US et étant peut-être aussi profitable que le trafic de drogue (Widgren, 1994). Le coût du passage varie énormément pour chaque migrant, selon sa nationalité, son ethnie, le moyen de transport utilisé et la distance parcourue. Le passage clandestin de Chinois aux Etats-Unis au début des années 90 aurait rapporté quelque trois milliards de dollars par an aux trafiquants (*Far Eastern Economic Review*, 8 avril 1993, cité dans Skeldon, 1994).

L'évaluation du nombre de migrants introduits clandestinement présente des difficultés presque insurmontables, mais le point de départ habituel est l'incidence de la migration clandestine et sans papier. Les données fournies par la police dans pratiquement tous les Etats d'Europe occidentale font penser que les effectifs d'étrangers en situation irrégulière travaillant et résidant dans ces pays sont en augmentation (groupe d'experts du Groupe de Budapest, 1996). Les statistiques sur les interpellations à la frontière confirment cette tendance, bien qu'elles soient susceptibles de refléter une vigilance accrue plutôt qu'une augmentation des transgressions. En dépit de tentatives comme l'accord de Budapest, qui vise à gérer les flux de migrants en situation irrégulière, et d'éléments permettant de penser que certaines formes de migration clandestine sont maintenant mieux contrôlées (demandeurs d'asile, par exemple), on prévoit qu'à moins de prendre des mesures efficaces contre ce phénomène, les flux entrant en Europe en dehors des voies licites (ibid.) continueront de croître.

Il y a lieu de croire que des trafiquants sont derrière une large proportion des migrations clandestines, même si l'on ne peut avancer de chiffres. Les estimations du volume des franchissements illicites de frontière organisés par les trafiquants, qui ont été réalisées, ont vraisemblablement sous-estimé le problème parce qu'elles se sont appuyées sur les statistiques d'interpellations aux frontières. L'une de ces rares tentatives pour estimer l'échelle du trafic de migrants en Europe est celle de Widgren (1994). Il suggère qu'environ 15 à 30 % des personnes qui ont réussi à atteindre leur destination dans les pays d'Europe occidentale en 1993 ont fait appel à des passeurs pour une partie de leur voyage, cette proportion étant légèrement plus forte pour les demandeurs d'asile (20 à 40 %), ce qui donne un total de 100 000 à 220 000 personnes introduites clandestinement (ibid.). Les témoignages des pays d'Europe centrale et orientale en réponse aux enquêtes anti-traffic suggèrent des proportions analogues (groupe d'experts du Groupe de Budapest, 1995).

Des techniques similaires ont été employées plus récemment pour estimer le nombre de migrants introduits clandestinement entre les pays d'Europe centrale et orientale et l'Europe occidentale (OIM/ICMPD, 1999). D'après les interpellations aux frontières et le postulat que tout au plus un migrant sur trois qui tente de franchir illégalement les frontières des pays d'Europe centrale et orientale se fait prendre, on estime que 100 à 300 000 migrants parviennent à leurs fins, dont 25 à 75 000 avec l'aide de passeurs.

Presque toutes les estimations de l'ampleur du trafic reposent sur des statistiques relatives au nombre de migrants clandestins appréhendés au moment où ils franchissent les frontières avec les passeurs, mais les données restent limitées (OIM, 1998). Il est parfois possible de déduire de ces statistiques si les migrants arrivent ou non en groupes organisés (Morawska, 1999). Un gros problème tient à ce qu'il est très difficile de distinguer les migrants clandestins introduits par un trafic de ceux qui viennent par leurs propres moyens, sans compter qu'un même individu peut tenter de franchir la frontière à plusieurs reprises, et donc être comptabilisé plusieurs fois. Quand des données sont collectées, la présentation des résultats est parfois partielle, dans la mesure où l'on ne prend en compte que certaines nationalités (par exemple les dix plus nombreuses) (Lederer, 1997). En outre, peu de données permettent de dégager des tendances numériques.

Les rares statistiques à partir desquelles il soit possible de déceler des tendances n'indiquent pas clairement s'il y a ou non une augmentation du trafic de main-d'œuvre et de contrebande humaine. Même quand les sources utilisées sont les mêmes, les révisions annuelles des données peuvent justifier des différences dans les tendances. En Allemagne, les données communiquées par les services frontaliers fédéraux pour la période de 1990 à 1996 font

apparaître des variations dans les tendances concernant le nombre total de clandestins arrêtés, le nombre de passeurs, et celui des personnes qui ont fait l'objet d'un trafic. Les arrestations d'immigrants clandestins ont culminé en 1993 et diminué les années suivantes. En revanche, le nombre de cas de franchissement illégal de la frontière avec l'aide d'un passeur, qui était relativement faible en 1990, a atteint un maximum en 1993, a baissé en 1994, et est remonté en 1995 et 1996. Quant au nombre de passeurs appréhendés, il a également culminé en 1993, puis diminué en 1994, augmenté en 1995, et ensuite baissé de nouveau en 1996, ce qui suggère que le nombre de passeurs par affaire diminue et que la tendance est maintenant à laisser un seul passeur accompagner chaque groupe (ministère fédéral de l'Intérieur, 1997). Il apparaît qu'en 1996, chaque passeur s'occupait d'un plus grand nombre d'immigrants. Le nombre de personnes impliquées dans les entrées clandestines avec passeur a également atteint un maximum en 1993, a diminué en 1994, et est remonté toutes les années suivantes. Ainsi, en 1995 et 1996, on a constaté une diminution du nombre de migrants clandestins et une augmentation du nombre de cas de trafic. Le nombre des arrestations de passeurs a diminué en 1996, et le nombre de clandestins accompagnés d'un passeur n'a cessé d'augmenter au cours de toute la période. La situation a peut-être évolué en 1997. Le nombre d'immigrants clandestins dans les six premiers mois de 1997 a augmenté de 30 % par rapport à l'année précédente. Par contre, les incidents de trafic ont diminué de 6 % pendant la même période, et le nombre d'immigrants arrêtés pendant ces trafics a augmenté de 17 % (Severin, 1997). Ces statistiques semblent indiquer que le nombre de migrants par tentative de franchissement sous la conduite d'un passeur continue d'augmenter, et que ce trafic est en pleine expansion.

Il est permis de déduire de ces chiffres que le trafic et la contrebande de clandestins gagne en importance et que son fonctionnement est plus efficace. Certes, étant donné la faible qualité d'une grande partie des données disponibles, et l'effort investi par les autorités chargées d'arrêter et de poursuivre les clandestins, cette conclusion est à considérer avec prudence. Malgré tout, les statistiques de la répression aux Etats-Unis confortent cette interprétation : le nombre de «passeurs d'étrangers repérés» est tombé de 21 901 en 1990 à 13 458 en 1996, tandis que, parallèlement, celui des «étrangers repérés ayant été introduits clandestinement aux Etats-Unis» a augmenté, passant de 71 049 à 122 233 durant la même période (INS, 1997).

8.2.1 Estimations du nombre de migrants introduits dans le cadre d'un trafic ou en contrebande

Un passage en revue des estimations du nombre de migrants introduits clandestinement aux niveaux mondial et européen fait apparaître deux grandes caractéristiques. Premièrement, on constate une préférence pour les chiffres bien ronds. Deuxièmement, les estimations sont fréquemment reprises et recyclées, finissant pas acquérir une dynamique propre.

Le tableau 20 constitue une tentative pour rassembler les différentes estimations de l'ampleur du trafic et de la contrebande aux niveaux mondial et européen. Au niveau mondial, les chiffres avancés sont de 4 millions de personnes concernées chaque année, dont plus de 2 millions de femmes et d'enfants. Pour l'UE, les estimations pour des années aussi éloignées que 1993 et 1999 sont dans la même fourchette de 50 000 à 400 000 personnes des deux sexes. Le nombre de femmes introduites dans l'UE et en Europe centrale et orientale dans le cadre d'un trafic ou en contrebande a été évalué à 300 000. Les estimations considérées comme faisant le plus autorité, dans la mesure où l'on connaît les hypothèses sur lesquelles elles sont fondées, sont celles de Widgren, soit 100 000-220 000 personnes en 1994.

On ignore souvent comment les estimations ont été calculées, bien qu'en général elles reposent sur des hypothèses concernant le rapport entre les personnes appréhendées aux frontières et celles qui réussissent à passer sans se faire repérer. Ainsi, Heckmann et al. (2000) basent leur estimation du nombre de personnes introduites clandestinement par trafic ou contrebande dans l'UE (400 000 en 1999) sur les statistiques relatives aux arrestations. Ils supposent que pour une personne prise à entrer clandestinement dans l'UE (260 000 personnes au total), deux passent sans encombre.

Les nombreuses références disponibles permettent d'estimer les sommes d'argent versées aux passeurs. La plupart des informations sont ponctuelles, c'est-à-dire qu'elles se rapportent à tel ou tel incident. Il n'est pas possible d'établir un «tarif», même approximatif, car les sommes varient selon les services fournis. Comme on peut s'y attendre, les coûts sont proportionnels à la distance (tableau 21). Un passage vers les Etats-Unis est donc plus cher qu'une entrée clandestine dans un pays d'Europe. Toutefois, il peut y avoir des différences très marquées pour une même destination: de 3 000 à 30 000 \$, d'après une étude (Smith, 1997). Dans certains cas, les tarifs de services précis sont connus : faux papiers, transports, accompagnement pour passer la frontière, fourniture d'un emploi. Ainsi, le transport vers la Lituanie coûte 4 000 \$ (OIM, 1997), les faux papiers et les premiers frais, de 600 à 1 500 \$ pour les migrants pris en charge illégalement en République dominicaine (OIM, 1996), et l'obtention d'un visa pour les Etats-Unis, 1 500 \$ (News 04/14/97).

Si le recours aux passeurs varie selon la nationalité, les groupes ethniques, le sexe et le secteur d'emploi, les études montrent uniformément l'importance croissante de ce trafic dans les flux de migrants clandestins. Environ 40 % des migrants de transit interrogés en Turquie étaient dépourvus de papiers en règle et étaient presque tous arrivés avec l'aide de passeurs. Un tiers d'entre eux, principalement des Iraniens, des Turcs d'Irak et des Africains, avaient l'intention d'utiliser les services de passeurs pour les aider à atteindre leur destination finale (OIM, 1995a). Les résultats des enquêtes de la police des frontières allemande suggèrent que plus de 60 % des étrangers entrés illégalement en Allemagne en 1995, pour la plupart en provenance d'Europe centrale et orientale ou ayant transité par celle-ci, étaient guidés par des organisations de passeurs (Ternes, 1996). Sur les 19 000-25 000 étrangères travaillant actuellement comme prostituées en Italie, on estime que 2 000 avaient utilisé les services de passeurs (OIM, 1996b). Il en va de même des Chinois arrivés clandestinement en Europe centrale et orientale (OIM, 1995b).

Ces trafics semblent organisés, et le sont souvent à un haut degré, mais il existe moins d'indices suggérant une forte implication des organisations criminelles internationales. Il est plus vraisemblable que la plupart des grands organisateurs de tels trafics sont des groupes criminels de type classique, plutôt que des syndicats internationaux du crime. Le trafic de clandestins n'exige pas un gros investissement de départ ; il est à la portée de «petits entrepreneurs», motivés essentiellement par les bénéfices importants de cette activité à faible risque (Lederer et Nickel, 1997). Les grandes exceptions semblent être les triades chinoises (OIM, 1995), la mafia italienne (Global Survival Network, 1997) et, peut-être, les Vietnamiens d'Allemagne qui cherchent à diversifier leurs activités concentrées sur la contrebande de cigarettes (*Der Spiegel*, 1995).

8.3. Le trafic de main-d'œuvre, la contrebande humaine et la nouvelle géographie des migrations

Il est possible que l'activité des passeurs soit en train de créer une nouvelle géographie des migrations internationales. On a des raisons de penser que ce sont les passeurs qui déterminent

de plus en plus le choix des pays destinataires des migrants et les itinéraires suivis (voir, par exemple, Koser 1998 et OIM 1997b). Cet effet de canalisation des migrants reflète aussi les principes qui régissent ce processus : les passeurs utilisent leur connaissance des points clés et leurs renseignements à plus large échelle sur les faiblesses internationales des régimes de contrôle de l'immigration.

La connaissance des itinéraires de passage est parcellaire, largement anecdotique et souvent très sensible. Les informations disponibles montrent une très grande diversité des flux, dont beaucoup sont hautement organisés. En Europe, l'Allemagne est de loin la destination la plus recherchée, mais il semblerait que les flux sont, dans une certaine mesure, influencés par la mode, certains pays devenant plus populaires en fonction des rumeurs en cours sur la facilité d'entrée ou la politique de réception. Les origines des migrants introduits par les passeurs se sont diversifiées, pour inclure des parties de l'Europe orientale (notamment l'ex-Yougoslavie, la Roumanie et la Bulgarie), la plus grande partie de l'ex-URSS, le Moyen-Orient et une grande part de l'Afrique et de l'Asie (y compris la Chine et le sous-continent indien (ISC)). Etant donné le large éventail des origines, il n'est pas surprenant que des réseaux de flux complexes se soient développés.

Les renseignements sur le schéma géographique des itinéraires, provenant en grande partie d'études sur les migrants de transit, suggèrent cinq trajectoires principales. Trois d'entre elles sont des routes « terrestres » en provenance de l'Est. La plus septentrionale traverse la Russie, la Baltique et la Pologne. Au sud, il y a une route à travers l'Ukraine, les Balkans et les Républiques tchèque et slovaque. La troisième route traverse la Bulgarie, la Roumanie et les Balkans. Une quatrième passe par le Moyen-Orient et la Méditerranée orientale. Le dernier chemin traverse la Méditerranée à partir de l'Afrique du nord, principalement vers l'Italie et la péninsule ibérique. Toutes ces routes peuvent être alimentées par n'importe quel ensemble diversifié de sources, principalement situées en Europe et en Asie. Elles comprennent des pays et des villes, grandes et petites, par lesquels les migrants sont habituellement acheminés.

Bien que la plupart des études mentionnent les itinéraires utilisés par les passeurs, nos connaissances en la matière restent parcellaires et anecdotiques. Etant donné la multitude de points de départ et de destinations possibles, il n'est pas étonnant que des réseaux complexes de mouvements soient apparus. Une étude a, par exemple, révélé que les itinéraires du trafic de femmes originaires des nouveaux Etats indépendants de l'ex-Union soviétique, et destinées à la prostitution, forment un vaste réseau qui part de cette région vers le reste de l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Afrique du Nord et du Sud, la frange pacifique de l'Asie et l'Australie (Global Survival Network, 1997).

D'autres études ont montré l'importance de certaines étapes dans les itinéraires de migration. On s'est beaucoup intéressé à certaines grandes villes, situées pour la plupart à la périphérie orientale et méridionale de l'Europe, qui servent de lieu de rassemblement des migrants qui arrivent soit en groupes soit individuellement. Parmi les villes les plus fréquemment citées figurent Moscou et Kiev, suivies de Prague, qui semblent être un point de transit important pour les migrants du Moyen-Orient et d'Extrême-Orient (ICMPD, 1999). Les études indiquent, par exemple, qu'un itinéraire important à partir de la Chine passe par Moscou et Prague (OIM, 1995). D'après une étude réalisée au sein de plusieurs département et agences du gouvernement américain, Moscou abriterait à tout moment 200 000 étrangers clandestins, dont 60 000 Chinois et 40 000 Asiatiques du Sud (cité dans Branigin, 1995).

Il existe beaucoup d'informations anecdotiques sur des itinéraires spécifiques, mais peu d'études ont tenté d'en faire la synthèse. Parmi les exceptions, citons l'étude du Conseil de l'Europe, en 1993, sur les itinéraires empruntés par les immigrants clandestins pour entrer en Europe ; cette étude faisait état de 80 % de dispersion *via* l'Europe centrale et orientale et les Balkans, 2 % de dispersion à partir du Maghreb, et 8 % de dispersion *via* la mer du Nord.

9. GESTION DES MIGRATIONS

9.1. Nécessité de repenser les politiques migratoires

La nécessité de concevoir une nouvelle politique européenne en matière d'immigration, dont le besoin se fait de plus en plus sentir, résulte de la conjugaison de deux facteurs, à savoir : les lacunes des politiques mises en œuvre depuis les années 70, et le changement de nature de l'immigration et des comportements à son égard. Le modèle de politique appliqué aujourd'hui se fonde sur deux lignes d'action directrices : la fermeture des frontières aux nouveaux flux de main-d'œuvre immigrée, et des mesures visant à favoriser l'intégration sociale des populations immigrées déjà installées. Ce modèle s'est révélé incapable de résoudre la question des groupes et des flux existants, et il est peu probable qu'il sera assez souple pour répondre à la nouvelle situation. En conséquence, il est désormais nécessaire d'envisager l'élaboration de nouveaux modèles. Non seulement les problèmes migratoires auxquels doit faire face l'Europe élargie des années 90 sont différents de ceux que connaissait l'Europe occidentale des années 70, mais les nouvelles démocraties souhaitent en outre éviter de reproduire les erreurs commises dans le passé par leurs voisins occidentaux.

Une solution envisageable a été avancée par un groupe de réflexion du Conseil de l'Europe (1998), qui suggérait certaines pistes pour la conception et la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie de gestion paneuropéenne des migrations. Cette stratégie a été bien accueillie lors d'une réunion de fonctionnaires des Etats membres en octobre 1998. Le Conseil de l'Europe vient d'instaurer un programme continu de révision de la stratégie.

La fermeture des frontières aux travailleurs étrangers est apparue comme la principale réponse à une situation économique nouvelle, celle des années 80, marquée par la fin de la croissance et par la récession. Or, dans un monde qui se caractérise de plus en plus par la globalisation des réseaux de production et d'échange de biens, de services et d'informations, et où les Etats ont en grande partie renoncé à contrôler les mouvements de capitaux et l'organisation de la production, des mesures visant essentiellement à contrôler les flux de main-d'œuvre ont peu de chance d'être couronnées de succès. Il est évident aussi qu'un grand nombre de nouveaux emplois non qualifiés continuent d'être créés, souvent dans le secteur « non officiel », et qu'ils sont occupés par des immigrés qui acceptent de travailler pour des salaires que refuseraient les nationaux. Compte tenu de l'existence de tels emplois et du fait que des immigrés les acceptent, il est difficile pour les gouvernements d'opérer un contrôle en ce domaine. En outre, lorsque le principe économique dominant est la flexibilité et la déréglementation des marchés du travail, qui ont un impact négatif sur les salaires et les conditions de travail, le renforcement du contrôle de l'immigration apparaît comme relevant d'une stratégie contradictoire.

Les considérations qui précèdent donnent à penser que les contrôles aux frontières ont eu une certaine efficacité en Europe occidentale, même si leurs effets ont varié d'un pays à l'autre. Les politiques migratoires restent dans l'ensemble plus réactives que proactives, et restent caractérisées par la gestion des crises et non par la cohérence. Les événements des années 90

ont suscité l'émergence de politiques généralement menées en parallèle, non intégrées. Le résultat, c'est que les politiques de l'emploi et du regroupement familial ne sont généralement pas intégrées, et celles qui régissent l'asile ont connu une évolution indépendante. A présent, un nouveau fil vient s'ajouter à la trame, à savoir la politique de lutte contre le trafic. Ainsi, les politiques migratoires européennes traitent séparément les divers aspects du phénomène : l'emploi, le regroupement familial et la formation d'une famille, l'asile, le trafic et les flux de clandestins, l'intégration. Ces domaines ont une dimension commune : les problèmes plus vastes de gestion, tels que la régularisation, le retour et la prévention : seule une approche stratégique globale est susceptible, ici, de porter des fruits.

9.2. Vers une nouvelle stratégie de gestion des migrations

Cette stratégie repose sur la conviction qu'une approche intégrée doit satisfaire à certains critères de base. Premièrement, les décideurs et leurs partenaires sociaux devraient être bien informés et s'appuyer sur des données aussi précises et actualisées que possible. Deuxièmement, l'élaboration de la politique de migration devrait être ouverte et transparente, dans l'intérêt de tous. Troisièmement, les règles, règlements et procédures formulés par les responsables politiques devraient être aussi clairs et dénués d'ambiguïté que possible. Quatrièmement, toute stratégie devrait pouvoir être gérée en termes de ressources disponibles (finances, informations, temps). Finalement, la politique devrait avoir des buts et des objectifs clairement définis et poursuivis de manière cohérente.

Sur la base de ces considérations, le Groupe de réflexion a élaboré une stratégie de gestion à l'échelle paneuropéenne, fondée sur quatre principes :

- l'ordre
Définir un ensemble de mesures permettant de gérer l'immigration de façon ordonnée, de telle manière que les migrants comme les sociétés d'accueil en tirent le meilleur profit et que le trafic et les mouvements illégaux soient réduits.
- la protection
Offrir une capacité suffisante de protection et de traitement des afflux désordonnés ou soudains.
- l'intégration
Créer un environnement favorisant l'intégration.
- la coopération
Nouer le dialogue et des liens de coopération avec les pays émetteurs afin d'établir une cohérence entre la politique étrangère et les objectifs en matière d'immigration.

Une stratégie de gestion unifiée s'impose désormais pour coordonner ces différents éléments. Mettre en œuvre une telle stratégie exige que chaque gouvernement respecte un certain nombre de conditions, en gardant à l'esprit que les politiques migratoires en matière d'entrée ne seront pas les mêmes dans tous les pays. En premier lieu, tous les pays devraient définir une vaste politique d'immigration, en commençant par faire le bilan des objectifs et des mesures en vigueur afin de repérer les lacunes et d'introduire une plus grande cohérence. À l'heure actuelle, la plupart des gouvernements européens sont dotés de politiques permettant de traiter tel ou tel aspect de l'immigration, mais rares sont ceux qui peuvent prétendre embrasser tout l'éventail de la typologie migratoire et des questions qui s'y rapportent. En

deuxième lieu, cette politique devrait faire l'objet d'une coordination interne entre tous les ministères chargés des questions d'immigration et d'intégration afin d'assurer la cohérence des initiatives prises et des réponses proposées. En troisième lieu, une approche stratégique de la gestion des phénomènes migratoires implique la participation de tous les acteurs travaillant en ce domaine, notamment celle d'un grand nombre d'ONG. En quatrième lieu, la politique migratoire mise en œuvre doit être transparente pour que tous les acteurs aient le sentiment d'avoir un rôle positif, et les initiatives comme les décisions seront publiquement communiquées. Enfin, les politiques nationales devront être coordonnées au niveau international afin d'atteindre le plus haut degré possible d'adhésion et d'harmonisation.

La stratégie proposée par le Groupe de réflexion du Conseil de l'Europe accepte le fait que l'Europe est une région d'immigration, laquelle doit être gérée dans une perspective globale. L'approche de la question doit être souple et la stratégie reposer sur une coordination aussi bien interétatique qu'interne à chacun des États. Cette stratégie attribue un rôle à tous les différents acteurs du processus migratoire, et doit être négociée et communiquée dans la plus grande transparence.

C'est une stratégie qui insiste sur le fait que la protection des droits fondamentaux de la personne humaine constitue l'élément de base de la gestion. Elle est extrêmement favorable aux mesures qui tendent à intégrer les populations étrangères, tout en reconnaissant que l'intégration est un processus à deux volets, qui ne concerne pas seulement le gouvernement central mais doit également être pris en charge au niveau des communautés locales. Cette stratégie suggère que la meilleure façon de contrôler l'entrée de migrants non européens consiste à repousser le point de rencontre loin des frontières européennes, en recourant à des mesures de prévention propres à inciter les candidats à l'émigration à ne pas partir. Considérant par ailleurs que des pressions migratoires sont susceptibles de s'exercer à l'intérieur même de l'Europe et de la CEI, l'ensemble desdites mesures pourra également s'y appliquer. La stratégie proposée, en impliquant tous les acteurs du processus migratoire, répartit la responsabilité des contrôles, tout en reconnaissant que le rôle d'arbitre revient en définitive aux gouvernements.

Nombre des difficultés que rencontrent aujourd'hui les gouvernements en matière de politique migratoire résultent du fait que des problèmes spécifiques tels que l'asile, la clandestinité ou les retours sont l'objet d'une approche morcelée. Il n'est désormais plus possible de se contenter de ce type d'approche. La stratégie de gestion proposée dans le présent rapport est une stratégie globale, applicable sur le long terme. Les mesures doivent être appliquées comme un ensemble cohérent, faute de quoi on ne fera que répéter les erreurs du passé où l'action sur un seul plan n'a servi qu'à créer des problèmes sur un autre plan. On ne peut plus éluder la question de savoir si les pays sont capables d'élaborer leur propre politique intégrée et de l'harmoniser avec celle d'autres pays. Toute réticence à cet égard aura pour effet de perpétuer des solutions anciennes, maintes fois appliquées et finalement inefficaces.

Cette approche de gestion a également reçu l'appui de la Commission européenne à travers ses propositions relatives à une politique communautaire d'immigration pour les 20 ou 30 prochaines années comportant quatre grands axes (Commission européenne, 2000) :

- la nécessité de contrôler les mouvements migratoires par des mesures propres à encourager l'immigration légale et à lutter contre l'immigration clandestine ;
- la coopération avec les pays d'origine des migrants dans le cadre des politiques d'aide au développement conçues pour réduire les facteurs de répulsion ;

- la définition d'une politique d'intégration qui établisse les droits et les devoirs des immigrés ;
- l'élaboration d'un cadre législatif commun à tous les Etats membres visant à sanctionner au pénal les trafiquants et à venir en aide aux victimes de ces trafics.

10. CONCLUSIONS

Compte tenu du grand nombre de pays dont il a été question dans les divers chapitres du présent rapport, et des multiples précisions apportées, je ne tenterai pas d'en faire la synthèse. Je me livrerai, par contre, à quelques réflexions générales qui me paraissent particulièrement pertinentes.

Premièrement, un ensemble de systèmes internationaux de migrations s'est développé en Europe. Ces systèmes ont de multiples imbrications, mais peuvent également être envisagés comme des entités géographiquement distinctes. Il est en effet permis d'affirmer que trois sous-systèmes connectés entre eux, mais distincts, se sont développés en Europe, qui se caractérisent par des mouvements de types et d'ampleur différents : un système en Europe occidentale, un autre dans la CEI, et un troisième entre les deux.

Deuxièmement, il subsiste d'énormes différences dans l'expérience que les divers pays ont de la migration, qui est à la fois le fruit d'une évolution historique et d'événements contemporains. La carte de l'Europe des migrations est extrêmement diversifiée. Les généralisations sont séduisantes, mais elles peuvent être trompeuses.

Troisièmement, après les maxima de 1992-1993, les courbes des flux migratoires comptabilisés ont, d'une manière générale, accusé une baisse ou sont restées stables. Après quelques années de forte hausse des principaux indicateurs des migrations, les courbes marquent au minimum une pause. Il est difficile de dire, cependant, dans quelle mesure des mouvements non comptabilisés sont entrés dans la brèche. Il y a des migrations non attestées ou clandestines ; mais il faut également prendre en compte l'importance croissante des migrations qui sont atypiques et ne figurent donc dans aucune statistique. Tout bien considéré, il n'y a aucune preuve tangible que les migrations illégales et non attestées augmentent fortement.

Quatrièmement, les schémas et tendances migratoires internationaux sont fortement influencés par les processus de mondialisation de l'économie. Même si les systèmes européens ont un fonctionnement assez indépendant, en tout cas sur le plan géographique, ils n'en font pas moins partie d'un ensemble mondial multidimensionnel de mouvements de personnes, de capitaux, de biens, de services et d'idées. Le pronostic de leur évolution dépend dans une très large mesure du sens dans lequel cet ensemble se développe. Ainsi, dès maintenant, ce sont des capitaux transnationaux qui impulsent les migrations de personnel hautement qualifié à l'intérieur de la région et au-delà de ses frontières.

Cinquièmement, au cours de ces dernières années, l'asile a été la préoccupation première des instances politiques et administratives confrontées aux migrations. Elles se sont peu intéressées au regroupement familial, et encore moins aux exigences du marché de l'emploi. Contrairement à ce qui se passe en Australie, au Canada et aux Etats-Unis, par exemple, le débat a très peu porté sur le rôle que les travailleurs immigrés pourraient jouer en ce qui

concerne l'amélioration de la compétitivité des économies nationales et régionales d'Europe. Des signes indiquent, cependant, que cette attitude pourrait évoluer.

Sixièmement, les pays cherchent de plus en plus à attirer de la main d'œuvre qualifiée. Plusieurs pays d'Europe occidentale ont mis en place des dispositifs spéciaux à cette fin ou modifié leur système de délivrance de permis de travail. Diverses méthodes sont appliquées : assouplissement des réglementations pour accélérer les procédures de recrutement, mesures fiscales, modification des règles d'emploi des étudiants étrangers, programmes portant sur des compétences spécifiques. Trois grandes catégories de travailleurs très qualifiés sont recherchées : les informaticiens, les professionnels de la santé, et les cadres et techniciens spécialisés.

Enfin, nous avons de bonnes raisons de proposer qu'on repense le concept de migrations internationales. Si l'on s'écarte du point de vue traditionnel, il est permis d'y voir une activité économique internationale diversifiée, qui brasse un budget considérable, génère des centaines de milliers d'emplois dans le monde, et dont la gestion est assurée par un ensemble de personnes, d'organismes et d'institutions qui ont tous intérêt à promouvoir cette entreprise. Pour expliquer pourquoi, où et comment les gens se déplacent à la fin des années 90, il est indispensable de comprendre ces intérêts. Par voie de conséquence, les mesures des pouvoirs publics destinées à traiter les effets de ces mouvements doivent s'intéresser davantage aux organismes et aux institutions responsables, et moins aux migrants.

BIBLIOGRAPHIE

Bauer, T. and Zimmermann, F., 1999. *Assessment of Possible Migration Pressure and its Labour Market Impact following EU Enlargement to Central and Eastern Europe: Part II*, London, HMSO.

Black, R., Koser, K. and Walsh, M., 1997. *Conditions for the Return of Displaced Persons from the European Union: Final Report*, Luxembourg: European Commission.

Bobeva, D. 1994. *Migration in Bulgaria*. SOPEMI National Report. Sofia.

Böcker, A. and Havinga, T., 1997. *Asylum Migration to the European Union: Patterns of Origin and Destination*, Luxembourg: European Commission.

Branigin, W., 1995, US targets world traffic in migrants, *International Herald Tribune*, 29 December, 3.

Bundesministerium des Inneren, 1997. *Texte zur inneren Sicherheit*, Band II/1997, 67ff.

Coleman, D. A., 2000. Who's Afraid of Low Support Ratios? A UK Response to the UN Population Division's Report on Replacement Migration. 15-1 – 15-51 in *UN Expert Group Meeting on Policy Responses to Population Ageing and Population Decline*. New York, UN.

Commission européenne, 2000. *Une politique communautaire en matière d'immigration*, Bruxelles.

Conseil de l'Europe, 1999. *Evolution démographique récente en Europe*, Strasbourg.

Der Spiegel, 49/1995. Lockruf des Geldes.

Eurostat, 1994a. *Asylum-seekers and Refugees. A statistical report, Volume 1: EU countries*. Luxembourg.

Eurostat, 1994b. *Asylum-seekers and Refugees. A statistical report, Volume 2: EFTA countries*. Luxembourg.

Eurostat. 1997. *Migration Statistics*. Luxembourg.

Expert Group of the Budapest Group, 1995. *Report of the Expert Group on the Five Themes Selected for Examination by the Budapest Group*. Third Meeting by the Budapest Group, Zurich, 14-15 September 1995.

Expert Group of the Budapest Group, 1996. *The Need for Reinforced Co-operation Between All European States to Tackle Illegal Migration: An Evaluation of the Implementation of the Recommendations of the 1993 Ministerial Conference and of the Role of the Budapest-process*, General report by the Expert Group of the Budapest Group, Ljubljana, 13-14 June 1996.

Fassmann, H. and Hintermann, C., 1997. *Migrationspotential Ostmitteleuropa: Struktur und Motivation Potentieller Migranten aus Polen, der Slowakei, Tschechien und Ungarn*, ISR-Forschungsberichte, Heft 15, Vienna.

Feld, S., 2000, Active population growth and immigration hypotheses in Western Europe. *European Journal of Population*, 16, 3-40.

Frejka, T. (ed.), 1996. *International Migration in Central and Eastern Europe and the Commonwealth of Independent States*, Geneva and New York: United Nations.

Garson J-P., Redor, D. and Lemaitre, G., 1997. 'Regional Integration and the Outlook for Temporary and Permanent Migration in Central and Eastern Europe' in Biffi, G. (ed.), *Migration Free Trade and Regional Integration in Central and Eastern Europe*, Vienna: Verlag Österreich.

Gheorgiu, D. 1999. *International Migration in Romania*. SOPEMI Report for Romania, Bucharest.

Gheorgiu, D. 2000. *International Migration in Romania*. SOPEMI Report for Romania, Bucharest.

Global Survival Network, 1997. *Crime and Servitude: An Exposé of the Traffick in Women for Prostitution from the Newly Independent States*, a report in collaboration with the International League for Human Rights. Washington DC: Global Survival Network.

Hillman, F. 1997. *The mobility of skilled migrants in the context of transformation processes*. Paper given at Pultusk Conference, Poland, 11-13 December 1997.

ICMPD, 1997. *Draft Compilation of National Reports on Recent Migration Trends in the CEI States*, Vienna.

ICMPD, 1999. *The Relationship between Organised Crime and Trafficking Aliens*. Study Prepared by the Secretariat of the Budapest Group, Vienna.

IGC, 1997. *Report on Asylum Procedures: Overview of Policies and Practices in IGC Participating States*. Secretariat of the Inter-governmental Consultations of asylum, refugees and migration policies in Europe, North America and Australia, September 1997.

International Herald Tribune. 1994. February 2nd.

IOM, 1994/5. *Transit Migrants in Bulgaria, Czech Republic, Hungary, Poland, Russia, Ukraine*. 6 Volumes. Budapest.

IOM, 1995. *Profiles and Motives of Potential Migrants from Albania*. Budapest: International Organisation for Migration.

IOM, 1995a. *Trafficking and Prostitution: The Growing Exploitation of Migrant Women From Central and Eastern Europe*, Migration Information Programme, Budapest.

IOM, 1995b. *Chinese Migrants in Central and Eastern Europe: The Cases of the Czech Republic, Hungary and Romania*, Migration Information Programme, Budapest.

IOM, 1996a. *Trafficking in Women to Austria for Sexual Exploitation*, Migration Information Programme, Budapest.

IOM, 1996b. *Trafficking in Women to Italy for Sexual Exploitation*, Migration Information Programme, Budapest.

IOM, 1997a. *CIS Migration Report*. Technical Co-operation Centre for Europe and Central Asia. Geneva.

IOM, 1997b. *The Baltic Route: The Trafficking of Migrants Through Lithuania*, Migration Information Programme, Budapest.

IOM, 1998. *Analysis of Data and Statistical Resources Available in the EU Member States on Trafficking in Humans, Particularly in Women and Children, for Purposes of Sexual Exploitation*, unpublished.

IOM, 1999. *Migration in the CIS: 1997-98*. Technical Co-operation Centre for Europe and Central Asia. Geneva.

IOM, 2000. *Migrant Trafficking and Human Smuggling in Europe*. Geneva, IOM.

IOM and ICMPD, 1999. *Migration in Central and Eastern Europe: 1999 Review*, IOM, Geneva.

Juhasz, J., 1998, 1999. Report of the Hungarian SOPEMI Correspondent to the OECD. Budapest.

Koser, K. 1998. "Negotiating entry into "fortress Europe": the migration strategies of "spontaneous" asylum seekers", in P. Muus (Ed), *The Exclusion and Inclusion of Refugees in Contemporary Europe*, ERCOMER, Utrecht.

Lederer, H.W. 1997 'Migration und Integration in Zahlen, ein Handbuch'. Im Auftrag der Beauftragten der Bundesregierung für Ausländerfragen.

Lederer, H.W. and Nickel, A. 1997. *Illegale Ausländerbeschäftigung in der Bundesrepublik Deutschland*, Forschungsinstitut, Abteilung Arbeits- und Sozialforschung, Friedrich-Ebert-Stiftung.

Lubyova, M. 2000. *International Migration in the Slovak Republic*. SOPEMI Report for the Slovak Republic, Bucharest.

Maresova, C. 1998, 1999. *Report of the Czech SOPEMI Correspondent to the OECD*, Prague.

Migration Policy Group, 2000. European Union: Proposal for EU immigration policy for the next 20-30 years. *Migration News Sheet*, 210, 1.

Ministry of Foreign Affairs, Belarus. 1995. On the Migratory Situation in the Republic of Belarus. Minsk.

Morawska, E., 1999. Transnational Migration in the Enlarged European Union: a Perspective from East Central Europe, Robert Schuman Centre, Working Papers, Florence, Italy, European University Institute.

- Morrison, J. 1998. *The Cost of Survival: the Trafficking of Refugees to the UK*, London: the Refugee Council.
- National Statistical Offices of the Baltic Countries, 1996, *Demographic Statistics in the Baltic Countries*.
- OECD. 1995. *Trends in International Migration: Annual Report 1994*, Paris: OECD.
- OECD. 1997. *Trends in International Migration: Annual Report 1996*, Paris: OECD.
- Okolski, M. 1997. *Incomplete Migration - a New Form of Mobility in Central and Eastern Europe: the Case of Ukrainian Migrants*. Paper given at Pultusk Conference, Poland, 11-13 December 1997.
- Okolski, M. 1998. "Regional Dimension of International Migration in Central and Eastern Europe", *GENUS* 54:1-26.
- Okolski, M. 1999. *Report of the Polish SOPEMI Correspondent to the OECD*, Warsaw.
- Omelyanets, N. and Torbin, V. 1991. Medical consequences of the accident at Chernobyl. *NEPS Information Bulletin*, Kiev.
- OSCE, 1997. *The Relationship Between Large-Scale Forced Migration and the Electoral Process. The Case of Bosnia and Herzegovina*, Vienna: ICMPD.
- Punch, A. and Pearce, D., 2000. *Europe's Population and Labour Market Beyond 2000*. Strasbourg, Council of Europe.
- Salt, J., 1997. *International Movements of the Highly Skilled*. International Migration Unit Occasional Papers No. 3, Paris: OECD.
- Salt, J., Singleton A., and Hogarth, J. 1994. *Europe's international migrants: data sources, patterns and trends*. HMSO, London.
- Salt, J. and Hogarth, J., 2000. Migrant trafficking and human smuggling in Europe: a review of the evidence. 13-163 in IOM, *Migrant Trafficking and Human Smuggling in Europe*. Geneva, IOM.
- Salt, J., Clarke, J., Compton, P., Densham, P., Hogarth, J., Schmidt, S., 1999. *Assessment of Possible Migration Pressure and its Labour Market Impact following EU Enlargement to Central and Eastern Europe: Part I*, London, HMSO.
- Salt, J., Clarke J., and Schmidt, S., 2000. *Patterns and Trends in International Migration in Western Europe*. Brussels, European Commission.
- Severin, K. 1997. Illegal Einreise und internationale Schleuserkriminalität. Hintergründe, Beispiele und Massnahmen *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B46/97, 7. 11-19

Shamshur, O. 1995. *Migratory Movements and Migration Regulation in the FSU States: Evolution and Perspectives*. The European Association for the Advancement of Social Sciences. Euroconference on Migration and Multiculturalism. London School of Economics, August 30 - September 2 1995.

Skeldon, R. 1994. East Asian migration and the changing world order, in W.T.S. Gould and A.M. Findlay (Eds), *Population Migration and the Changing World Order*, John Wiley & Sons, Chichester.

Smith, P.J. (ed.) 1997. *Human Smuggling: Chinese migrant trafficking and the challenge to America's immigration tradition*, Washington DC: CSIS

Stola, D. 1997. *Income Seeking foreigners in Poland in the 1990s: Quasi-Migrations from the Former USSR*. Paper given at Pultusk Conference, Poland, 11-13 December 1997.

Studi Emigrazione. 1995. Special volume on the migration of the highly skilled. Rome.

Ternes, E. 1996 *Report to the OECD From the SOPEMI Correspondent for Germany*, OECD, Paris.

UNECE, 1996, *International Migration Bulletin*, 9. Geneva.

UNHCR, 2000, *Refugees and Others of Concern to UNHCR*. 1999 Statistical Overview, Geneva, UNHCR.

UN Population Division, 2000. *Replacement Migration. Is it a Solution to Declining and Ageing Populations?* New York, UN.

US Immigration and Naturalization Service (INS), 1997, *Statistical Yearbook of Immigration and Naturalization Service, 1996*, Washington DC: US Government Printing Office.

Widgren, J., 1994, Multilateral co-operation to combat trafficking in migrants and the role of international organisations. 11th IOM Seminar on Migration, October. Geneva.

T A B L E A U X

GRAPHIQUES

TABLE 1
ESTIMATED AND PROJECTED POPULATION OF THE WORLD AND MAJOR AREAS, 1950, 2000 AND 2050

| REGION | <i>Millions and Per Cent</i> | | | | | |
|---------------------------------|------------------------------|-------|------|-------|------|-------|
| | 1950 | | 2000 | | 2050 | |
| | Nos. | % | Nos. | % | Nos. | % |
| WORLD TOTAL | 2519 | 100.0 | 6057 | 100.0 | 9322 | 100.0 |
| Africa | 221 | 8.8 | 794 | 13.1 | 2000 | 21.5 |
| Asia | 1399 | 55.5 | 3672 | 60.6 | 5428 | 58.2 |
| Europe | 548 | 21.8 | 727 | 12.0 | 603 | 6.5 |
| Latin America and the Caribbean | 167 | 6.6 | 519 | 8.6 | 806 | 8.6 |
| North America | 172 | 6.8 | 314 | 5.2 | 438 | 4.7 |
| Oceania | 13 | 0.5 | 31 | 0.5 | 47 | 0.5 |

Source: United Nations Population Division, World Population Prospects: The 2000 Revision, Volume 1: Comprehensive Tables (United Nations, New York 2001)

Notes:

The 2050 data are based upon medium fertility variants

TABLE 2
COMPONENTS OF POPULATION CHANGE IN EUROPE, 1997-99

| Country | <i>annual average per cent</i> | | |
|---------------------------------------------|--------------------------------|------------------|---------------|
| | Growth Rate | Natural Increase | Net Migration |
| Albania ¹ | 0.90 | 1.30 | -0.40 |
| Andorra | 0.76 | 0.87 | -0.11 |
| Armenia | 0.20 | 0.43 | -0.23 |
| Austria | 0.14 | 0.03 | 0.11 |
| Azerbaijan | 0.91 | 0.99 | -0.07 |
| Belarus | -0.71 | -0.46 | -0.25 |
| Belgium | 0.22 | 0.10 | 0.12 |
| Bosnia and Herzegovina ¹ | 0.11 | 0.56 | -0.45 |
| Bulgaria | -0.61 | -0.61 | 0.00 |
| Croatia ² | -0.07 | -0.02 | -0.05 |
| Cyprus | 0.62 | 0.55 | 0.06 |
| Czech Republic | -0.10 | -0.20 | 0.10 |
| Denmark | 0.35 | 0.14 | 0.20 |
| Estonia | -0.53 | -0.44 | -0.09 |
| Federal Republic of Yugoslavia ¹ | 0.18 | 0.19 | 0.00 |
| Finland | 0.25 | 0.17 | 0.08 |
| France | 0.42 | 0.34 | 0.08 |
| FYR Macedonia | 0.35 | 0.42 | -0.07 |
| Georgia | -0.15 | 0.10 | -0.26 |
| Germany | 0.06 | -0.08 | 0.14 |
| Greece | 0.19 | 0.00 | 0.19 |
| Hungary | -0.43 | -0.43 | 0.00 |
| Iceland | 1.09 | 0.83 | 0.28 |
| Ireland | 1.12 | 0.58 | 0.54 |
| Italy | 0.13 | -0.08 | 0.20 |
| Latvia | -0.76 | -0.60 | -0.16 |
| Liechtenstein ³ | 2.20 | 0.68 | 1.52 |
| Lithuania | -0.08 | -0.10 | 0.02 |
| Luxembourg | 1.36 | 0.38 | 0.98 |
| Malta ² | 0.61 | 0.45 | 0.16 |
| Moldova | -0.30 | -0.05 | -0.25 |
| Netherlands | 0.63 | 0.38 | 0.25 |
| Norway | 0.64 | 0.32 | 0.32 |
| Poland | 0.01 | 0.05 | -0.03 |
| Portugal | 0.21 | 0.08 | 0.14 |
| Romania | -0.19 | -0.16 | -0.03 |
| Russian Federation ² | -0.28 | -0.50 | 0.22 |
| San Marino | 1.42 | 0.40 | 1.03 |
| Slovak Republic | 0.12 | 0.09 | 0.03 |
| Slovenia | 0.01 | -0.06 | 0.07 |
| Spain | 0.12 | 0.03 | 0.09 |
| Sweden | 0.06 | -0.05 | 0.12 |
| Switzerland | 0.39 | 0.23 | 0.16 |
| Turkey ² | 1.32 | 1.51 | -0.23 |
| Ukraine ² | -0.78 | -0.61 | -0.17 |
| United Kingdom | 0.40 | 0.14 | 0.26 |

Source: Council of Europe

Notes:

1 1997 only.

2 1997-98 average

3 1998 only

TABLE 3
STOCK OF FOREIGN POPULATION IN SELECTED EUROPEAN COUNTRIES, 1980-2000 (thousands)

(A) WESTERN EUROPE

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|-----------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| AUSTRIA | 282.7 | 299.2 | 302.9 | 296.7 | 297.8 | 304.4 | 314.9 | 326.2 | 344.0 | 387.2 | 456.1 | 532.7 | 623.0 | 689.0 | 713.5 | 723.0 | 728.0 | 732.7 | 737.3 | 748.2 | 761.4 |
| BELGIUM (1) | | 885.7 | 891.2 | 890.9 | 897.6 | 846.5 | 853.2 | 862.5 | 868.8 | 880.8 | 904.5 | 922.5 | 909.3 | 920.6 | 922.3 | 909.7 | 911.9 | 903.1 | 892.0 | 897.1 | 861.7 |
| DENMARK | 101.6 | 101.9 | 103.1 | 104.1 | 107.7 | 117.0 | 128.3 | 136.2 | 142.0 | 150.6 | 160.6 | 169.5 | 180.1 | 189.0 | 196.7 | 222.7 | 237.7 | 237.7 | 256.3 | 259.4 | 258.6 |
| FINLAND | 12.8 | 13.7 | 14.3 | 15.7 | 16.8 | 17.0 | 17.3 | 17.7 | 18.7 | 21.2 | 26.3 | 37.6 | 46.3 | 55.6 | 62.0 | 68.6 | 73.8 | 81.0 | 85.1 | 87.7 | 90.2 |
| FRANCE (2) | - | - | 3714.2 | - | - | 3752.2 | - | - | - | - | 3607.6 | 3596.6 | - | - | - | - | - | - | - | - | 3263.2 |
| GERMANY (3) | 4453.3 | 4629.8 | 4666.9 | 4534.9 | 4363.7 | 4378.9 | 4512.7 | 4630.2 | 4489.1 | 4845.9 | 5241.8 | 5882.3 | 6495.8 | 6878.1 | 6990.5 | 7173.9 | 7314.0 | 7365.8 | 7319.6 | 7343.6 | - |
| GREECE | 213.0 | 223.0 | 229.7 | 232.0 | 234.1 | 233.2 | 220.1 | 217.8 | 222.6 | 226.1 | 229.1 | 253.3 | 262.3 | 265.0 | 244.0 | 153.0 | 155.0 | 165.4 | - | - | - |
| IRELAND | - | - | - | 82.8 | - | - | - | - | - | 79.3 | 80.8 | 87.7 | 94.9 | 89.9 | 91.1 | 96.1 | 117.8 | 114.4 | 111.0 | 117.8 | 126.5 |
| ITALY (4) | 298.7 | 331.7 | 358.9 | 381.3 | 403.9 | 423.0 | 450.2 | 572.1 | 645.4 | 490.4 | 781.1 | 859.6 | 925.2 | 987.4 | 922.7 | 991.4 | 1095.6 | 1240.7 | 1250.2 | 1252.0 | - |
| LUXEMBOURG | 94.3 | 95.4 | 95.6 | 96.2 | 96.9 | 98.0 | 96.8 | 98.6 | 100.9 | 104.0 | 110.0 | 114.7 | 119.7 | 124.5 | 130.0 | 132.5 | 138.1 | 142.8 | 147.7 | 152.9 | 159.4 |
| NETHERLANDS | 520.9 | 537.6 | 546.5 | 552.4 | 558.7 | 552.5 | 568.0 | 591.8 | 623.7 | 641.9 | 692.4 | 732.9 | 757.4 | 779.8 | 757.1 | 725.4 | 679.9 | 678.1 | 662.4 | 651.5 | - |
| NORWAY (5) | 82.6 | 86.5 | 90.6 | 94.7 | 97.8 | 101.5 | 109.3 | 123.7 | 135.9 | 140.3 | 143.3 | 147.8 | 154.0 | 162.3 | 164.0 | 160.8 | 157.5 | 158.0 | 165.1 | 178.7 | 184.3 |
| PORTUGAL (6) | 49.3 | 53.6 | 57.7 | 65.9 | 72.6 | 80.0 | 87.0 | 89.8 | 94.7 | 101.0 | 107.8 | 114.0 | 121.5 | 170.8 | 157.1 | 157.0 | 168.3 | 175.3 | 178.1 | 191.0 | - |
| SPAIN | 182.0 | 197.9 | 200.9 | 210.4 | 226.5 | 241.9 | 293.2 | 334.9 | 360.0 | 398.1 | 407.7 | 360.7 | 393.1 | 430.4 | 461.0 | 499.8 | 539.0 | 609.8 | 719.6 | 801.3 | 895.7 |
| SWEDEN (7) | 421.7 | 414.0 | 405.5 | 397.1 | 390.6 | 388.6 | 390.8 | 401.0 | 421.0 | 456.0 | 483.7 | 493.8 | 499.1 | 507.5 | 537.4 | 531.8 | 526.6 | 522.0 | 499.9 | 487.1 | 477.3 |
| SWITZERLAND (8) | 892.8 | 909.9 | 925.8 | 925.6 | 932.4 | 939.7 | 956.0 | 978.7 | 1006.5 | 1040.3 | 1100.3 | 1163.2 | 1213.5 | 1260.3 | 1300.1 | 1363.6 | 1370.6 | 1372.7 | 1347.9 | 1368.7 | - |
| TURKEY | - | - | - | - | - | - | 24.9 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 68.1 | 135.9 | 162.2 | - | - |
| UNITED KINGDOM | - | - | - | - | 1601.0 | 1731.0 | 1820.0 | 1839.0 | 1821.0 | 1949.0 | 1875.0 | 1791.0 | 1985.0 | 2001.0 | 2032.0 | 1948.0 | 1934.0 | 2066.0 | 2207.0 | 2208.0 | 2342.0 |

(B) CENTRAL AND EASTERN EUROPE

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|---------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| BULGARIA (9) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 24.1 | 23.4 | 27.8 | 29.4 | 31.4 | 34.8 | 37.6 | 38.8 | 40.6 | 41.1 | 38.7 | - |
| CZECH REPUBLIC (10) | - | - | - | - | - | - | - | 34.6 | 34.9 | 35.2 | 34.9 | 37.7 | 49.6 | 77.6 | 103.7 | 158.7 | 198.6 | 209.8 | 219.8 | 228.9 | 201.0 |
| HUNGARY (11) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 73.9 | 88.2 | - | 138.1 | 140.0 | 138.0 | 143.0 | 150.2 | 153.1 | 110.0 |
| POLAND (12) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 30.0 | - | - | 29.9 | 32.5 | - | 42.8 | - |
| ROMANIA (13) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 3.2 | 2.7 | 1.9 | 1.9 | 1.7 | 1.4 | 1.4 | 1.3 | 1.2 |
| SLOVENIA | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 24.8 | 48.0 | 43.0 | 41.7 | 33.5 | 42.5 | 42.3 |
| RUSSIA (14) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 171.6 | 158.5 | 138.3 | - | - | - |
| LATVIA (15) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 7.1 | 12.1 | 17.4 | 23.7 | 25.7 | 29.2 |

Sources Eurostat, Council of Europe OECD SOPEMI Correspondents National Statistical Offices

NOTES

- In 1985 as a consequence of a modification of the nationality code some persons who formerly would have been counted as foreigners were included as nationals. This led to a marked decrease in the foreign population.
- Population censuses on 4/3/82 and 6/3/90. The figure for the census of 20/2/75 is 3442.4.
- Data as of 30/10 up to 1984 and in 1990 and as of 31/12 for all other years. Except for 1991 & 1992 refers to western Germany. FSO.
- Data are adjusted to take account of the regularisations which occurred in 1987/88 and 1990. The fall in numbers for 1989 results from a review of the foreigners register (removing duplicate registrations, accounting for returns). Source: Ministry of the Interior, elaborated by CENSIS.
- From 1987 asylum seekers whose requests are being processed are included. Numbers for earlier years were fairly small.
- 1993 figure includes estimated 39 200 from special regularisation.
- Some foreigners permits of short duration are not counted (mainly citizens of other Nordic countries).
- Numbers of foreigners with annual residence permits (including up to 31/12/82 holders of permits of durations below 12 months) and holders of settlement permits (permanent permits). Seasonal and frontier workers are excluded. 1993 data from Sopemi. 1994 figure taken in April.
- Permanently resident foreigners. Ministry of Interior. 1990 figure from Council of Europe (Nov 1994).
- Data derived from Ministries of Labour and Interior and include only those holding permanent and long term residence permits.
- Temporary residence permit holders only.
- 1993 figure from IOM (April 1994). Foreign nationals with permanent residence permits. 1996 figure estimate by Okolski.
- Foreign citizens with permanent residence permits (granted before 1990). 80 900 had temporary residence in 1996.
- Only permanent resident foreigners. Ministry of Interior. 1998.
- Central Statistical Bureau of Latvia. 1998.

TABLE 4
STOCK OF FOREIGN POPULATION AS A PERCENTAGE OF TOTAL POPULATION IN SELECTED EUROPEAN COUNTRIES, 1980-2000, (per cent)

(A) WESTERN EUROPE

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|-----------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| AUSTRIA | 3.7 | 3.9 | 4.0 | 3.9 | 3.9 | 4.0 | 4.2 | 4.3 | 4.5 | 5.1 | 5.9 | 6.8 | 7.9 | 8.6 | 8.9 | 9.0 | 9.0 | 9.1 | 9.1 | 9.2 | 9.4 |
| BELGIUM (1) | - | 9.0 | 9.0 | 9.0 | 9.1 | 8.6 | 8.6 | 8.7 | 8.8 | 8.9 | 9.1 | 9.2 | 9.0 | 9.1 | 9.1 | 9.0 | 8.9 | 8.9 | 8.7 | 8.8 | 8.4 |
| DENMARK | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.1 | 2.3 | 2.5 | 2.7 | 2.8 | 2.9 | 3.1 | 3.3 | 3.5 | 3.6 | 3.8 | 4.2 | 4.5 | 4.5 | 4.8 | 4.9 | 4.8 |
| FINLAND | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.5 | 0.7 | 0.9 | 1.0 | 1.2 | 1.3 | 1.4 | 1.6 | 1.6 | 1.7 | 1.7 |
| FRANCE (2) | - | - | 6.8 | - | - | 6.8 | - | - | - | - | 6.3 | 6.3 | - | - | - | - | - | - | - | 5.6 | - |
| GERMANY (3) | 7.2 | 7.5 | 7.6 | 7.4 | 7.1 | 7.2 | 7.4 | 7.6 | 7.3 | 7.7 | 8.2 | 7.3 | 8.0 | 8.5 | 8.6 | 8.8 | 8.9 | 9.0 | 8.9 | 8.9 | - |
| GREECE | 2.2 | 2.3 | 2.3 | 2.4 | 2.4 | 2.3 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.3 | 2.5 | 2.5 | 2.6 | - | 1.5 | 1.5 | 1.5 | 1.5 | 0.0 | - |
| IRELAND | - | - | - | 2.4 | - | - | - | - | - | 0.7 | 0.8 | 0.8 | 2.7 | 2.7 | 2.7 | 3.2 | 3.1 | 3.0 | 3.1 | 3.3 | 3.3 |
| ITALY (4) | 0.5 | 0.6 | 0.6 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.8 | 1.0 | 1.1 | 0.9 | 1.4 | 1.6 | 1.6 | 1.7 | 1.6 | 1.7 | 1.9 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 0.0 |
| LUXEMBOURG | 25.8 | 26.1 | 26.2 | 26.3 | 26.5 | 26.7 | 26.2 | 26.5 | 26.8 | 27.4 | 28.6 | 29.4 | 30.3 | 31.1 | 32.0 | 32.6 | 33.4 | 34.1 | 34.9 | 35.1 | 36.1 |
| NETHERLANDS | 3.7 | 3.8 | 3.8 | 3.8 | 3.9 | 3.8 | 3.9 | 4.0 | 4.2 | 4.3 | 4.6 | 4.8 | 5.0 | 5.1 | 5.0 | 5.0 | 4.3 | 4.5 | 4.2 | 4.1 | - |
| NORWAY (5) | 2.0 | 2.1 | 2.2 | 2.3 | 2.4 | 2.4 | 2.6 | 2.9 | 3.2 | 3.3 | 3.4 | 3.5 | 3.6 | 3.8 | 3.8 | 3.7 | 3.6 | 3.6 | 3.7 | 4.0 | 4.1 |
| PORTUGAL (6) | 0.5 | 0.5 | 0.6 | 0.7 | 0.7 | 0.8 | 0.9 | 0.9 | 1.0 | 1.0 | 1.1 | 1.2 | 1.2 | 1.7 | 1.6 | 1.6 | 1.7 | 1.7 | 1.8 | 1.9 | - |
| SPAIN | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.6 | 0.6 | 0.8 | 0.9 | 0.9 | 1.0 | 1.0 | 0.9 | 1.0 | 1.1 | 1.2 | 1.2 | 1.4 | 1.5 | 1.5 | 2.0 | 2.2 |
| SWEDEN (7) | 5.1 | 5.0 | 4.9 | 4.8 | 4.7 | 4.6 | 4.7 | 4.8 | 5.0 | 5.3 | 5.6 | 5.7 | 5.7 | 5.8 | 6.1 | 6.0 | 5.9 | 5.9 | 5.9 | 5.5 | 5.4 |
| SWITZERLAND (8) | 14.1 | 14.3 | 14.4 | 14.4 | 14.4 | 14.5 | 14.7 | 14.9 | 15.2 | 15.6 | 16.3 | 17.0 | 17.6 | 18.1 | 18.6 | 19.3 | 19.6 | 19.4 | 19.0 | 19.1 | - |
| TURKEY | - | - | - | - | - | - | 0.04 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.1 | 0.2 | - | - | - |
| UNITED KINGDOM | - | - | - | - | 2.8 | 3.0 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.4 | 3.3 | 3.1 | 3.4 | 3.4 | 3.5 | 3.6 | 3.4 | 3.5 | 3.8 | 3.7 | 3.9 |

(B) CENTRAL AND EASTERN EUROPE

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|---------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| BULGARIA (9) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.3 | 0.3 | 0.3 | - | - | - | - | 0.4 | - | 0.6 | 0.5 | - |
| CZECH REPUBLIC (10) | - | - | - | - | - | - | - | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.4 | 0.5 | 0.7 | 1.0 | 1.5 | 1.9 | 2.0 | 2.1 | 2.2 | 2.0 |
| HUNGARY (11) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.7 | 0.9 | - | 1.3 | 1.4 | 1.4 | 1.4 | 1.4 | 1.5 | 1.5 | 1.1 |
| POLAND (12) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.1 | - | - | 0.2 | 0.1 | - | 0.1 | - |
| ROMANIA (13) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| SLOVENIA | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2.4 | 2.4 | 2.2 | 2.1 | 1.7 | 2.1 | 2.1 |
| RUSSIA (14) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | - | 0.0 |
| LATVIA (15) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.3 | 0.5 | 0.7 | 1.1 | 1.2 |

Sources: Eurostat, Council of Europe, OECD SOPEMI Correspondents, National Statistical Offices

NOTES

- In 1985, as a consequence of a modification of the nationality code, some persons who formerly would have been counted as foreigners were included as nationals. This led to a marked decrease in the foreign population.
- Population censuses on 4/3/82 and 6/3/90. The figure for the census of 20/2/75 is 3442.4.
- Data as of 30/10 up to 1984 and in 1990 and as of 31/12 for all other years. Except for 1991 & 1992, refers to western Germany. FSO.
- Data are adjusted to take account of the regularisations which occurred in 1987-88 and 1990. The fall in numbers for 1989 results from a review of the foreigners' register (removing duplicate registrations, accounting for returns). Source: Ministry of the Interior, elaborated by CENSIS.
- From 1987, asylum seekers whose requests are being processed are included. Numbers for earlier years were fairly small.
- 1993 figure includes estimated 39,200 from special regularisation.
- Some foreigners permits of short duration are not counted (mainly citizens of other Nordic countries).
- Numbers of foreigners with annual residence permits (including, up to 31/12/82, holders of permits of durations below 12 months) and holders of settlement permits (permanent permits). Seasonal and frontier workers are excluded. 1993 data from Sopemi. 1994 figure taken in April.
- Permanently resident foreigners, Ministry of Interior. 1990 figure from Council of Europe (Nov 1994).
- Data derived from Ministries of Labour and Interior, and include only those holding permanent and long-term residence permits.
- Temporary residence permit holders only.
- 1993 figure from IOM (April 1994) - Foreign nationals with permanent residence permits. 1996 figure estimate by Okolski.
- Foreign citizens with permanent residence permits (granted before 1990). 80,900 had temporary residence in 1996.
- Only permanent resident foreigners, Ministry of Interior, 1998.
- Central Statistical Bureau of Latvia, 1998.

TABLE 5
FOREIGN POPULATION IN EU AND EFTA COUNTRIES, AS OF 1 JANUARY 2000 (OR LATEST YEAR AVAILABLE)

Absolute figures

| Year | B | DK | D | EL | E | F | IRL | I | L | NL | A | P | FIN | S | UK | IS | LI | N | CH | EU 15 | EFTA |
|---------------------|--------|--------|---------|--------|--------|---------|--------|---------|--------|--------|--------|--------|-------|--------|---------|------|-------|--------|---------|----------|---------|
| | 2000 | 1999 | 2000 | 1997 | 2000 | 1999 | 2000 | 2000 | 1998 | 2000 | 2000 | 2000 | 2000 | 2000 | 1999 | 2000 | 1997 | 2000 | 2000 | (2) | (2) |
| Total | 853369 | 256276 | 7343591 | 161148 | 801329 | 3263186 | 126533 | 1270553 | 147700 | 651532 | 753528 | 190898 | 87680 | 487175 | 2297947 | 7271 | 11714 | 178686 | 1406630 | 18692445 | 1592587 |
| Europe | 661258 | 157203 | 5930311 | 97432 | 352974 | 1555679 | 92209 | 498170 | - | 333380 | 474728 | 56712 | 60171 | 330763 | 1057261 | 5094 | 11414 | 118354 | 1254001 | 11658251 | 1377449 |
| EU 15 & EFTA | 570531 | 72473 | 1905432 | 46789 | 326388 | 1225755 | - | 161024 | - | 200087 | - | 54253 | 17333 | 214757 | 874272 | 2941 | 9629 | 83355 | 810512 | 5669094 | 896808 |
| EU 15 | 563556 | 53195 | 1858672 | 45020 | 312203 | 1195498 | 92209 | 148506 | 131410 | 195886 | - | 52429 | 16328 | 177430 | 859138 | 2617 | 5012 | 78482 | 807332 | 5701480 | 888431 |
| EFTA | 6975 | 19278 | 46760 | 1769 | 14185 | 30257 | - | 12518 | - | 4201 | - | 1824 | 1005 | 37327 | 15134 | 324 | 4617 | 4873 | 3180 | 191233 | 8377 |
| Central and Eastern | 21544 | 46626 | 1969760 | 47264 | 25733 | 119849 | - | 328144 | - | 32468 | 340499 | 2361 | 41066 | 99424 | 118395 | 2142 | 985 | 31467 | 362624 | 3193133 | 396233 |
| Other Europe | 69183 | 38104 | 2055119 | 3379 | 853 | 210075 | - | 9002 | - | 100825 | - | 98 | 1772 | 16582 | 64594 | 11 | 800 | 3532 | 80865 | 2569586 | 84408 |
| Africa | 153356 | 23871 | 300611 | 13237 | 213012 | 1419758 | - | 411492 | - | 149764 | - | 89518 | 7791 | 27726 | 291388 | 184 | 18 | 11567 | 35446 | 3101524 | 47197 |
| Americas | 18744 | 9808 | 205373 | 19996 | 166709 | 81293 | 8044 | 120898 | - | 36484 | - | 35987 | 3649 | 31814 | 249669 | 828 | 178 | 14318 | 46955 | 988468 | 62101 |
| Asia | 19047 | 55524 | 823092 | 27884 | 66922 | 203432 | - | 236369 | - | 62368 | - | 7890 | 13813 | 84140 | 559042 | 1104 | 99 | 33274 | 67386 | 2159523 | 101764 |
| Oceania | 648 | 1110 | 10033 | 1242 | 1013 | 3024 | - | 3154 | - | 3168 | - | 516 | 495 | 2171 | 98669 | 56 | 5 | 761 | 2568 | 125243 | 3385 |
| Other (3) | 316 | 8760 | 74171 | - | 699 | - | - | 470 | - | 66368 | 278800 | 275 | 1761 | 10561 | 23846 | 5 | 34 | 412 | 274 | 466027 | 691 |

Proportion of total foreign population of reporting country (per cent)

| Year | B | DK | D | EL | E | F | IRL | I | L | NL | A | P | FIN | S | UK | IS | LI | N | CH | EU 15 | EFTA |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | 2000 | 1999 | 2000 | 1997 | 2000 | 1999 | 2000 | 2000 | 1998 | 2000 | 2000 | 2000 | 2000 | 2000 | 1999 | 2000 | 1997 | 2000 | 2000 | (2) | (2) |
| Total | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 |
| Europe | 77.5 | 61.3 | 80.8 | 60.5 | 44.0 | 47.7 | 72.9 | 39.2 | - | 51.2 | 63.0 | 29.7 | 68.6 | 67.9 | 46.0 | 70.1 | 97.4 | 66.2 | 89.1 | 62.4 | 86.5 |
| EU 15 & EFTA | 66.9 | 28.3 | 25.9 | 29.0 | 40.7 | 37.6 | - | 12.7 | - | 30.7 | - | 28.4 | 19.8 | 44.1 | 38.0 | 40.4 | 82.2 | 46.6 | 57.6 | 30.3 | 56.3 |
| EU 15 | 66.0 | 20.8 | 25.3 | 27.9 | 39.0 | 36.6 | 72.9 | 11.7 | 89.0 | 30.1 | - | 27.5 | 18.6 | 36.4 | 37.4 | 36.0 | 42.8 | 43.9 | 57.4 | 30.5 | 55.8 |
| EFTA | 0.8 | 7.5 | 0.6 | 1.1 | 1.8 | 0.9 | - | 1.0 | - | 0.6 | - | 1.0 | 1.1 | 7.7 | 0.7 | 4.5 | 39.4 | 2.7 | 0.2 | 1.0 | 0.5 |
| Central and Eastern | 2.5 | 18.2 | 26.8 | 29.3 | 3.2 | 3.7 | - | 25.8 | - | 5.0 | 45.2 | 1.2 | 46.8 | 20.4 | 5.2 | 29.5 | 8.4 | 17.6 | 25.8 | 17.1 | 24.9 |
| Other Europe | 8.1 | 14.9 | 28.0 | 2.1 | 0.1 | 6.4 | - | 0.7 | - | 15.5 | - | 0.1 | 2.0 | 3.4 | 2.8 | 0.2 | 6.8 | 2.0 | 5.7 | 13.7 | 5.3 |
| Africa | 18.0 | 9.3 | 4.1 | 8.2 | 26.6 | 43.5 | - | 32.4 | - | 23.0 | - | 46.9 | 8.9 | 5.7 | 12.7 | 2.5 | 0.2 | 6.5 | 2.5 | 16.6 | 3.0 |
| Americas | 2.2 | 3.8 | 2.8 | 12.4 | 20.8 | 2.5 | 6.4 | 9.5 | - | 5.6 | - | 18.9 | 4.2 | 6.5 | 10.9 | 11.4 | 1.5 | 8.0 | 3.3 | 5.3 | 3.9 |
| Asia | 2.2 | 21.7 | 11.2 | 17.3 | 8.4 | 6.2 | - | 18.6 | - | 9.6 | - | 4.1 | 15.8 | 17.3 | 24.3 | 15.2 | 0.8 | 18.6 | 4.8 | 11.6 | 6.4 |
| Oceania | 0.1 | 0.4 | 0.1 | 0.8 | 0.1 | 0.1 | - | 0.2 | - | 0.5 | - | 0.3 | 0.6 | 0.4 | 4.3 | 0.8 | 0.0 | 0.4 | 0.2 | 0.7 | 0.2 |
| Other (3) | 0.0 | 3.4 | 1.0 | - | 0.1 | - | - | 0.0 | - | 10.2 | 37.0 | 0.1 | 2.0 | 2.2 | 1.0 | 0.1 | 0.3 | 0.2 | 0.0 | 2.5 | 0.0 |

Proportion of total foreign citizenship in EU and EFTA countries (per cent)

| Year | B | DK | D | EL | E | F | IRL | I | L | NL | A | P | FIN | S | UK | IS | LI | N | CH | EU 15 | EFTA |
|---------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|------|
| | 2000 | 1999 | 2000 | 1997 | 2000 | 1999 | 2000 | 2000 | 1998 | 2000 | 2000 | 2000 | 2000 | 2000 | 1999 | 2000 | 1997 | 2000 | 2000 | (2) | (2) |
| Total | 4.2 | 1.3 | 36.2 | 0.8 | 4.0 | 16.1 | 0.6 | 6.3 | 0.7 | 3.2 | 3.7 | 0.9 | 0.4 | 2.4 | 11.3 | 0.0 | 0.1 | 0.9 | 6.9 | 92.1 | 7.9 |
| Europe | 5.1 | 1.2 | 45.5 | 0.7 | 2.7 | 11.9 | 0.7 | 3.8 | - | 2.6 | 3.6 | 0.4 | 0.5 | 2.5 | 8.1 | 0.0 | 0.1 | 0.9 | 9.6 | 89.4 | 10.6 |
| EU 15 & EFTA | 8.7 | 1.1 | 29.0 | 0.7 | 5.0 | 18.7 | - | 2.5 | - | 3.0 | - | 0.8 | 0.3 | 3.3 | 13.3 | 0.0 | 0.1 | 1.3 | 12.3 | 86.3 | 13.7 |
| EU 15 | 8.6 | 0.8 | 28.2 | 0.7 | 4.7 | 18.1 | 1.4 | 2.3 | 2.0 | 3.0 | - | 0.8 | 0.2 | 2.7 | 13.0 | 0.0 | 0.1 | 1.2 | 12.3 | 86.5 | 13.5 |
| EFTA | 3.5 | 9.7 | 23.4 | 0.9 | 7.1 | 15.2 | - | 6.3 | - | 2.1 | - | 0.9 | 0.5 | 18.7 | 7.6 | 0.2 | 2.3 | 2.4 | 1.6 | 95.8 | 4.2 |
| Central and Eastern | 0.6 | 1.3 | 54.9 | 1.3 | 0.7 | 3.3 | - | 9.1 | - | 0.9 | 9.5 | 0.1 | 1.1 | 2.8 | 3.3 | 0.1 | 0.0 | 0.9 | 10.1 | 89.0 | 11.0 |
| Other Europe | 2.6 | 1.4 | 77.4 | 0.1 | 0.0 | 7.9 | - | 0.3 | - | 3.8 | - | 0.0 | 0.1 | 0.6 | 2.4 | 0.0 | 0.0 | 0.1 | 3.0 | 96.8 | 3.2 |
| Africa | 4.9 | 0.8 | 9.5 | 0.4 | 6.8 | 45.1 | - | 13.1 | - | 4.8 | - | 2.8 | 0.2 | 0.9 | 9.3 | 0.0 | 0.0 | 0.4 | 1.1 | 98.5 | 1.5 |
| Americas | 1.8 | 0.9 | 19.5 | 1.9 | 15.9 | 7.7 | 0.8 | 11.5 | - | 3.5 | - | 3.4 | 0.3 | 3.0 | 23.8 | 0.1 | 0.0 | 1.4 | 4.5 | 94.1 | 5.9 |
| Asia | 0.8 | 2.5 | 36.4 | 1.2 | 3.0 | 9.0 | - | 10.5 | - | 2.8 | - | 0.3 | 0.6 | 3.7 | 24.7 | 0.0 | 0.0 | 1.5 | 3.0 | 95.5 | 4.5 |
| Oceania | 0.5 | 0.9 | 7.8 | 1.0 | 0.8 | 2.4 | - | 2.5 | - | 2.5 | - | 0.4 | 0.4 | 1.7 | 76.7 | 0.0 | 0.0 | 0.6 | 2.0 | 97.4 | 2.6 |
| Other (3) | 0.1 | 1.9 | 15.9 | - | 0.1 | - | - | 0.1 | - | 14.2 | 59.7 | 0.1 | 0.4 | 2.3 | 5.1 | 0.0 | 0.0 | 0.1 | 0.1 | 99.9 | 0.1 |

Source: Eurostat

Notes:

1. "-" refers to data which are unavailable.
3. These sub-totals have been constructed by summing relevant figures where available in the preceding columns. Therefore, owing to unavailable figures and data from different years, some of these figures are (under-)estimates.
5. Includes those not included in other categories, stateless and unknown.

Notes:

1. "-" refers to data which are unavailable.
2. For UK C&E Europe includes F. Soviet Union and Other Europe does not.
3. These sub-totals have been constructed by summing relevant figures where available in the preceding columns. Therefore, owing to unavailable figures and data from different years, some of these figures are (under-)estimates.
4. Includes Former USSR and Former Yugoslavia.
5. Includes those not included in other categories, stateless and unknown.

TABLE 6
INFLOWS OF FOREIGN POPULATION TO SELECTED EUROPEAN COUNTRIES, 1980-1999 (1) (thousands)

(A) WESTERN EUROPE

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
|--------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| BELGIUM | 46.8 | 41.3 | 36.2 | 34.3 | 37.2 | 37.5 | 39.3 | 40.1 | 38.2 | 43.5 | 50.4 | 54.1 | 55.1 | 53.0 | 56.0 | 53.1 | 51.9 | 49.2 | 50.9 | 57.8 |
| DENMARK | - | - | - | - | 8.9 | 15.6 | 17.6 | 15.2 | 13.8 | 15.1 | 15.1 | 17.5 | 16.9 | 15.4 | 15.6 | 33.0 | 24.7 | 20.4 | 21.3 | 27.9 |
| FINLAND | 1.9 | 2.3 | 2.4 | 2.8 | 2.7 | 2.6 | 2.7 | 2.8 | 3.2 | 4.2 | 6.5 | 13.2 | 10.4 | 10.9 | 7.6 | 7.3 | 7.5 | 8.1 | 8.3 | 7.9 |
| FRANCE (2) | 59.4 | 75.0 | 144.4 | 64.2 | 51.4 | 43.4 | 38.3 | 39.0 | 44.0 | 53.2 | 63.1 | 65.3 | - | 116.0 | 82.8 | 77.0 | 75.0 | 103.0 | 136.0 | 104.4 |
| GERMANY | 632.3 | 502.0 | 322.4 | 276.4 | 333.3 | 400.0 | 479.5 | 473.3 | 648.6 | 770.8 | 842.4 | 920.5 | 1208.0 | 989.8 | 773.9 | 792.7 | 707.9 | 615.3 | 605.5 | 673.9 |
| GREECE | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 25.0 | 13.4 | - | 16.3 | 17.4 | 20.2 | 22.2 | 22.1 | - | - |
| ICELAND | 0.4 | 0.5 | 0.5 | 0.6 | 0.5 | 0.5 | 0.6 | 1.0 | 1.8 | 1.0 | 1.1 | 1.7 | 1.0 | 0.9 | 0.9 | 0.9 | 1.3 | 1.4 | 1.8 | 2.0 |
| IRELAND | - | - | - | - | - | - | - | 6.2 | 7.7 | 8.6 | 11.8 | 10.7 | 15.2 | 14.7 | 13.3 | 13.6 | 21.5 | 23.4 | 20.8 | 21.6 |
| ITALY (3) | 88.3 | 91.5 | 100.1 | 98.3 | 86.9 | 82.2 | 75.7 | 104.5 | 85.8 | 81.2 | 96.7 | 70.9 | 72.3 | - | - | 68.2 | 143.2 | - | 111.0 | 268.0 |
| LUXEMBOURG | 7.4 | 6.9 | 6.4 | 6.2 | 6.0 | 6.6 | 7.4 | 8.3 | 9.0 | 9.1 | 10.3 | 10.9 | 10.7 | 10.1 | 10.1 | 10.3 | 10.0 | 10.4 | 11.6 | 12.8 |
| NETHERLANDS | 79.8 | 50.4 | 40.9 | 36.4 | 37.3 | 46.2 | 52.8 | 60.9 | 58.3 | 65.4 | 81.3 | 84.3 | 83.0 | 87.6 | 68.4 | 67.0 | 77.0 | 76.7 | 81.7 | 78.4 |
| NORWAY (4) | 11.8 | 13.1 | 14.0 | 13.1 | 12.8 | 14.9 | 16.5 | 23.8 | 23.0 | 18.4 | 15.7 | 16.1 | 17.2 | 22.3 | 17.9 | 16.5 | 17.2 | 22.0 | 26.7 | 32.2 |
| PORTUGAL | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 13.7 | 9.9 | - | - | 3.6 | 3.3 | - | 10.6 |
| SPAIN | 3.0 | 11.3 | 2.8 | 3.6 | 4.4 | 6.2 | 4.3 | 5.3 | 9.7 | 14.4 | 13.7 | 10.6 | 18.2 | 15.4 | 18.6 | 19.5 | 16.7 | 35.6 | - | - |
| SWEDEN (5) | 34.4 | 27.4 | 25.1 | 22.3 | 26.1 | 27.9 | 34.0 | 37.1 | 44.5 | 58.9 | 53.2 | 43.9 | 39.5 | 54.8 | 74.7 | 36.1 | 29.3 | 33.0 | 35.7 | 34.6 |
| SWITZERLAND (6) | 70.5 | 80.3 | 74.7 | 58.3 | 58.6 | 59.4 | 66.8 | 71.5 | 76.1 | 80.4 | 101.4 | 109.8 | 112.1 | 104.0 | 91.7 | 87.9 | 74.4 | 69.6 | 74.9 | 85.8 |
| TURKEY | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| UNITED KINGDOM (7) | 107.0 | 93.0 | 104.0 | 108.0 | 106.0 | 122.0 | 130.0 | 113.0 | 127.0 | 146.0 | 161.0 | 150.0 | 116.4 | 120.0 | 133.0 | 154.0 | 168.0 | 188.0 | 221.0 | 331.8 |

(B) CENTRAL AND EASTERN EUROPE

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
|--------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|--------|-------|--------|-------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|
| CZECH REPUBLIC (8) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.7 | 12.4 | 14.1 | 19.1 | 12.9 | 10.2 | 10.5 | 10.9 | 12.9 | 10.7 | 9.9 |
| HUNGARY (9) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 33.7 | 37.1 | 22.8 | 14.8 | 15.9 | 12.8 | 13.2 | 12.5 | 14.3 | 16.6 | 18.2 |
| POLAND (10) | 1.5 | 1.4 | 0.9 | 1.2 | 1.6 | 1.6 | 1.9 | 1.8 | 2.1 | 2.2 | 2.6 | 5.0 | 6.5 | 5.9 | 6.9 | 8.1 | 8.2 | 8.4 | 8.9 | 7.5 |
| ESTONIA (11) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 12.5 | 8.4 | 5.2 | 3.5 | 2.4 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.4 |
| LATVIA (11) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 40.3 | 32.3 | 14.7 | 6.2 | 4.1 | 3.0 | 2.8 | 2.7 | 2.9 | 3.1 | 1.8 |
| LITHUANIA (11) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 47.4 | 38.6 | 14.2 | 6.7 | 2.9 | 1.7 | 2.0 | 3.0 | 2.5 | 2.7 | 2.7 |
| ROMANIA (12) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1.6 | 1.8 | 1.3 | 0.9 | 4.5 | 2.1 | 6.6 | 11.9 | 10.1 |
| SLOVAK REPUBLIC | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 3.0 | 2.5 | 2.3 | 2.1 | 2.0 |
| FYR MACEDONIA | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1.5 | 1.8 | 1.0 | 0.6 | 0.6 | - | - |
| RUSSIA | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 989.7 | 1036.3 | 806.0 | 1011.3 | 979.3 | 1191.4 | 866.3 | 647.0 | 597.7 | 513.6 | 379.7 |
| CROATIA | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 10.1 | 48.3 | 57.7 | 33.4 | 42.0 | 44.6 | - | - | 32.9 |

Sources: Eurostat, Council of Europe, OECD SOPEMI Correspondents, National Statistical Offices

NOTES

- Asylum seekers are excluded
- Entries of new foreign workers, including holders of provisional work permits (APT) and foreigners admitted on family reunification grounds.
Does not include residents of EU countries (workers and family members) who have not been processed via the International Migration Office (OMI).
1993 figure rounded to the nearest '000
- 1980-1991 - new entries in the population register.
- Entries of foreigners intending to stay longer than six months in Norway.
- Some short duration entries are not counted (mainly citizens of other Nordic countries)
- Entries of foreigners with annual residence permits, and those with settlement permits (permanent permits) who return to Switzerland after a temporary stay abroad. Includes up to 31 December 1982, holders of permits of durations below 12 months. Seasonal and frontier workers (including seasonal workers who obtain permanent permits) are excluded. Transformations are excluded
- Source: International Passenger Survey OPCS
- Immigrants are persons who have been granted a permanent residence permit. Includes those from Slovak Republic (1990 onwards)
- 1997 figure - Source: HCSO. Data refer to foreigners with long-term resident permits or immigration permits, except for foreigners with labour permits.
- Immigrants are persons granted a permanent residence permit.
Numbers may be underestimates since not all children accompanying immigrants are registered.
- Recorded as "external" migration flows referring to non-Baltic countries.
- Persons granted a permanent residence permit

TABLE 7

OUTFLOWS POPULATION FROM SELECTED EUROPEAN COUNTRIES, 1980-1999 (thousands)

(A) OUTFLOWS OF OF FOREIGN NATIONALS FROM WESTERN EUROPE

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
|-----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| BELGIUM | 23.1 | 23.8 | 22.4 | 19.5 | 18.4 | 16.7 | 16.3 | 16.2 | 18.7 | 17.4 | 16.6 | 15.8 | 20.5 | 21.8 | 22.6 | 33.1 | 22.0 | 23.5 | 32.5 | 24.4 |
| DENMARK | - | - | - | - | 4.1 | 4.3 | 4.3 | 4.9 | 5.3 | 4.8 | 4.6 | 5.2 | 4.8 | 4.9 | 5.0 | 5.3 | 6.0 | 6.7 | 7.7 | 16.2 |
| FINLAND | 0.8 | 1.0 | 0.9 | 1.0 | 0.9 | 1.0 | 1.2 | 1.2 | 1.1 | 1.0 | 0.9 | 1.1 | 1.5 | 1.5 | 1.5 | 1.5 | 3.0 | 1.6 | 1.7 | 2.0 |
| GERMANY (1) | 385.8 | 415.5 | 433.3 | 424.9 | 545.1 | 366.7 | 347.8 | 334.0 | 359.1 | 438.3 | 466.4 | 497.5 | 614.7 | 710.0 | 621.4 | 567.4 | 559.1 | 637.1 | 639.0 | 555.6 |
| ICELAND | 0.3 | 0.4 | 0.3 | 0.4 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.8 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.4 | 0.9 | 0.8 | 0.7 | 0.7 | 0.8 | 0.7 | 1.0 |
| ITALY | - | - | - | - | - | 8.5 | 7.1 | 5.4 | 5.2 | 5.8 | 7.1 | 6.3 | 6.8 | - | - | 8.4 | 8.5 | - | - | - |
| LUXEMBOURG | 6.0 | 6.5 | 6.7 | 6.2 | 5.5 | 5.8 | 5.5 | 5.9 | 6.0 | 6.3 | 6.3 | 6.7 | 6.4 | 5.8 | 6.1 | 5.7 | 6.4 | 6.6 | 7.8 | 8.0 |
| NETHERLANDS | 23.6 | 25.0 | 28.1 | 28.0 | 27.0 | 24.2 | 23.6 | 20.9 | 21.4 | 21.5 | 20.6 | 21.3 | 22.7 | 22.2 | 22.7 | 21.7 | 22.4 | 21.9 | 21.3 | 20.7 |
| NORWAY | 7.3 | 7.2 | 7.2 | 8.0 | 7.6 | 7.5 | 8.4 | 8.6 | 9.3 | 10.6 | 9.9 | 8.4 | 8.1 | 10.5 | 9.6 | 9.0 | 10.0 | 10.0 | 12.0 | 13.0 |
| PORTUGAL | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1.1 | - | - | 0.2 | - | - | 0.4 |
| SWEDEN (2) | 20.8 | 20.8 | 19.9 | 17.4 | 14.6 | 14.0 | 15.4 | 11.6 | 11.8 | 13.1 | 16.2 | 15.0 | 13.2 | 14.8 | 15.7 | 15.4 | 14.5 | 15.1 | 14.5 | 13.6 |
| SWITZERLAND (3) | 63.7 | 64.0 | 62.6 | 61.7 | 55.6 | 54.3 | 52.8 | 53.8 | 55.8 | 57.5 | 59.6 | 66.4 | 80.4 | 71.2 | 64.2 | 67.5 | 67.7 | 67.9 | 59.0 | 58.1 |
| UNITED KINGDOM | 79.0 | 69.0 | 72.0 | 63.0 | 61.0 | 66.0 | 81.0 | 80.0 | 94.0 | 83.0 | 96.0 | 102.0 | 94.0 | 88.0 | 82.0 | 74.0 | 77.0 | 94.0 | 88.0 | 141.9 |

(B) PERMANENT EMIGRATION FROM CENTRAL AND EASTERN EUROPE

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
|---------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| BULGARIA | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 218.0 | 87.9 | 40.3 | 68.0 | 66.4 | 64.6 | 55.0 | 62.0 | - | - | - |
| CZECH REPUBLIC (4) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2.0 | 11.8 | 11.2 | 7.3 | 7.4 | 0.3 | 0.5 | 0.7 | 0.8 | 1.2 | 1.1 |
| POLAND (5) | 22.7 | 23.8 | 32.1 | 26.2 | 17.4 | 20.5 | 29.0 | 36.4 | 36.3 | 26.6 | 18.4 | 21.0 | 18.1 | 21.3 | 25.9 | 26.3 | 21.3 | 20.2 | 22.2 | 21.5 |
| ROMANIA (6) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 41.4 | 96.9 | 44.2 | 31.2 | 18.4 | 17.1 | 25.7 | 21.5 | 19.9 | 17.5 | 12.6 |
| YUGOSLAVIA | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 26.4 | 69.6 | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| ESTONIA | - | - | - | - | - | 24.3 | - | - | - | 19.6 | 12.4 | 13.2 | 37.4 | 16.2 | 9.2 | 9.8 | 7.2 | 4.5 | 3.0 | - |
| LATVIA | - | - | - | - | - | 42.0 | - | - | - | 39.1 | 32.8 | 25.5 | 53.1 | 32.0 | 21.9 | 13.3 | 10.0 | 9.7 | 6.3 | 3.7 |
| LITHUANIA | - | - | - | - | - | 41.0 | - | - | - | 36.1 | 23.8 | 20.7 | 28.9 | 16.0 | 4.2 | 3.8 | 3.9 | 2.5 | 2.1 | 1.4 |
| HUNGARY (7) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 24.9 | - | - | - | - | - | 23.4 | 19.5 | 1.8 | 1.3 | 1.4 |
| SLOVAK REPUBLIC (8) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 7.4 | 0.2 | 0.1 | 0.2 | 0.6 | 0.7 | 0.6 |
| UKRAINE (9) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 266.6 | 307.0 | 345.7 | - | - | - | - | - |
| RUSSIA (10) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 739.0 | 729.0 | 675.0 | 673.0 | 483.0 | 337.0 | 340.0 | 388.0 | 233.0 | 213.4 | 215.0 |
| BELARUS (11) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 140.0 | 84.0 | 61.0 | 54.0 | 55.0 | 35.0 | - | - | - | 13.2 |
| FYR MACEDONIA | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.8 | 0.5 | 0.4 | 0.2 | 0.3 | - | - |
| CROATIA (12) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 8.6 | 8.9 | 9.2 | 10.2 | 15.4 | 10.0 | - | - | - |

Sources: Eurostat, Council of Europe, OECD SOPEMI Correspondents, National Statistical Offices

NOTES:

1. Data includes registered exits of asylum seekers. From 1991 includes former East Germany.
2. Some foreign citizens (in particular from other Nordic countries) are not included.
3. Exits of foreigners with annual residence permits (including, up to 31 December 1982, some holders of permits of durations below 12 months) and holders of settlement permits (permanent permits).
4. Includes only emigrants who report their departure.
5. Include flows between the Czech and Slovak Republics from 1990 onwards.
6. Only persons who register their intention to establish a permanent residence abroad with the authorities are included in statistics.
7. Persons who already settled their permanent residence abroad (documented).
8. 1997 figure - Source: HCSO. Data refer to foreigners with long-term resident permits or immigration permits, except for foreigners with labour permits.
9. Includes the flow from the Slovak to the Czech Republic and thus the notable difference between the 1993 and 1994 figures reflects the vast decline in emigration to the Czech Republic.
10. Ministry of Internal Affairs, Ministry of Statistics, in IOM, 1997 and ICMPD 1997.
11. State Committee on Statistics and Ministry of Interior, in IOM, 1997.
12. Ministry of Statistics and Analysis, Ministry of Interior, in IOM, 1997.
13. Includes only emigrants who report their departure.

TABLE 8
NET POPULATION FLOWS OF SELECTED EUROPEAN COUNTRIES

(A) NET FLOWS OF FOREIGN POPULATION TO/FROM WESTERN EUROPE, 1980-99 (thousands)

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | Net Total (Dates shown) |
|-------------|-------|------|--------|--------|--------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|----------------------------|
| BELGIUM | 23.7 | 17.5 | 13.8 | 14.8 | 18.8 | 20.8 | 23.0 | 23.9 | 19.5 | 26.1 | 33.8 | 38.3 | 34.6 | 31.2 | 33.4 | 20.0 | 29.9 | 14.7 | 18.5 | 21.3 | 477.6 |
| DENMARK | 2.6 | 3.4 | 5.0 | 6.8 | 4.0 | 10.0 | 11.5 | 7.1 | 2.8 | 4.4 | 8.2 | 11.5 | 11.7 | 11.2 | 11.2 | 27.9 | 17.4 | 11.9 | 11.0 | 11.6 | 191.2 |
| FINLAND | 1.1 | 1.3 | 1.5 | 1.8 | 1.8 | 1.6 | 1.5 | 1.6 | 2.1 | 3.2 | 5.6 | 11.2 | 8.9 | 9.4 | 6.1 | 5.8 | 4.5 | 6.6 | 6.6 | 5.9 | 88.1 |
| GERMANY | 246.5 | 86.5 | -110.9 | -148.5 | -211.8 | 33.3 | 131.7 | 139.3 | 289.5 | 332.5 | 376.0 | 423.0 | 593.3 | 279.8 | 152.5 | 225.3 | 148.2 | -21.8 | -33.5 | 118.2 | 3049.1 |
| ICELAND | 0.1 | 0.1 | 0.2 | 0.2 | 0.0 | 0.0 | 0.1 | 0.5 | 1.0 | 0.0 | 0.1 | 0.7 | -0.4 | 0.0 | -0.1 | 0.2 | 0.6 | 0.6 | 1.1 | 1.0 | 6.0 |
| ITALY | 88.3 | 91.5 | 100.1 | 98.3 | 86.9 | 73.7 | 68.6 | 99.1 | 80.6 | 75.4 | 89.6 | 64.6 | 65.5 | - | - | 59.8 | 134.7 | 125.2 | 119.2 | - | 1521.1 |
| LUXEMBOURG | 1.4 | 0.4 | -0.3 | 0.0 | 0.5 | 0.8 | 1.9 | 2.4 | 3.0 | 2.8 | 4.0 | 4.2 | 4.3 | 4.3 | 4.0 | 4.6 | 3.6 | 3.8 | 4.1 | 4.7 | 54.5 |
| NETHERLANDS | 56.2 | 25.4 | 12.8 | 8.4 | 10.3 | 22.0 | 29.2 | 40.0 | 36.9 | 43.9 | 60.7 | 63.0 | 60.3 | 65.4 | 45.7 | 45.3 | 54.6 | 54.8 | 60.4 | 57.7 | 853.0 |
| NORWAY | 4.5 | 5.9 | 6.8 | 5.1 | 5.2 | 7.4 | 8.1 | 15.2 | 13.7 | 7.8 | 5.9 | 7.7 | 9.1 | 11.8 | 8.3 | 7.5 | 7.2 | 12.0 | 14.7 | 19.5 | 183.4 |
| PORTUGAL | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 8.8 | - | - | 3.4 | - | - | 10.4 | 22.6 |
| SWEDEN | 13.6 | 6.6 | 5.2 | 4.9 | 11.5 | 13.9 | 18.6 | 25.5 | 32.7 | 45.8 | 37.0 | 28.9 | 26.3 | 40.0 | 59.0 | 20.7 | 14.8 | 17.9 | 21.5 | 21.0 | 465.4 |
| SWITZERLAND | 6.8 | 16.3 | 12.1 | -3.4 | 3.0 | 5.1 | 14.0 | 17.7 | 20.3 | 22.9 | 41.8 | 43.4 | 31.7 | 32.8 | 27.5 | 20.4 | 6.6 | 1.7 | 15.9 | 27.7 | 364.3 |
| UK | 28.0 | 24.0 | 32.0 | 45.0 | 45.0 | 56.0 | 49.0 | 33.0 | 33.0 | 63.0 | 65.0 | 48.0 | 22.4 | 32.0 | 51.0 | 80.0 | 85.0 | 94.0 | 133.0 | 189.9 | 1208.3 |

(B) TOTAL NET FLOWS OF POPULATION TO/FROM CENTRAL AND EASTERN EUROPE, 1990-99

| | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
|-----------------|------|-------|-------|-------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|
| BELARUS | - | - | - | - | -0.5 | 3.9 | 12.9 | 14.7 | 19.9 | 17.6 |
| CROATIA | - | - | - | - | 23.3 | 26.6 | 34.6 | 33.8 | 44.2 | 18.6 |
| CZECH REPUBLIC | - | - | - | - | 9.9 | 10.0 | 10.1 | 12.0 | 9.5 | 8.8 |
| ESTONIA | -4.0 | -8.0 | -33.8 | -13.8 | -7.6 | -8.2 | -5.7 | -2.5 | -1.5 | -0.6 |
| FYR MACEDONIA | - | - | - | - | 3.0 | 1.7 | 1.2 | 1.0 | 0.8 | 1.0 |
| HUNGARY | - | - | - | - | 9.1 | 10.2 | 7.0 | 12.5 | 15.4 | 16.8 |
| LATVIA | -0.5 | -10.8 | -46.9 | -27.9 | -18.8 | -10.5 | -7.3 | -6.8 | -3.2 | -1.8 |
| LITHUANIA | -8.8 | -8.9 | -22.2 | -13.1 | -2.6 | -1.8 | -0.9 | 0.1 | 0.5 | 1.3 |
| MOLDOVA | - | - | - | - | -5.0 | -4.0 | -16.5 | -15.4 | -3.2 | -4.8 |
| POLAND | - | - | -11.3 | -15.5 | -19.0 | -18.2 | -13.1 | -11.8 | -13.3 | -14.0 |
| ROMANIA | - | - | - | - | -16.3 | -21.2 | -19.5 | -13.3 | -5.6 | -2.5 |
| RUSSIA | - | - | - | - | 809.6 | 502.5 | 343.5 | 349.0 | 300.2 | 165.0 |
| SLOVAK REPUBLIC | - | - | - | - | 4.8 | 2.8 | 2.3 | 1.7 | 1.3 | 1.5 |
| SLOVENIA | - | - | - | - | 0.9 | 2.5 | 6.5 | 2.4 | -2.1 | 2.3 |
| UKRAINE | - | - | - | - | -143.2 | -94.8 | - | - | - | - |

Sources: Eurostat, Council of Europe, OECD SOPEMI Correspondents, National Statistical Offices

Notes:
See Table 6 and 7.

TABLE 9
POPULATION MOVEMENTS IN THE CIS COUNTRIES IN 1989-1997 (1)

| | Thousands |
|-----------------------------------------------------|-----------|
| CIS refugees and persons in refugee-like situations | 2426 |
| Non-CIS refugees and asylum seekers | 156 |
| Internally displaced persons | 2890 |
| Repatriants | 4689 |
| Formerly deported peoples | 1208 |
| Ecological migrants (2) | 739 |

Source: IOM, 1999

Note

1. These figures are approximations owing to the existence of significant differences in definition and registration systems between CIS countries.
2. 1989-96 only.

TABLE 10
EMIGRATION FROM RUSSIA, 1989-1997

| COUNTRY | THOUSANDS | | | | | | | | | |
|-------------------------------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--|
| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | |
| CIS & BALTIC STATES TOTAL | 691.7 | 625.8 | 587.2 | 570.0 | 369.1 | 231.8 | 229.3 | 291.6 | 149.5 | |
| NON CIS / BALTIC STATES TOTAL | 47.6 | 103.6 | 88.3 | 102.9 | 113.9 | 105.4 | 110.3 | 96.7 | 83.5 | |
| GERMANY | 20.6 | 33.8 | 33.9 | 62.7 | 73.0 | 69.5 | 79.6 | 64.4 | 48.4 | |
| GREECE | 1.8 | 4.2 | 2.1 | 1.9 | - | - | - | - | - | |
| ISRAEL | 22.0 | 61.0 | 38.8 | 22.0 | 20.4 | 17.0 | 15.2 | 14.3 | 12.9 | |
| USA | 0.7 | 2.3 | 11.0 | 13.2 | 14.9 | 13.8 | 10.7 | 12.3 | 9.1 | |
| OTHERS | 2.5 | 3.0 | 2.5 | 3.1 | 5.6 | 5.1 | 4.8 | 5.7 | 10.6 | |

Source: Population and Society. Information Bulletin for the Centre of Demography and Population Ecology (Oct 1994) and State Committee on Statistics and Ministry of the Interior in IOM, 1997.

TABLE 11
PERCENTAGE OF TOTAL IMMIGRATION/EMIGRATION BY PREVIOUS/NEXT RESIDENCE (1)

| | Immigration | | | | Emigration | | | |
|------------------------|-------------|------------|--------|---------------|------------|------------|--------|---------------|
| | EU & EFTA | C&E Europe | Europe | Rest of World | EU & EFTA | C&E Europe | Europe | Rest of World |
| Albania ² | - | - | - | - | 83.0 | - | 92.5 | 7.5 |
| Austria | 28.0 | 43.3 | 81.0 | 19.0 | 29.9 | 45.4 | 82.4 | 17.6 |
| Belgium ³ | 8.5 | 0.1 | 8.6 | 91.4 | 19.2 | 0.4 | 19.8 | 80.2 |
| Cyprus ⁴ | 50.5 | - | 65.7 | 34.3 | - | - | - | - |
| Denmark | 43.7 | 10.1 | 59.0 | 41.0 | 49.7 | 6.2 | 61.0 | 39.0 |
| Estonia ⁵ | 8.8 | 87.5 | 96.3 | 3.7 | 13.3 | 84.2 | 97.5 | 2.5 |
| Finland | 44.1 | 27.7 | 74.6 | 25.4 | 77.7 | 5.9 | 84.5 | 15.5 |
| Germany | 22.5 | 36.2 | 65.9 | 34.1 | 28.0 | 41.5 | 76.2 | 23.8 |
| Greece | 25.5 | 14.6 | 70.8 | 29.2 | - | - | - | - |
| Iceland | 72.3 | 10.6 | 83.4 | 16.6 | 83.6 | 1.9 | 86.1 | 13.9 |
| Ireland | - | - | 54.5 | 45.5 | - | - | 66.9 | 33.1 |
| Italy ⁶ | 15.4 | 27.2 | 43.0 | 57.0 | 62.2 | 5.6 | 69.4 | 30.6 |
| Latvia ⁷ | 4.9 | 87.5 | 92.4 | 7.6 | 5.2 | 87.0 | 92.2 | 7.8 |
| Lithuania ⁸ | 2.0 | 93.1 | 95.2 | 4.8 | 6.8 | 78.1 | 84.9 | 15.1 |
| Netherlands | 32.1 | 6.0 | 44.5 | 55.5 | 50.0 | 3.3 | 56.6 | 43.4 |
| Norway | 54.5 | 7.7 | 63.9 | 36.1 | 56.1 | 5.7 | 62.6 | 37.4 |
| Portugal | 60.2 | 3.0 | 63.5 | 36.5 | 95.0 | 1.1 | 96.1 | 3.9 |
| Romania ⁷ | - | - | - | - | 67.8 | 10.9 | 79.5 | 20.5 |
| Slovenia ⁹ | 16.7 | 0.6 | 93.7 | 6.3 | 58.2 | 0.2 | 89.3 | 10.7 |
| Spain | 46.1 | 2.4 | 50.0 | 50.0 | 1.8 | 0.3 | 2.1 | 97.9 |
| Sweden | 35.1 | 19.3 | 57.2 | 42.8 | 60.8 | 5.8 | 67.5 | 32.5 |
| United Kingdom | 33.7 | 2.1 | 37.9 | 62.1 | 34.2 | 3.1 | 38.7 | 61.3 |

Source: Eurostat

Notes:

1. All figures refer to 1997 unless otherwise stated.

4. 1992.

5. 1994.

6. 1996.

7. 1995.

8. Immigration 1994, emigration 1995.

9. Immigration 1995, emigration 1994.

TABLE 12
STOCKS OF FOREIGN LABOUR IN SELECTED EUROPEAN COUNTRIES, 1980-2000 (thousands)

| (A) WESTERN EUROPE (1) | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|--------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|-------|
| AUSTRIA (2) | 174.7 | 171.8 | 156.0 | 145.3 | 138.7 | 140.2 | 146.0 | 147.4 | 150.9 | 167.4 | 217.6 | 266.5 | 273.9 | 277.5 | 291.0 | 316.8 | 319.7 | 318.9 | 324.8 | 333.6 | - |
| BELGIUM (3) | - | - | - | 190.6 | 182.5 | 179.7 | 179.2 | 176.6 | 179.4 | 196.4 | - | 290.4 | 337.3 | - | - | 328.8 | 343.8 | - | - | - | - |
| DENMARK (4) | - | - | - | 51.9 | 53.6 | 56.5 | 60.1 | 62.7 | 65.1 | 66.9 | 68.8 | 71.2 | 74.0 | 77.7 | 80.3 | 83.8 | 87.9 | 106.4 | 116.6 | - | - |
| FINLAND (5) | 4.5 | 4.8 | 5.3 | 5.5 | 6.0 | 6.8 | 6.4 | 7.2 | 8.0 | 10.0 | 13.0 | 14.0 | 14.7 | 15.2 | 22.6 | 25.5 | 29.7 | 32.5 | 36.0 | 37.2 | - |
| FRANCE (6) | 1458.2 | 1427.1 | 1503.0 | 1574.8 | 1658.2 | 1649.2 | 1555.7 | 1524.9 | 1557.0 | 1593.8 | 1549.5 | 1506.0 | 1517.8 | 1541.5 | 1593.9 | 1573.3 | 1604.7 | 1569.8 | - | - | - |
| GERMANY (7) | 2015.6 | 1917.2 | 1785.5 | 1709.1 | 1608.1 | 1586.6 | 1600.2 | 1610.8 | 1656.0 | 1730.8 | 1837.7 | 1972.9 | 2103.9 | 2183.6 | 2140.5 | 2128.7 | 2067.7 | 2001.8 | 1987.5 | - | - |
| GREECE (8) | - | - | - | - | - | - | - | 24.9 | 23.9 | 21.6 | 23.2 | 24.2 | 33.1 | 29.0 | 26.2 | 27.4 | 28.7 | 29.4 | - | - | - |
| IRELAND (9) | - | - | - | - | - | 34.0 | 33.0 | 33.0 | 35.0 | 33.0 | 34.0 | 39.3 | 40.4 | 37.3 | 34.5 | 42.1 | 43.4 | - | - | - | 59.9 |
| ITALY | - | - | - | - | - | - | - | - | 187.8 | 153.4 | 380.9 | 464.6 | 507.5 | 525.5 | 474.6 | 332.2 | 580.6 | 539.8 | 614.0 | 747.6 | - |
| LUXEMBOURG (10) | 51.9 | 52.2 | 52.3 | 53.8 | 53.0 | 55.0 | 58.7 | 63.7 | 69.4 | 76.2 | 84.7 | 92.6 | 98.2 | 101.0 | 106.3 | 111.8 | 117.8 | 124.8 | 134.6 | 145.7 | 150.2 |
| NETHERLANDS (11) | 188.1 | 192.7 | 185.2 | 173.7 | 168.8 | 165.8 | 169.0 | 175.7 | 176.0 | 192.0 | 197.0 | 214.0 | 229.0 | 219.0 | 216.0 | 221.0 | 218.0 | 208.0 | 235.0 | - | - |
| NORWAY (12) | - | - | - | - | - | - | - | - | 49.5 | 47.7 | 46.3 | 46.3 | 46.6 | 47.9 | 50.3 | 51.9 | - | - | - | - | - |
| PORTUGAL (8) | - | - | - | - | - | - | - | 33.4 | 35.2 | - | 36.9 | 39.9 | 59.2 | 63.1 | 77.6 | 84.3 | 86.8 | 87.9 | - | - | 91.6 |
| SPAIN (13) | - | - | - | - | - | - | - | - | 58.2 | 69.9 | 85.4 | 171.0 | 139.4 | 115.4 | 121.8 | 138.7 | 161.9 | 176.0 | 190.5 | 172.8 | - |
| SWEDEN (14) | 234.1 | 233.5 | 227.7 | 221.6 | 219.2 | 216.1 | 214.9 | 214.9 | 220.2 | 237.0 | 246.0 | 241.0 | 233.0 | 221.0 | 213.0 | 220.0 | 218.0 | 220.0 | 219.0 | - | - |
| SWITZERLAND (15) | 501.2 | 515.1 | 526.2 | 529.8 | 539.3 | 549.3 | 566.9 | 587.7 | 607.8 | 631.8 | 669.8 | 702.4 | 716.7 | 725.8 | 740.3 | 728.7 | 709.1 | 692.8 | 691.1 | 701.2 | - |
| TURKEY | - | - | - | - | - | - | 5.5 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 16.3 | 21.0 | 23.4 | - | - |
| UNITED KINGDOM (16) | - | - | - | - | 744.0 | 808.0 | 815.0 | 815.0 | 871.0 | 914.0 | 882.0 | 828.0 | 902.0 | 862.0 | 864.0 | 862.0 | 865.0 | 949.0 | 1039.0 | 1005 | - |
| (B) CENTRAL AND EASTERN EUROPE | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
| ALBANIA | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.4 | 0.7 | - | - | - |
| BULGARIA | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1.8 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| CZECH REPUBLIC(17) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 95.5 | 29.8 | 14.5 | 51.6 | 72.1 | 111.9 | 143.2 | 130.7 | 111.2 | - | - |
| HUNGARY (18) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 30.9 | 28.9 | 31.2 | 15.7 | 17.9 | 20.1 | 21.0 | 19.2 | 14.0 | 21.4 | - | - |
| ROMANIA (19) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.7 | 1.3 | - | 1.8 | 2.5 | 3.2 | 3.9 | 4.7 | - | - | - |
| SLOVAK REPUBLIC (20) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2.7 | 2.7 | 2.8 | - | - | - | - |
| RUSSIA (21) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 292.2 | 241.5 | - | - | - |

Sources: OECD SOPEMI Correspondents, National Statistical Offices

NOTES:

1. Includes the unemployed, except in Benelux and the U.K. Frontier and seasonal workers are excluded unless otherwise stated.
2. Annual average. Work permits delivered plus permits still valid. Figures may be over-estimated because some persons hold more than one permit. Self-employed are excluded. Data for 1990 and 1991 have been adjusted to correct for a temporary over-issue of work permits relative to the number of jobs held by foreigners, between August 1990 and June 1991.
3. Excludes the unemployed and self-employed.
4. Data from population registers and give the count as of the end of November each year except December (end of December).
5. Estimate, assuming activity rates of the 1980s (slightly under 50%).
6. Data as of March each year derived from the labour force survey.
7. Data as of 30 September each year. Includes frontier workers but not the self-employed. Refers to Western Germany.
8. Excludes the unemployed.
9. 1991 data excludes the unemployed.
10. Data as of 1 October each year. Foreigners in employment, including apprentices, trainees and frontier workers. Excludes the unemployed.
11. Estimates as of 31 March, including frontier workers, but excluding the self-employed and their family members as well as the unemployed.
12. Excludes unemployed. Data are for the second quarter.
13. Data derived from the annual labour force survey.
14. 1990-92 data corrected.
15. Data as of 31 December each year. Numbers of foreigners with annual residence permits (including up to 31 December 1982, holders of permits of durations below 12 months) and holders of settlement permits (permanent permits) who engage in gainful activity.
16. Excludes the unemployed.
17. Former CSFR until 1992. Data refer to stock on 31/12 except for 1992 and 1996 (30/6). Source Federal Ministry of the Interior and Ministry of Labour and Social Affairs, in OECD, 1997. Includes those from the Slovak Republic (1993 onwards). 1997 data as of 30/6.
18. 1996 figure for first half of year. Valid work permits.
19. Total work permit holders.
20. Total work permit holders, Ministry of Labour and Slovak Employment Service in OECD, 1997.
21. Source: Federal Migration Service, 1998.

TABLE 13
INFLOWS OF FOREIGN LABOUR INTO SELECTED EUROPEAN COUNTRIES, 1981-1999 (thousands)

| (A) WESTERN EUROPE | (8) | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
| AUSTRIA (1) | - | - | 31.4 | 32.4 | 34.0 | 18.0 | 15.3 | 17.4 | 37.2 | 103.4 | 62.6 | 57.9 | 37.7 | 27.1 | 15.4 | 16.3 | 15.1 | 15.4 | 18.3 |
| BELGIUM | 3.5 | 2.3 | 1.8 | 1.7 | 1.9 | 2.2 | 2.4 | 2.8 | 3.7 | - | 5.1 | 4.4 | 4.3 | 4.1 | 2.7 | 2.2 | 2.5 | - | - |
| DENMARK (2) | - | - | - | - | - | - | - | 3.1 | 2.7 | 2.8 | 2.4 | 2.4 | 2.1 | 2.1 | 2.2 | 2.7 | 3.1 | 3.2 | - |
| FRANCE | 33.4 | 97.0 | 17.3 | 10.8 | 9.7 | 9.9 | 10.7 | 12.7 | 15.6 | 22.4 | 25.6 | 42.3 | 24.4 | 18.3 | 13.1 | 11.5 | - | - | - |
| GERMANY | 43.9 | 25.9 | 24.4 | 27.5 | 33.4 | 37.2 | 48.1 | 60.4 | 84.8 | 138.6 | 241.8 | 408.9 | 325.6 | 221.2 | 270.8 | 262.5 | 285.3 | 275.5 | 433.7 |
| IRELAND (3) | - | - | - | - | - | - | - | - | 2.5 | 3.4 | 3.8 | 3.6 | 4.3 | 4.3 | 4.3 | 3.8 | 4.5 | 5.6 | 6.3 |
| LUXEMBOURG (4) | - | - | 3.9 | 4.1 | 6.9 | 8.4 | 10.5 | 12.6 | 14.7 | 16.9 | 16.9 | 15.9 | 15.5 | 16.2 | 16.5 | 18.3 | 18.6 | 22.0 | - |
| SPAIN (5) | - | - | - | - | - | - | 52.3 | 45.5 | 47.9 | 51.2 | 126.1 | 95.0 | 92.7 | 88.6 | 100.3 | 126.4 | 86.8 | 85.5 | 91.6 |
| SWITZERLAND (6) | 35.3 | 33.1 | 24.2 | 25.0 | 25.4 | 29.4 | 33.6 | 34.7 | 37.1 | 46.7 | 46.3 | 39.7 | 31.5 | 28.6 | 27.1 | 24.5 | - | 26.4 | 31.5 |
| UK (7) | - | - | - | - | - | 35.0 | 40.3 | 45.5 | 53.4 | 55.0 | 50.5 | 35.4 | 37.1 | 45.0 | 51.0 | 50.0 | 59.0 | 68.0 | 127.0 |
| (B) CENTRAL AND EASTERN EUROPE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
| BULGARIA (9) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.1 | 0.1 | - | 0.1 | 0.3 | 0.3 | 0.2 | 0.2 | 0.2 |
| CZECH REPUBLIC (10) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 47.5 | - | - | - |
| HUNGARY (11) | - | - | - | - | - | - | - | - | 30.9 | 28.9 | 31.2 | 15.5 | 19.5 | 18.6 | 18.4 | 14.5 | 18.0 | 22.6 | - |
| POLAND (12) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 4.3 | 12.0 | 9.6 | 11.0 | 10.5 | 13.7 | 17.5 | - | - |
| ROMANIA (13) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.7 | 0.6 | 0.5 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 1.0 | 1.3 | 1.5 |
| SLOVAK REPUBLIC (14) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 4.5 | 3.0 | 3.3 | 3.8 | 3.7 | 2.5 |

Sources: OECD SOPEMI Correspondents, National Statistical Offices

NOTES:

1. Data for all years covers initial work permits for both direct inflow from abroad and for first participation in the Austrian labour market of foreigners already in the country. Owing to a change in administrative practice, data from 1986 onwards are not comparable to the previous years. There is a break in the series from 1994 as a result of Austria's entry into the EEA. From 1994 onwards, only citizens of non-EU countries need a work permit.
2. Residence permits issued for employment. Nordic citizens are not included.
3. Work permits issued and renewed for non-EU nationals.
4. Data cover both arrivals of foreign workers and residents admitted for the first time to the labour market.
5. Work permits granted. 1999 provisional.
6. Seasonal and frontier workers are not taken included.
7. Data from the Labour Force Survey.
8. As from 1st January 1994, citizens of EEA countries such as Austria, Iceland, Sweden, Norway and Finland no longer require work permits to work in EU countries.
9. Work permits, new and extensions.
10. Valid labour permits issued for foreigners.
11. 1994 figure shows data for the period 1/1/92 to 30/6/94, from Council of Europe, Nov 1994. Work permits are issued for a maximum of one year. 1997 figure source - Hungarian National Labour Centre.
12. Numbers of Individual work permits.
13. New work permits issued to foreign citizens.
14. Work permits granted. Czech nationals do not need work permits in Slovakia.

TABLE 14

FOREIGN POPULATION FROM CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN COUNTRIES IN EU AND EFTA COUNTRIES

| | Total | Former USSR | Poland | Hungary | Other |
|----------------------|--------|-------------|--------|---------|--------|
| Belgium | 13636 | 2863 | 6034 | 966 | 3773 |
| Denmark | 11513 | 4355 | 5457 | 366 | 1335 |
| Germany | 729802 | 253957 | 283312 | 52029 | 140504 |
| Greece ² | 41333 | 19814 | 5027 | 573 | 15919 |
| Spain | 14078 | 3549 | 5496 | 298 | 4735 |
| France ³ | 63039 | 4661 | 47127 | 2736 | 8515 |
| Italy | 106387 | 7404 | 16614 | 2374 | 79995 |
| Netherlands | 15115 | 6280 | 5680 | 1275 | 1880 |
| Austria ⁴ | 65281 | 2112 | 18321 | 10556 | 34292 |
| Portugal | 1598 | 775 | 186 | 91 | 546 |
| Finland | 31804 | 30180 | 684 | 454 | 486 |
| Sweden | 32631 | 8298 | 15842 | 2925 | 5566 |
| United Kingdom | 67000 | 23000 | 25000 | 3000 | 16000 |
| Iceland | 1006 | 161 | 735 | 40 | 70 |
| Liechtenstein | 64 | 15 | 15 | 9 | 25 |
| Norway | 5550 | 2170 | 2259 | 219 | 902 |
| Switzerland | 23109 | 6384 | 4327 | 3645 | 8753 |

Source: Eurostat, 2000

1. All figures refer to 1998 unless otherwise stated. Figures do not include Former Yugoslavia.

2. 1997.

3. 1990.

4. 1991.

TABLE 15
ASYLUM APPLICATIONS IN SELECTED EUROPEAN COUNTRIES, 1980-2000 (thousands)

(A) WESTERN EUROPE

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|-------------------------|-------|------|------|------|------|------|------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| AUSTRIA | 9.3 | 34.6 | 6.3 | 5.9 | 7.2 | 6.7 | 8.7 | 11.4 | 15.8 | 21.9 | 22.8 | 27.3 | 16.2 | 4.7 | 5.1 | 5.9 | 7.0 | 6.7 | 13.8 | 20.1 | 18.3 |
| BELGIUM | 2.7 | 2.4 | 3.1 | 2.9 | 3.7 | 5.3 | 7.7 | 6.0 | 5.1 | 8.1 | 13.0 | 15.2 | 17.8 | 26.9 | 14.3 | 11.4 | 12.4 | 11.5 | 22.1 | 35.8 | 42.7 |
| DENMARK | 0.2 | 0.3 | 0.3 | 0.8 | 4.3 | 8.7 | 9.3 | 2.8 | 4.7 | 4.6 | 5.3 | 4.6 | 13.9 | 14.4 | 6.7 | 5.1 | 5.9 | 5.1 | 5.7 | 6.5 | 10.1 |
| FINLAND | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.2 | 2.5 | 2.1 | 3.6 | 2.0 | 0.8 | 0.8 | 0.7 | 1.0 | 1.3 | 3.1 | 3.2 |
| FRANCE | 18.8 | 19.8 | 22.5 | 14.3 | 15.9 | 25.8 | 23.4 | 24.8 | 31.6 | 60.0 | 56.0 | 46.5 | 28.9 | 27.6 | 26.0 | 20.2 | 17.2 | 20.0 | 22.4 | 30.9 | 38.6 |
| GERMANY | 107.8 | 49.4 | 37.2 | 19.7 | 35.3 | 73.9 | 99.7 | 57.4 | 103.1 | 121.0 | 193.0 | 256.0 | 438.2 | 322.6 | 127.2 | 127.9 | 116.4 | 104.3 | 98.6 | 95.1 | 78.8 |
| GREECE | - | - | - | 0.5 | 0.8 | 1.4 | 4.3 | 6.3 | 9.3 | 6.5 | 4.1 | 2.7 | 2.0 | 0.8 | 1.3 | 1.4 | 1.6 | 4.3 | 3.0 | 1.5 | 3.0 |
| IRELAND | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.1 | 0.4 | 0.4 | 1.2 | 3.8 | 4.6 | 7.7 | 10.9 |
| ITALY | - | - | - | 3.0 | 4.5 | 5.4 | 6.5 | 11.0 | 1.3 | 2.2 | 4.7 | 31.7 | 2.6 | 1.6 | 1.8 | 1.7 | 0.6 | 1.7 | 11.1 | 33.4 | 14.0 |
| LUXEMBOURG (1) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.1 | 0.2 | 0.1 | 0.2 | 0.1 | 0.2 | 0.3 | 0.4 | 0.9 | 2.9 | 0.6 |
| NETHERLANDS | 1.3 | 0.8 | 1.2 | 2.0 | 2.6 | 5.7 | 5.9 | 13.5 | 7.5 | 14.0 | 21.2 | 21.6 | 20.3 | 35.4 | 52.5 | 29.3 | 22.9 | 34.4 | 45.2 | 39.3 | 43.9 |
| NORWAY | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.2 | 0.3 | 0.9 | 2.7 | 8.6 | 6.6 | 4.4 | 4.0 | 4.6 | 5.2 | 12.9 | 3.4 | 1.5 | 1.8 | 2.3 | 8.4 | 10.2 | 10.3 |
| PORTUGAL | 1.6 | 0.6 | 0.4 | 0.6 | 0.4 | 0.1 | 0.3 | 0.5 | 0.4 | 0.2 | 0.1 | 0.3 | 0.7 | 2.1 | 0.6 | 0.5 | 0.3 | 0.3 | 0.4 | 0.3 | 0.2 |
| SPAIN | - | - | - | 1.4 | 1.1 | 2.3 | 2.3 | 2.5 | 3.3 | 4.0 | 8.6 | 8.1 | 11.7 | 12.6 | 12.0 | 5.7 | 4.7 | 5.0 | 6.8 | 8.4 | 7.0 |
| SWEDEN | - | - | - | 3.0 | 12.0 | 14.5 | 14.6 | 18.1 | 19.6 | 32.0 | 29.0 | 27.3 | 84.0 | 37.6 | 18.6 | 9.0 | 5.8 | 9.6 | 12.5 | 11.2 | 16.4 |
| SWITZERLAND | 6.1 | 5.2 | 7.1 | 7.9 | 7.5 | 9.7 | 8.6 | 10.9 | 16.7 | 24.4 | 36.0 | 41.6 | 18.0 | 24.7 | 16.1 | 17.0 | 18.0 | 23.9 | 41.3 | 46.1 | 17.7 |
| UNITED KINGDOM | 9.9 | 2.9 | 4.2 | 4.3 | 4.2 | 6.2 | 5.7 | 5.9 | 5.7 | 16.8 | 38.2 | 73.4 | 32.3 | 28.0 | 42.2 | 55.0 | 27.9 | 32.5 | 46.0 | 71.2 | 76.5 |
| TOTALS (Western Europe) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 320.3 | 438.7 | 563.2 | 695.5 | 554.2 | 329.1 | 293.1 | 244.5 | 266.8 | 344.1 | 423.7 | 392.2 |

(B) CENTRAL AND EASTERN EUROPE

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|---------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| CZECHOSLOVAKIA | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1.0 | 1.9 | 0.8 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| CZECH REPUBLIC | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1.8 | 2.0 | 0.8 | 2.2 | 1.1 | 1.4 | 2.2 | 2.1 | 4.1 | 7.3 | 8.8 |
| HUNGARY (2) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 17.4 | 18.3 | 53.4 | 16.2 | 5.4 | 3.4 | 5.9 | 1.3 | 1.1 | 7.4 | 11.5 | 7.8 |
| POLAND (3) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1.8 | 2.4 | 0.6 | 2.3 | 0.6 | 0.8 | 3.2 | 3.5 | 3.4 | 3.0 | 4.6 |
| BULGARIA (4) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.1 | 0.2 | - | 3.5 | 0.5 | 0.3 | 0.4 | 0.8 | 1.3 | 1.8 |
| SLOVAK REPUBLIC (5) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.1 | 0.1 | 0.2 | 0.4 | 0.4 | 0.7 | 0.5 | 1.3 | 1.6 |
| ROMANIA (6) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.5 | 0.7 | 1.2 | 0.6 | 1.4 | 1.2 | 1.7 | 1.4 |

Sources: UNHCR, IGC, various Ministries of the Interior

NOTES:

All figures include dependants except France and Spain which refer only to principal applicants.

1. Figures for 1988 and 1989 were less than 100. 1993-1995 data from Ministry of Foreign Affairs, in the 1995 report to the OECD by the Luxembourg SOPEMI Correspondent.

2. 1991 -1993 includes temporary protected persons from Former Yugoslavia.

3. 1993 figure includes temporary protected persons from Former Yugoslavia.

4. Number of applicants received between July 1993 and the end of May 1994. Source Council of Europe (Nov 1994).

5. Source: Ministry of Interior, in the 1995 report to the OECD by the Slovak Republic's SOPEMI Correspondent.

6. Analysed requests.

TABLE 16
ASYLUM APPLICATIONS IN EU AND EFTA COUNTRIES, 1985, 1992, 1999 and 2000

| | 1985 | | | 1992 | | | 1999 | | | 2000 | | |
|---------------------------------|------------------|------------------------------------------|-----------------------|------------------|------------------------------------------|-----------------------|------------------|------------------------------------------|-----------------------|------------------|------------------------------------------|-----------------------|
| | absolute figures | proportion of EU & EFTA total (per cent) | per 10,000 population | absolute figures | proportion of EU & EFTA total (per cent) | per 10,000 population | absolute figures | proportion of EU & EFTA total (per cent) | per 10,000 population | absolute figures | proportion of EU & EFTA total (per cent) | per 10,000 population |
| EU 15 | 159180 | 93.8 | 4.4 | 672380 | 96.7 | 18.3 | 352380 | 83.5 | 9.4 | 389590 | 93.3 | 10.3 |
| Austria | 6724 | 4.0 | 8.9 | 16238 | 2.3 | 20.6 | 20137 | 4.8 | 24.9 | 18280 | 4.4 | 22.5 |
| Belgium | 5387 | 3.2 | 5.5 | 17675 | 2.5 | 17.6 | 35778 | 8.5 | 35.0 | 42690 | 10.2 | 41.6 |
| Denmark | 8698 | 5.1 | 17.0 | 13884 | 2.0 | 26.9 | 6476 | 1.5 | 12.2 | 10080 | 2.4 | 18.8 |
| Finland | 18 | 0.0 | 0.0 | 3634 | 0.5 | 7.2 | 3106 | 0.7 | 6.0 | 3320 | 0.8 | 6.4 |
| France | 28925 | 17.0 | 5.2 | 28872 | 4.2 | 5.0 | 30830 | 7.3 | 5.2 | 38590 | 9.2 | 6.5 |
| Germany | 73832 | 43.5 | 9.5 | 438191 | 63.0 | 54.6 | 95113 | 22.5 | 11.6 | 78760 | 18.9 | 9.6 |
| Greece | 1400 | 0.8 | 1.4 | 2108 | 0.3 | 2.0 | 1528 | 0.4 | 1.5 | 3000 | 0.7 | 2.8 |
| Ireland | - | - | - | 40 | 0.0 | 0.1 | 7850 | 1.9 | 21.0 | 10920 | 2.6 | 28.9 |
| Italy | 5400 | 3.2 | 1.0 | 2590 | 0.4 | 0.5 | 18450 | 4.4 | 3.2 | 18000 | 4.3 | 3.1 |
| Luxembourg | 78 | 0.0 | 2.1 | 120 | 0.0 | 3.1 | 2930 | 0.7 | 68.3 | 590 | 0.1 | 13.4 |
| Netherlands | 5644 | 3.3 | 3.9 | 20346 | 2.9 | 13.4 | 39286 | 9.3 | 24.9 | 43890 | 10.5 | 27.5 |
| Portugal | 70 | 0.0 | 0.1 | 655 | 0.1 | 0.7 | 310 | 0.1 | 0.3 | 200 | 0.0 | 0.2 |
| Spain | 2300 | 1.4 | 0.6 | 11712 | 1.7 | 3.0 | 8410 | 2.0 | 2.1 | 7040 | 1.7 | 1.8 |
| Sweden | 14500 | 8.5 | 17.4 | 84018 | 12.1 | 97.2 | 11771 | 2.8 | 13.3 | 16370 | 3.9 | 18.4 |
| United Kingdom | 6200 | 3.7 | 1.1 | 32300 | 4.6 | 5.6 | 70410 | 16.7 | 11.9 | 97860 | 23.4 | 16.3 |
| EFTA 4 | 10530 | 6.2 | 9.7 | 23210 | 3.3 | 20.3 | 69800 | 16.5 | 58.8 | 27990 | 6.7 | 23.3 |
| Iceland | - | - | - | 15 | 0.0 | 0.6 | - | - | - | - | - | - |
| Liechtenstein | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 10 | 0.0 | 3.0 |
| Norway | 829 | 0.5 | 2.0 | 5238 | 0.8 | 12.3 | 9100 | 2.2 | 20.5 | 10320 | 2.5 | 22.9 |
| Switzerland | 9703 | 5.7 | 15.0 | 17960 | 2.6 | 26.2 | 60700 | 14.4 | 85.2 | 17660 | 4.2 | 24.5 |
| EEA (EU + (EFTA - Switzerland)) | 160010 | 94.3 | 4.4 | 677640 | 97.4 | 18.2 | 361480 | 85.6 | 9.5 | 399920 | 95.8 | 10.5 |
| EU 15 + EFTA 4 | 169710 | 100.0 | 4.6 | 695590 | 100.0 | 18.4 | 422180 | 100.0 | 10.9 | 417580 | 100.0 | 10.7 |

Source: Eurostat, IGC, UNHCR

Notes:

EEA, 1985, 1999 estimated

EFTA, 1985, 1999 estimated

EU15. 1985 estimated, 1999 provisional

Italy, 1999 provisional

Norway, 1999 estimated

Switzerland, 1999 estimated

TABLE 17
ASYLUM APPLICATIONS IN SELECTED EU AND EFTA COUNTRIES BY TOP 10 NATIONALITIES OF ORIGIN 1988 AND 1997

Absolute Figures

| | 1988 | Poland | Turkey | F Yugoslavia | Iraq | Turkey | F Yugoslavia | Iran | Sri Lanka | Romania | Lebanon | Hungary | Zaire | Ghana | Total Applications |
|----------------|-------|--------|--------|--------------|------|--------|--------------|------|-----------|---------|---------|---------|-------|-------|--------------------|
| Total | 41024 | 33943 | 234511 | 17015 | 7885 | 7072 | 6380 | 5862 | 5465 | 5024 | 216711 | | | | |
| Belgium | 171 | 346 | 321 | 206 | 36 | 69 | 60 | 46 | 461 | 1145 | 4510 | | | | |
| Denmark | 594 | 87 | 13 | 827 | 605 | 228 | 34 | 3 | 23 | 4668 | | | | | |
| Germany | 29023 | 14873 | 20812 | 7867 | 3383 | 2834 | 4233 | 1996 | 0 | 1304 | 103076 | | | | |
| Spain | 2086 | 0 | 0 | 819 | 0 | 121 | 0 | 100 | 0 | 95 | 4516 | | | | |
| France | 1040 | 6735 | 267 | 324 | 1498 | 658 | 40 | 58 | 4255 | 1240 | 34352 | | | | |
| Netherlands | 461 | 381 | 121 | 641 | 404 | 155 | 239 | 165 | 448 | 920 | 7486 | | | | |
| Austria | 6670 | 644 | 477 | 613 | 1 | 2134 | 141 | 2610 | 5 | 12 | 15790 | | | | |
| Portugal | 7 | 0 | 3 | 10 | 0 | 1 | 0 | 2 | 2 | 252 | | | | | |
| Sweden | 609 | 869 | 609 | 5022 | 42 | 862 | 10 | 831 | 0 | 0 | 19595 | | | | |
| United Kingdom | 70 | 335 | 10 | 395 | 400 | 10 | 150 | 20 | 155 | 170 | 5740 | | | | |
| Switzerland | 293 | 9673 | 818 | 291 | 1516 | 161 | 529 | 0 | 136 | 113 | 16726 | | | | |

| | 1997 | F Yugoslavia | Iraq | Turkey | F Soviet Union | Afghanistan | Sri Lanka | Romania | Somalia | Iran | DR Congo | Total Applications |
|----------------|-------|--------------|-------|--------|----------------|-------------|-----------|---------|---------|------|----------|--------------------|
| Total | 40209 | 31288 | 23404 | 19720 | 13433 | 11421 | 9008 | 7570 | 7249 | 6399 | 255495 | |
| Belgium | 1736 | 232 | 444 | 1481 | 116 | 143 | 601 | 122 | 95 | 1244 | 11788 | |
| Denmark | 711 | 831 | 87 | 334 | 264 | 150 | 35 | 1164 | 158 | 11 | 5100 | |
| Germany | 17471 | 14088 | 16840 | 10793 | 4735 | 3989 | 794 | 898 | 3838 | 1920 | 104353 | |
| Spain | 831 | 44 | 5 | 474 | 35 | 10 | 1515 | 55 | 168 | 114 | 4975 | |
| France | 1021 | 213 | 1367 | 833 | 120 | 1582 | 5140 | 0 | 0 | 1187 | 21416 | |
| Netherlands | 3788 | 9641 | 1135 | 1957 | 5920 | 1497 | 75 | 1280 | 1253 | 592 | 34443 | |
| Austria | 1025 | 1585 | 477 | 104 | 766 | 49 | 50 | 72 | 656 | 0 | 6991 | |
| Portugal | 0 | 3057 | 1 | 31 | 1 | 0 | 42 | 1 | 11 | 0 | 289 | |
| Sweden | 3088 | 3057 | 208 | 612 | 176 | 34 | 37 | 364 | 356 | 36 | 9678 | |
| United Kingdom | 2230 | 1075 | 1445 | 1995 | 1085 | 1830 | 605 | 2730 | 585 | 690 | 32500 | |
| Switzerland | 9056 | 522 | 1395 | 1106 | 215 | 2137 | 114 | 884 | 129 | 605 | 23982 | |

Proportion of Total Asylum Applications for each reporting country (per cent)

| | 1988 | Poland | Turkey | F Yugoslavia | Iraq | Turkey | F Soviet Union | Afghanistan | Sri Lanka | Romania | Lebanon | Hungary | Zaire | Ghana | Total Applications |
|----------------|------|--------|--------|--------------|------|--------|----------------|-------------|-----------|---------|---------|---------|-------|-------|--------------------|
| Total | 18.9 | 15.7 | 10.8 | 7.9 | 3.6 | 3.3 | 2.9 | 2.7 | 2.5 | 2.3 | 100.0 | | | | |
| Belgium | 3.8 | 7.7 | 7.1 | 4.6 | 0.8 | 1.5 | 1.3 | 1.0 | 10.2 | 25.4 | 100.0 | | | | |
| Denmark | 12.7 | 1.9 | 0.3 | 17.7 | 13.0 | 5.7 | 4.9 | 0.7 | 0.1 | 0.5 | 100.0 | | | | |
| Germany | 28.2 | 14.4 | 20.2 | 7.6 | 3.3 | 2.6 | 4.1 | 1.9 | 0.0 | 1.3 | 100.0 | | | | |
| Spain | 46.2 | 0.0 | 0.0 | 18.1 | 0.0 | 2.7 | 0.0 | 2.2 | 0.0 | 2.1 | 100.0 | | | | |
| France | 3.0 | 19.6 | 0.8 | 0.9 | 4.4 | 1.9 | 0.1 | 0.2 | 12.4 | 3.6 | 100.0 | | | | |
| Netherlands | 6.2 | 5.1 | 1.6 | 8.6 | 5.4 | 2.1 | 3.2 | 2.2 | 6.0 | 12.3 | 100.0 | | | | |
| Austria | 42.2 | 4.1 | 3.0 | 3.9 | 0.0 | 13.5 | 0.9 | 16.5 | 0.0 | 0.1 | 100.0 | | | | |
| Portugal | 2.8 | 0.0 | 1.2 | 4.0 | 0.0 | 0.4 | 0.0 | 0.8 | 0.8 | 0.8 | 100.0 | | | | |
| Sweden | 3.1 | 4.4 | 3.1 | 25.6 | 0.2 | 4.4 | 3.9 | 4.2 | 0.0 | 0.0 | 100.0 | | | | |
| United Kingdom | 1.2 | 5.8 | 0.2 | 6.9 | 7.0 | 0.2 | 2.6 | 0.3 | 2.7 | 3.0 | 100.0 | | | | |
| Switzerland | 1.8 | 57.8 | 4.9 | 1.7 | 9.1 | 1.0 | 3.2 | 0.0 | 0.8 | 0.7 | 100.0 | | | | |

| | 1997 | F Yugoslavia | Iraq | Turkey | F Soviet Union | Afghanistan | Sri Lanka | Romania | Somalia | Iran | DR Congo | Total Applications |
|----------------|------|--------------|------|--------|----------------|-------------|-----------|---------|---------|------|----------|--------------------|
| Total | 15.7 | 12.2 | 9.2 | 7.7 | 5.3 | 4.5 | 3.5 | 3.0 | 2.8 | 2.5 | 100.0 | |
| Belgium | 14.7 | 2.0 | 3.8 | 12.6 | 1.0 | 1.2 | 5.1 | 1.0 | 0.8 | 10.6 | 100.0 | |
| Denmark | 13.9 | 16.3 | 1.7 | 6.5 | 5.2 | 2.9 | 0.7 | 22.8 | 3.1 | 0.2 | 100.0 | |
| Germany | 16.7 | 13.5 | 16.1 | 10.3 | 4.5 | 3.8 | 0.8 | 0.9 | 3.7 | 1.8 | 100.0 | |
| Spain | 1.7 | 0.9 | 0.1 | 9.5 | 0.7 | 0.2 | 30.5 | 1.1 | 3.4 | 2.3 | 100.0 | |
| France | 4.8 | 1.0 | 6.4 | 3.9 | 0.6 | 7.4 | 24.0 | 0.0 | 0.0 | 5.5 | 100.0 | |
| Netherlands | 11.0 | 28.0 | 3.3 | 5.7 | 17.2 | 4.3 | 0.2 | 3.7 | 3.6 | 1.7 | 100.0 | |
| Austria | 14.7 | 22.7 | 6.8 | 1.5 | 11.0 | 0.7 | 0.7 | 1.0 | 9.4 | 0.0 | 100.0 | |
| Portugal | 0.0 | 0.0 | 0.4 | 11.5 | 0.4 | 0.0 | 15.6 | 0.4 | 4.1 | 0.0 | 100.0 | |
| Sweden | 31.9 | 31.6 | 2.1 | 6.3 | 1.8 | 0.4 | 0.4 | 3.8 | 3.7 | 0.4 | 100.0 | |
| United Kingdom | 6.9 | 3.3 | 4.4 | 6.1 | 3.3 | 5.6 | 1.9 | 8.4 | 1.8 | 2.1 | 100.0 | |
| Switzerland | 37.8 | 2.2 | 5.8 | 4.6 | 0.9 | 8.9 | 0.5 | 3.7 | 0.5 | 2.5 | 100.0 | |

Source Eurostat, IGC, UNHCR

Note

1997 figures for Austria and Portugal refer to 1996 as these are the latest available data

TABLE 18
NUMBER OF DECISIONS MADE ON ASYLUM APPLICATIONS AND CORRESPONDING RECOGNITION RATES FOR SELECTED EUROPEAN COUNTRIES, 1990-2000

| Country | 1990 | | 1991 | | 1992 | | 1993 | | 1994 | | 1995 | | 1996 | | 1997 | | 1998 | | 1999 | | 2000 | | Total Decisions |
|---------------|-----------|------|-----------|------|-----------|------|-----------|------|-----------|------|-----------|------|-----------|------|-----------|------|-----------|------|-----------|------|-----------|------|--------------------|
| | Decisions | RR | Decisions | RR | Decisions | RR | Decisions | RR | Decisions | RR | Decisions | RR | Decisions | RR | Decisions | RR | Decisions | RR | Decisions | RR | Decisions | RR | |
| Austria | 12640 | 6.8 | 19690 | 12.5 | 23490 | 9.7 | 15400 | 7.8 | 9020 | 7.5 | 7620 | 13.0 | 8750 | 8.2 | 7930 | 8.1 | 4340 | 11.5 | 8230 | 41.7 | 5789 | 17.3 | 122899 |
| Belgium | 1600 | 33.1 | 2640 | 23.5 | 4340 | 20.7 | 4840 | 23.3 | 6370 | 25.0 | 5540 | 25.5 | 7110 | 23.6 | 9170 | 20.4 | 6530 | 26.0 | 4570 | 32.4 | 4556 | 26.2 | 57266 |
| Denmark | 2300 | 30.4 | 3160 | 31.3 | 3260 | 23.3 | 2930 | 22.2 | 2400 | 28.3 | 23320 | 21.3 | 12440 | 11.6 | 10370 | 9.5 | 8290 | 13.1 | 7510 | 15.2 | 7034 | 17.2 | 83014 |
| Finland | 490 | 4.1 | 2390 | 0.8 | 2070 | 1.4 | 3560 | 0.6 | 910 | 3.3 | 680 | 1.5 | 600 | 1.7 | 580 | 1.7 | 630 | 1.6 | 1850 | 1.6 | 1806 | 0.5 | 15566 |
| France | 87360 | 15.4 | 78450 | 19.7 | 36650 | 28.0 | 35490 | 27.9 | 29720 | 23.7 | 28960 | 15.6 | 22200 | 19.5 | 24170 | 17.0 | 22750 | 17.5 | 24150 | 19.3 | - | - | 389900 |
| Germany | 122790 | 5.3 | 140420 | 8.3 | 172830 | 5.3 | 364360 | 4.5 | 263970 | 9.7 | 145040 | 16.2 | 152830 | 15.8 | 122880 | 14.8 | 143940 | 7.9 | 96770 | 11.3 | - | - | 1725830 |
| Greece | 5900 | 19.3 | 7370 | 4.5 | 3520 | 5.7 | 750 | 5.3 | 760 | 11.8 | 1250 | 16.0 | 1880 | 8.5 | 2450 | 5.3 | 4200 | 3.8 | 2140 | 7.0 | 1969 | 11.3 | 32189 |
| Iceland | 10 | - | 10 | - | 10 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 10 | - | - | - | - | - | 40 |
| Ireland | - | - | - | - | - | - | - | - | 40 | - | 70 | 28.6 | 80 | 50.0 | 630 | 33.3 | 1520 | 11.2 | 4190 | 12.2 | 8954 | 2.4 | 15484 |
| Italy | 1380 | 59.4 | 16460 | 4.9 | 6960 | 4.9 | 1430 | 9.1 | 1690 | 17.8 | 1720 | 16.9 | 690 | 24.6 | 1660 | 21.1 | 3420 | 30.1 | 2300 | 35.2 | 25000 | 6.6 | 62710 |
| Liechtenstein | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 190 | - | - | - | - | - | 190 |
| Luxembourg | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 40 | 25.0 | 20 | - | 110 | 36.4 | - | - | - | - | 170 |
| Netherlands | 10550 | 6.5 | 17240 | 4.5 | 32090 | 15.3 | 30770 | 33.6 | 51490 | 12.9 | 28220 | 28.3 | 57760 | 15.3 | 30770 | 21.5 | 26140 | 9.0 | 60920 | 2.5 | 53468 | 1.7 | 399418 |
| Norway | 5670 | 2.3 | 5820 | 2.1 | 7230 | 1.9 | 14930 | 0.3 | 13030 | 0.2 | 5070 | 0.6 | 3780 | 0.3 | 3970 | 2.3 | 5480 | 2.0 | 11620 | 1.5 | 7852 | 1.2 | 84452 |
| Portugal | 50 | 20.0 | 210 | 14.3 | 460 | 4.3 | 680 | 5.9 | 460 | 2.2 | 560 | 3.6 | 240 | 4.2 | 220 | - | 90 | - | 280 | 7.1 | - | - | 3250 |
| Spain | 3480 | 14.1 | 6040 | 9.3 | 10850 | 2.4 | 17540 | 7.4 | 12820 | 4.9 | 6770 | 6.8 | 4780 | 5.0 | 4980 | 3.2 | 6110 | 3.9 | 6510 | 4.5 | 7535 | 4.9 | 87415 |
| Sweden | 27310 | 7.9 | 37300 | 3.8 | 28010 | 2.2 | 79490 | 1.3 | 52440 | 1.5 | 9260 | 1.6 | 6310 | 2.1 | 13570 | 9.7 | 13570 | 8.1 | 10640 | 6.4 | 17049 | 2.0 | 294949 |
| Switzerland | 12160 | 7.2 | 30630 | 3.8 | 37580 | 3.8 | 34770 | 11.0 | 35510 | 8.3 | 28050 | 9.4 | 24670 | 9.2 | 22050 | 12.0 | 20690 | 9.8 | 57340 | 3.6 | 55273 | 3.7 | 358723 |
| UK | 4030 | 22.8 | 5030 | 10.1 | 19130 | 5.9 | 17430 | 9.1 | 17150 | 4.8 | 23420 | 5.6 | 35340 | 6.3 | 29890 | 13.3 | 26730 | 20.0 | 28150 | 25.2 | 98395 | 10.4 | 304695 |

Source: UNHCR (2000), Tables V.4, V.10

Notes:

RR refers to Recognition Rate, the percentage of substantive decisions granting 1951 Geneva Convention refugee status.

1. All 2000 data provisional and refer to first instance decisions.

TABLE 19

MAIN REGULARISATION PROGRAMMES OF IMMIGRANTS IN AN IRREGULAR SITUATION IN SELECTED COUNTRIES, 1981-2000

| | 1981-82 | 1985-86 | 1987-88 | 1990 | 1991 | 1992-93 | 1996 | 1997-98 | 1998 | 2000 |
|--------------|---------|---------|---------|------|------|---------|------|---------|------|------|
| France (1) | 121 | - | - | - | - | - | - | 78 | - | - |
| Greece (2) | - | - | - | - | - | - | - | 370 | - | - |
| Italy (3) | - | - | 119 | 218 | - | - | 148 | - | 350 | - |
| Portugal (4) | - | - | - | - | - | 39 | 22 | - | - | - |
| Spain (5) | - | 44 | - | - | 110 | - | 21 | - | - | 127 |

1. 1981-82 excludes seasonal workers (6681) and approx. 1,200 small traders not broken down by nationality

2. Holders of white card (first stage of regularisation)

3. 1996 data refer to permits for work. If including spouses and children the total would equal 227,300.

1998 data equate to the number of applications received.

4. A new regularisation has started from May 2000,
concerning those entering without documents before December 31st 1999

5. Number of applications received. A new regularisation program ran from 23rd March to 31st July 2000,

Data relate to the number of applications received.

Source: OECD, (2000:82) Trends in International Migration.

TABLE 20
ESTIMATES OF HUMAN TRAFFICKING AND SMUGGLING, BY REGION, 1994-2001

| Time Period | Region | Number | For Whom | Source |
|-------------|--------------|----------------------|--------------------|------------------------------|
| Annually | Globally | 4 million | All (Smug./Traff.) | IOM, 1996 |
| Annually | Globally | 700,000 to 2 million | Wom. & Chil. | US Government, 1998 |
| Annually | Globally | 1-2 million | Wom. & Chil. | US Department of State, 1998 |
| Annually | Globally | 1 million+ | Wom. & Chil. | Hughes, 2001 |
| 1993 | into EU | 50 000 | All (Smug.) | Heckmann et al., 2000 |
| 1999 | into EU | 400,000+ | All (Smug.) | Heckmann et al., 2000 |
| Annually | to EU & CEE | 300 000 | Women | Economist.com, 2000 |
| 1993 | to W. Europe | 100,000 to 220,000 | All (Traff.) | Widgren, 1994 |

compiled by the Migration Research Unit, 2001

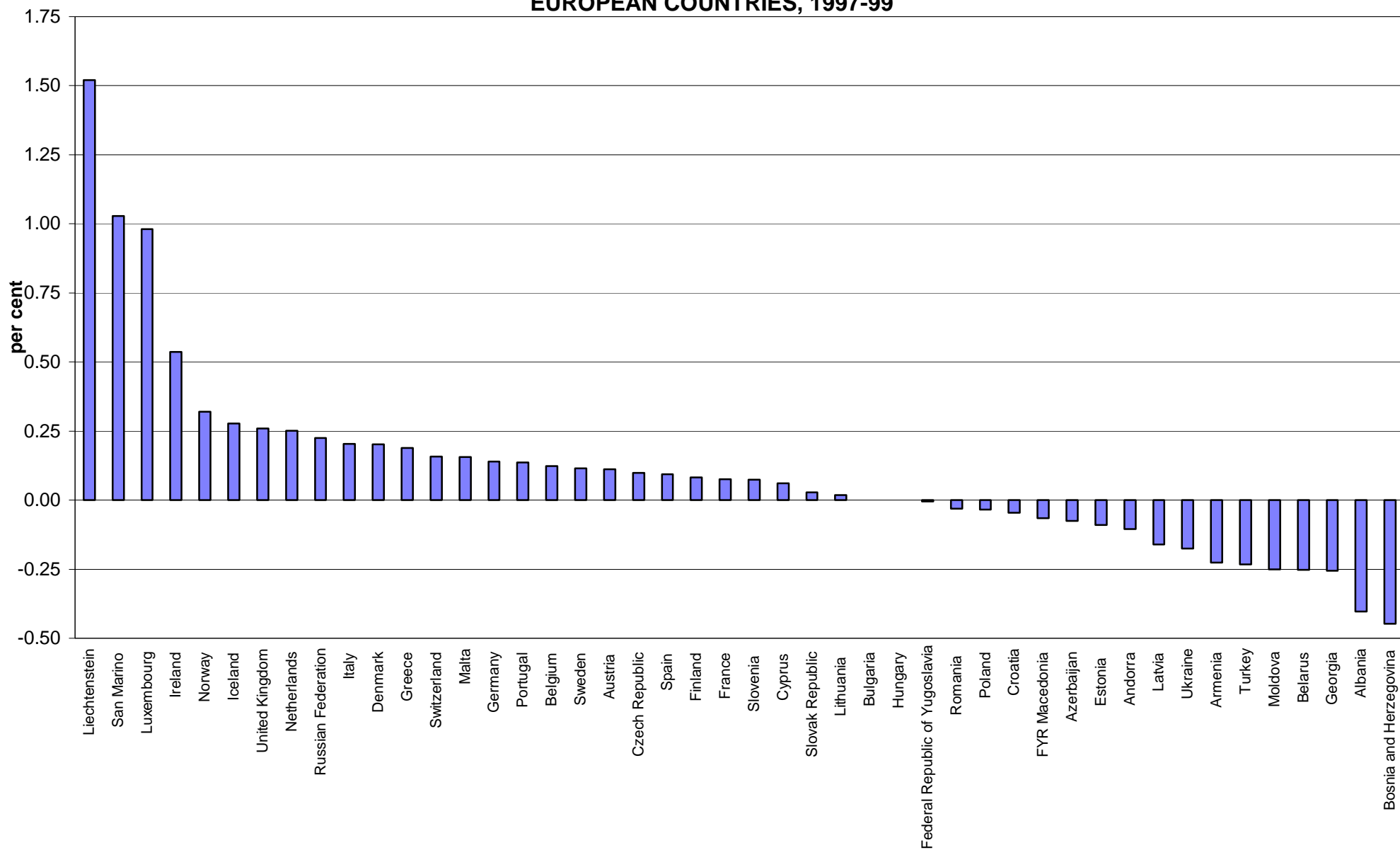
TABLE 21
PRICE PAID TO TRAFFICKERS

| Destination / route taken | Price (US\$ per person) |
|-------------------------------------------|----------------------------|
| via Europe | |
| Bulgaria - Europe | 4000 |
| Greece - France, Italy Germany | 800 - 1200 |
| Turkey - Greece | 1400 |
| Hungary - Slovenia | 1500 |
| Kurdistan - Germany | 3000 |
| North Africa - Spain | 2000 - 3500 |
| Sri Lanka - Turkey | 4000 |
| Pakistan - Turkey | 4000 |
| Dominican Republic - Europe | 4000 - 10000 |
| Dominican Republic - Austria | 5000 |
| China - Europe | 10000 - 15000 |
| Afghanistan / Lebanon - Germany | 5000 - 10000 |
| Iraq - Europe | 4100 - 5000 |
| Iran - Europe | 5000 |
| Palestine - Europe | 5000 |
| via USA | |
| China - New York | 35000 |
| China - USA | 30000 |
| Middle East - USA | 1000 - 15000 |
| Pakistan / India- USA | 25000 |
| Mexico - Los Angeles | 200 - 400 |
| via Canada | |
| Iran / Iraq | 10000 |
| Venezuela - Canada | 1000 - 2500 |
| via Ireland | |
| Africa - Ireland | 5000 |
| Eastern Europe - Ireland | 3000 |
| others | |
| China - Argentina | 30000 |
| Arab states - UAE | 2000 - 3000 |
| Philippines - Malaysia, Indonesia, Taiwan | 3500 |

Various sources.

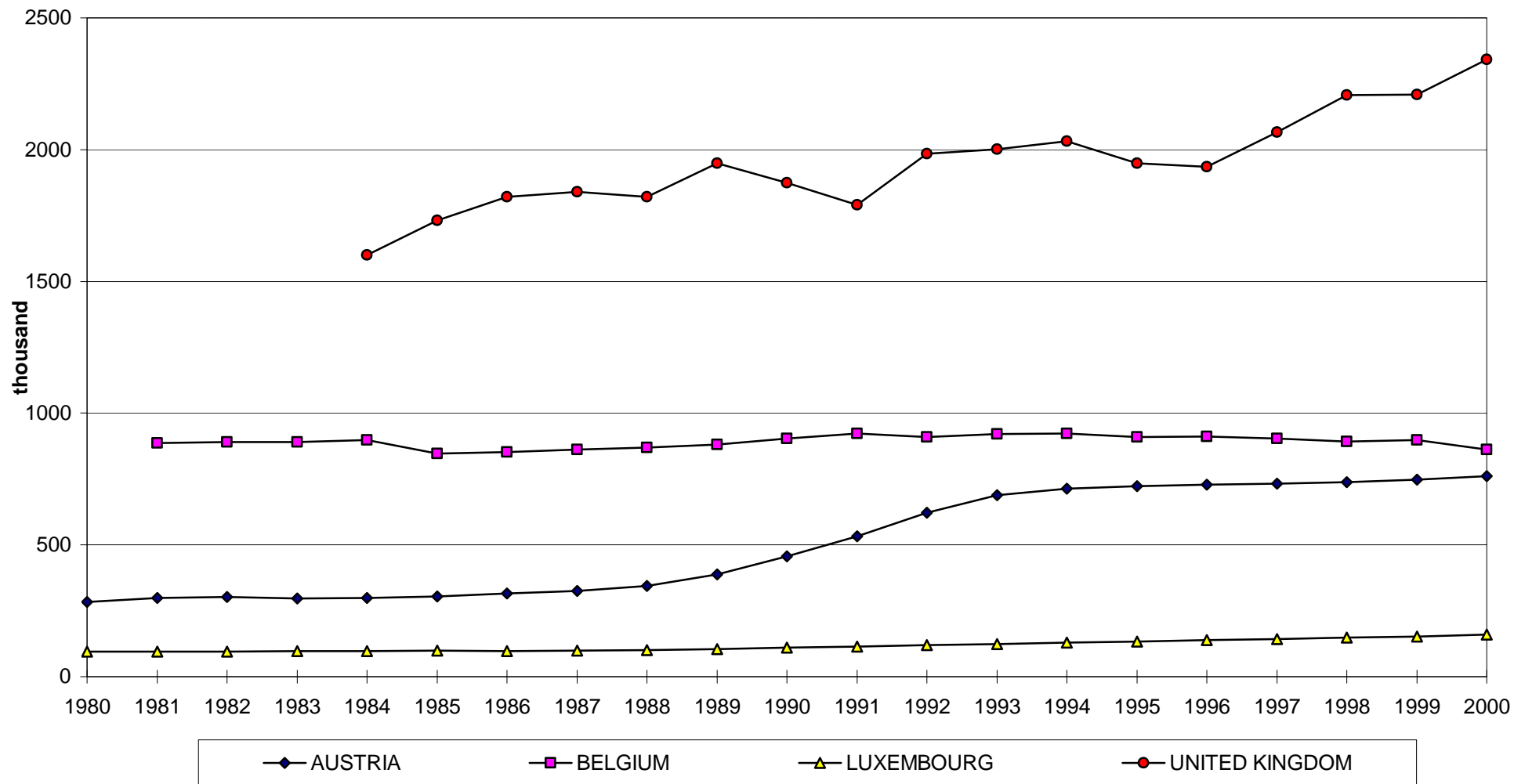
GRAPHIQUES

FIGURE 1 - NET MIGRATION AS A COMPONENT OF AVERAGE ANNUAL POPULATION GROWTH IN EUROPEAN COUNTRIES, 1997-99



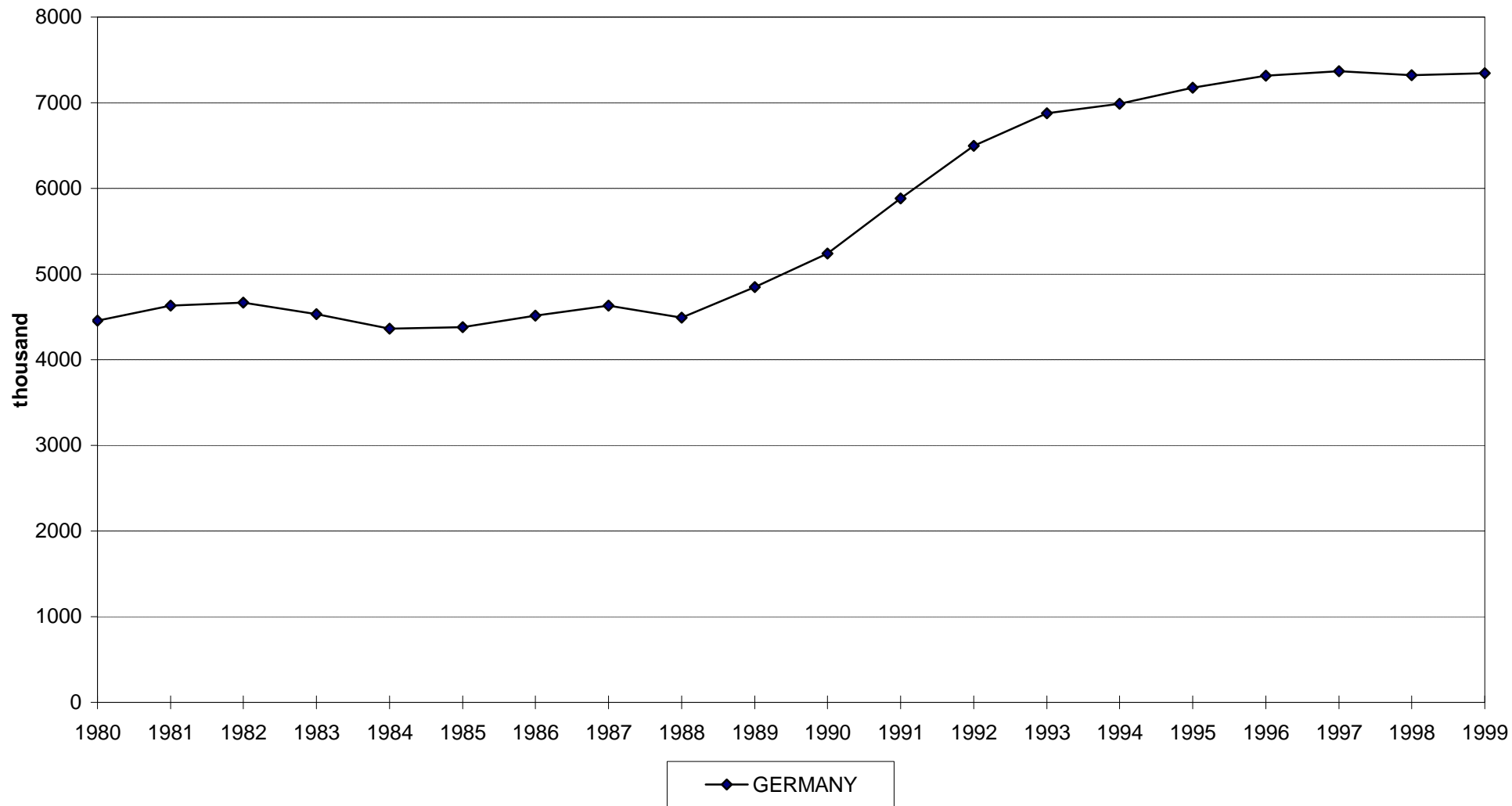
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

**FIGURE 2a - STOCK OF FOREIGN POPULATION IN SELECTED WESTERN EUROPEAN COUNTRIES,
1980-2000**



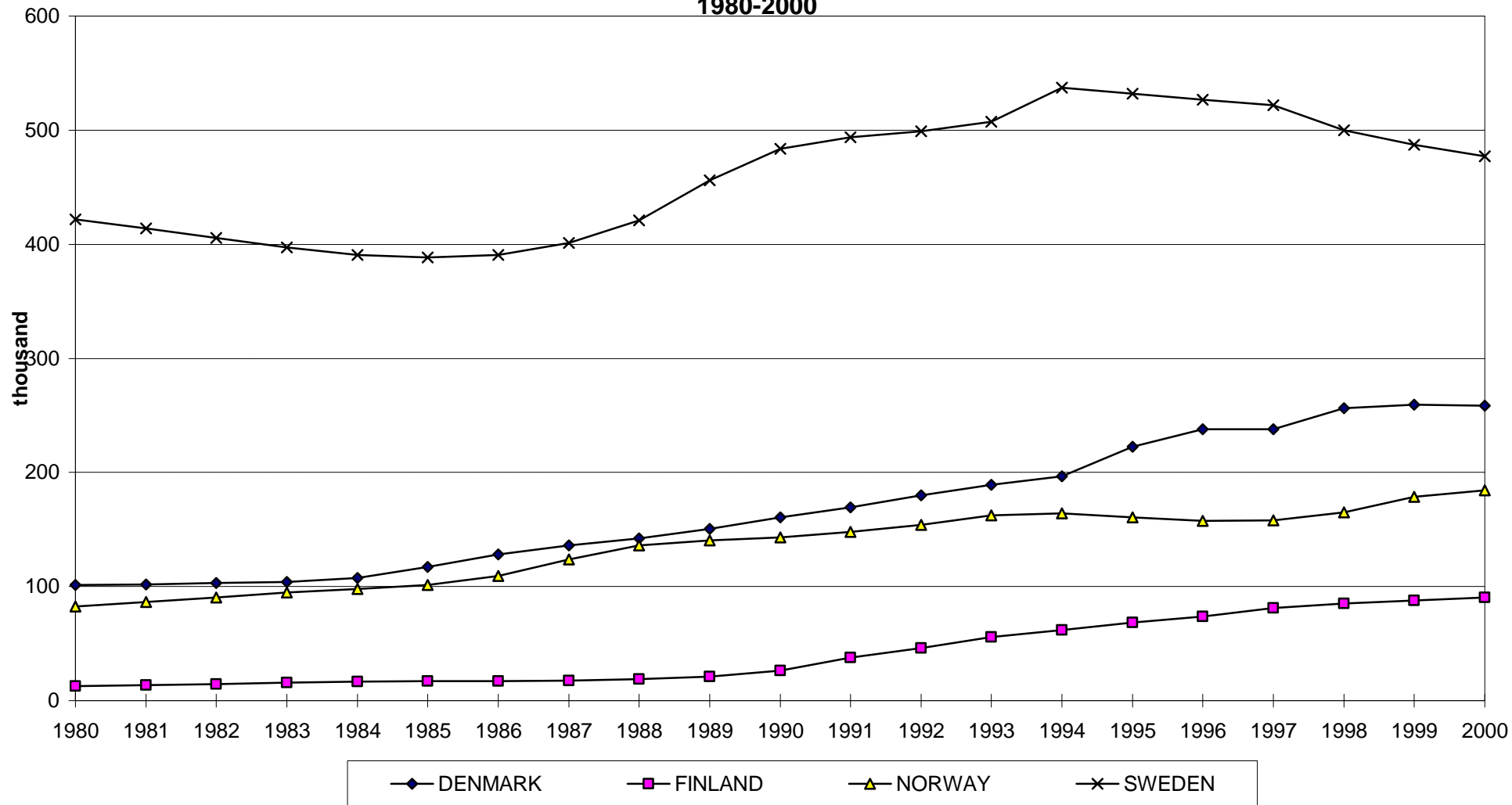
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 2b - STOCKS OF FOREIGN POPULATION IN GERMANY, 1980-99



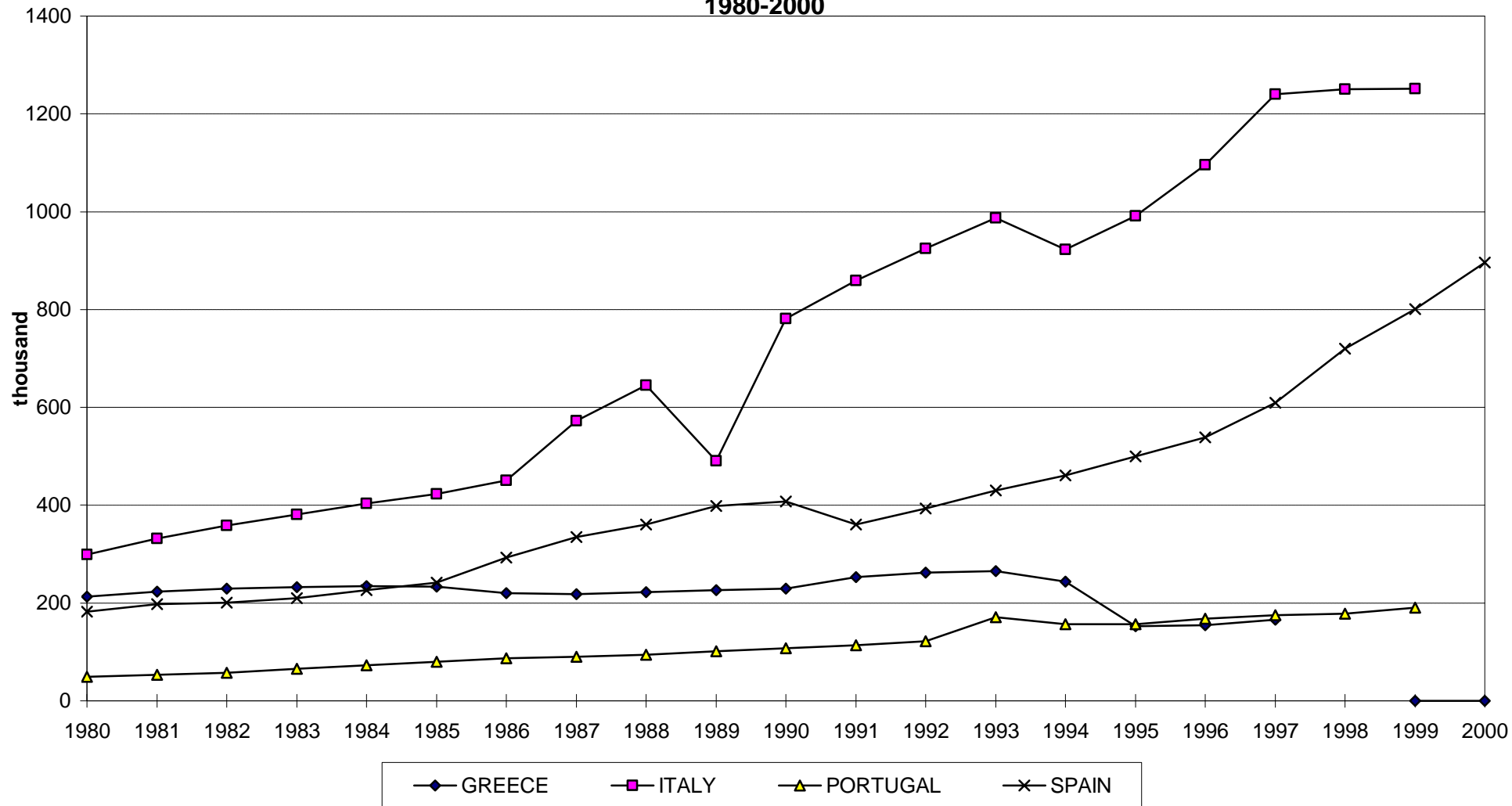
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

**FIGURE 2c - STOCKS OF FOREIGN POPULATION IN SELECTED SCANDINAVIAN COUNTRIES,
1980-2000**



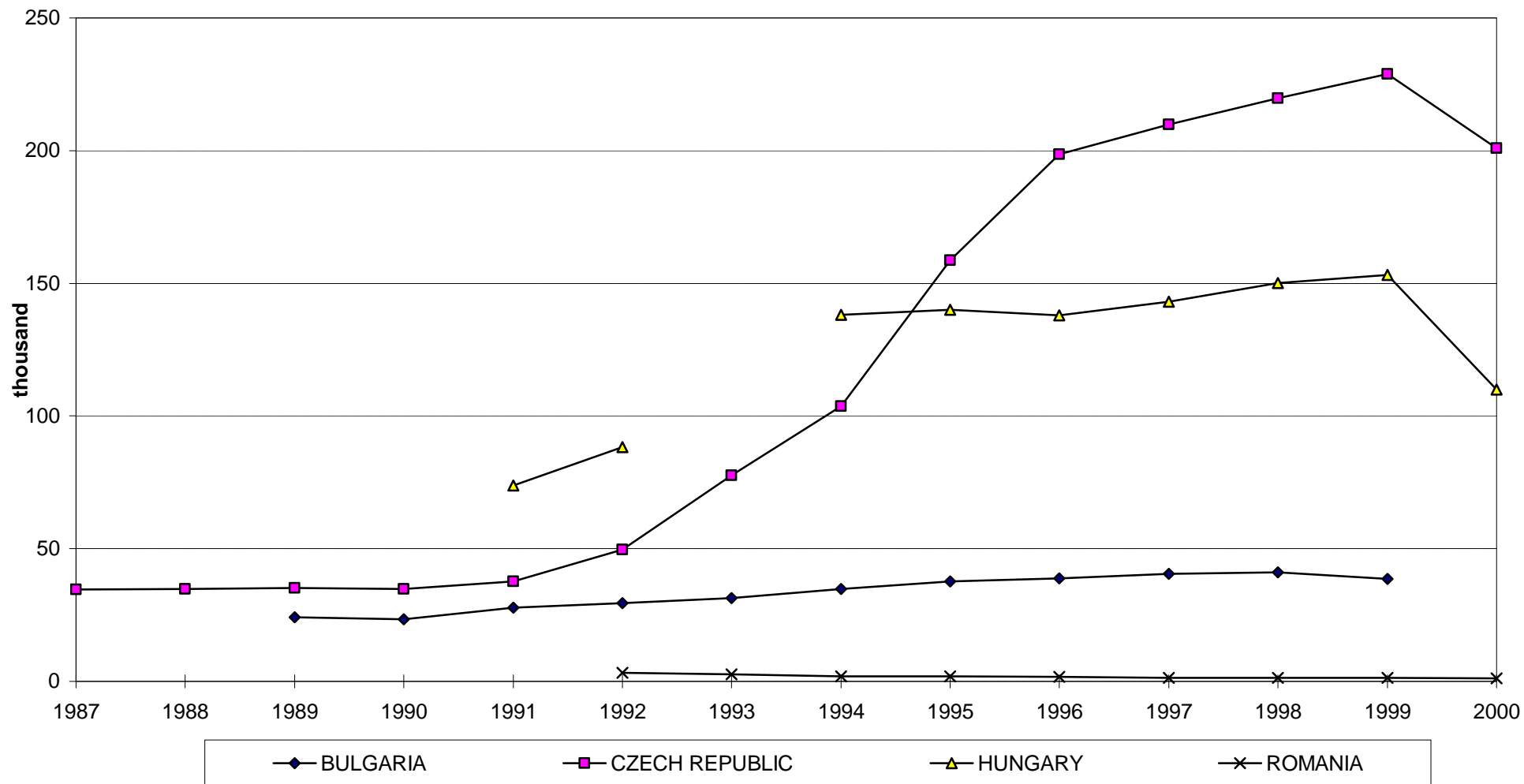
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

**FIGURE 2d - STOCKS OF FOREIGN POPULATION IN SELECTED MEDITERRANEAN COUNTRIES,
1980-2000**



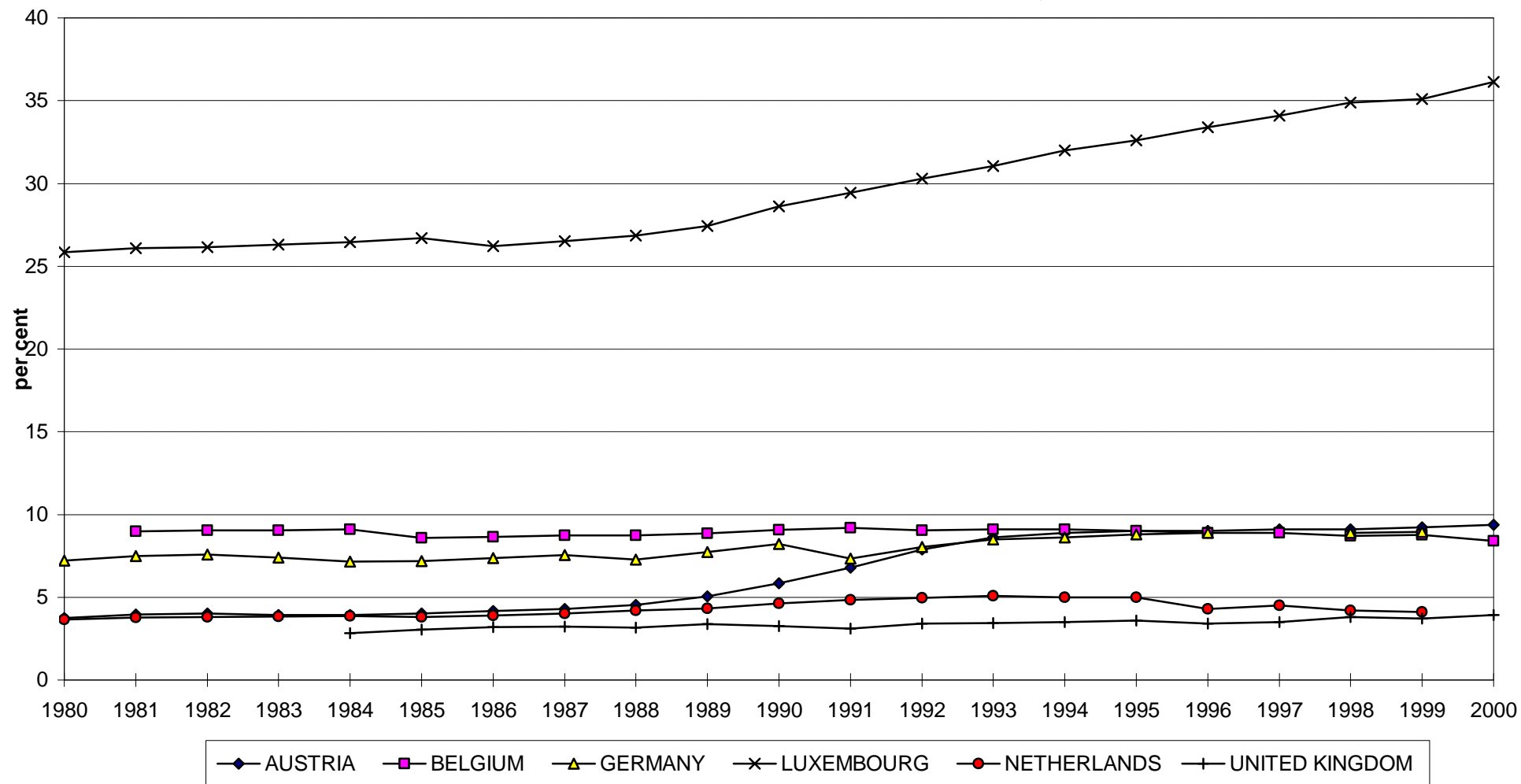
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 2e - STOCKS OF FOREIGN POPULATION IN SELECTED CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN COUNTRIES, 1987-2000



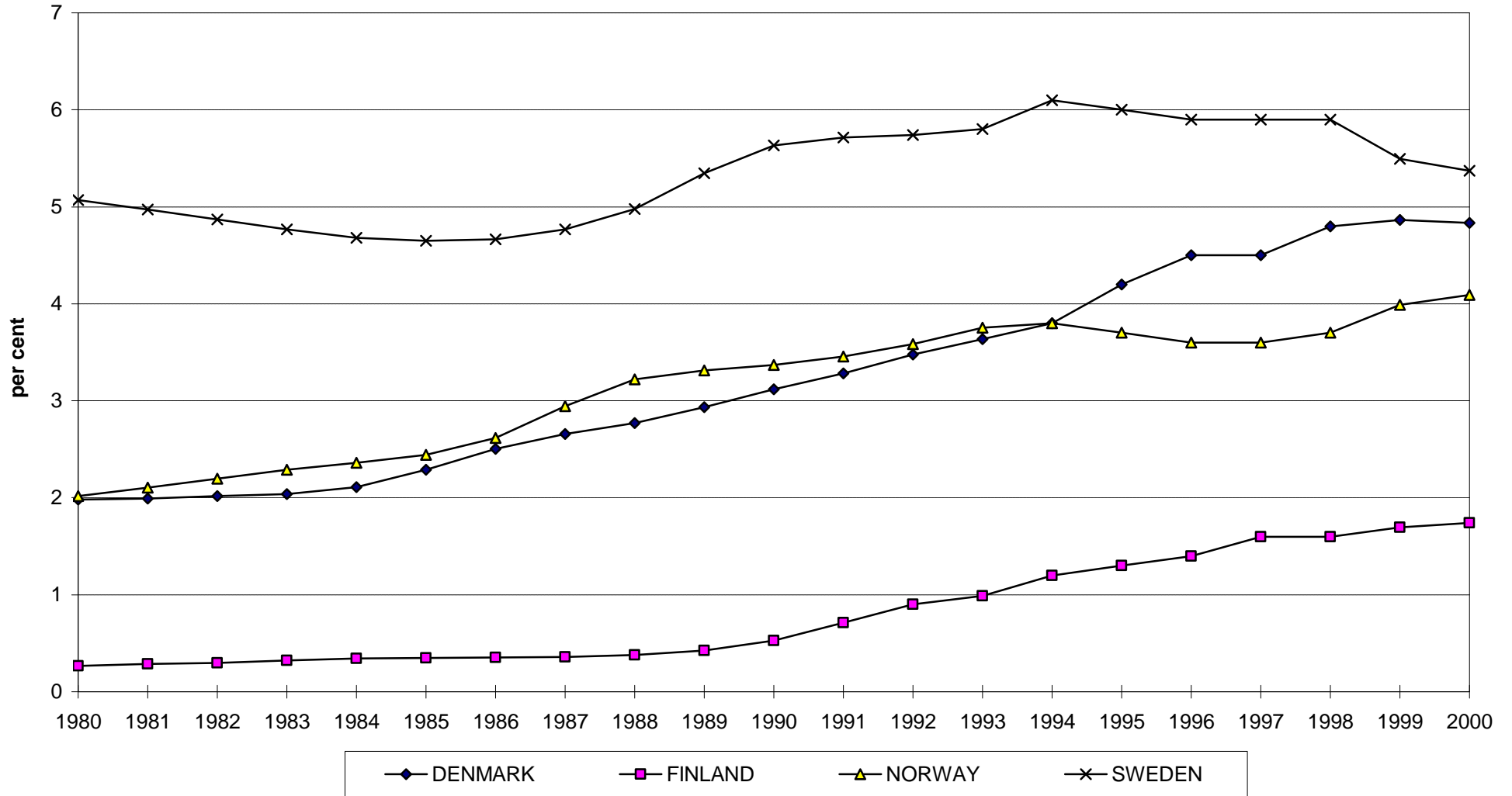
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

**FIGURE 3a - STOCKS OF FOREIGN POPULATION AS A PERCENTAGE OF THE TOTAL POPULATION
IN SELECTED WESTERN EUROPEAN COUNTRIES, 1980-2000**



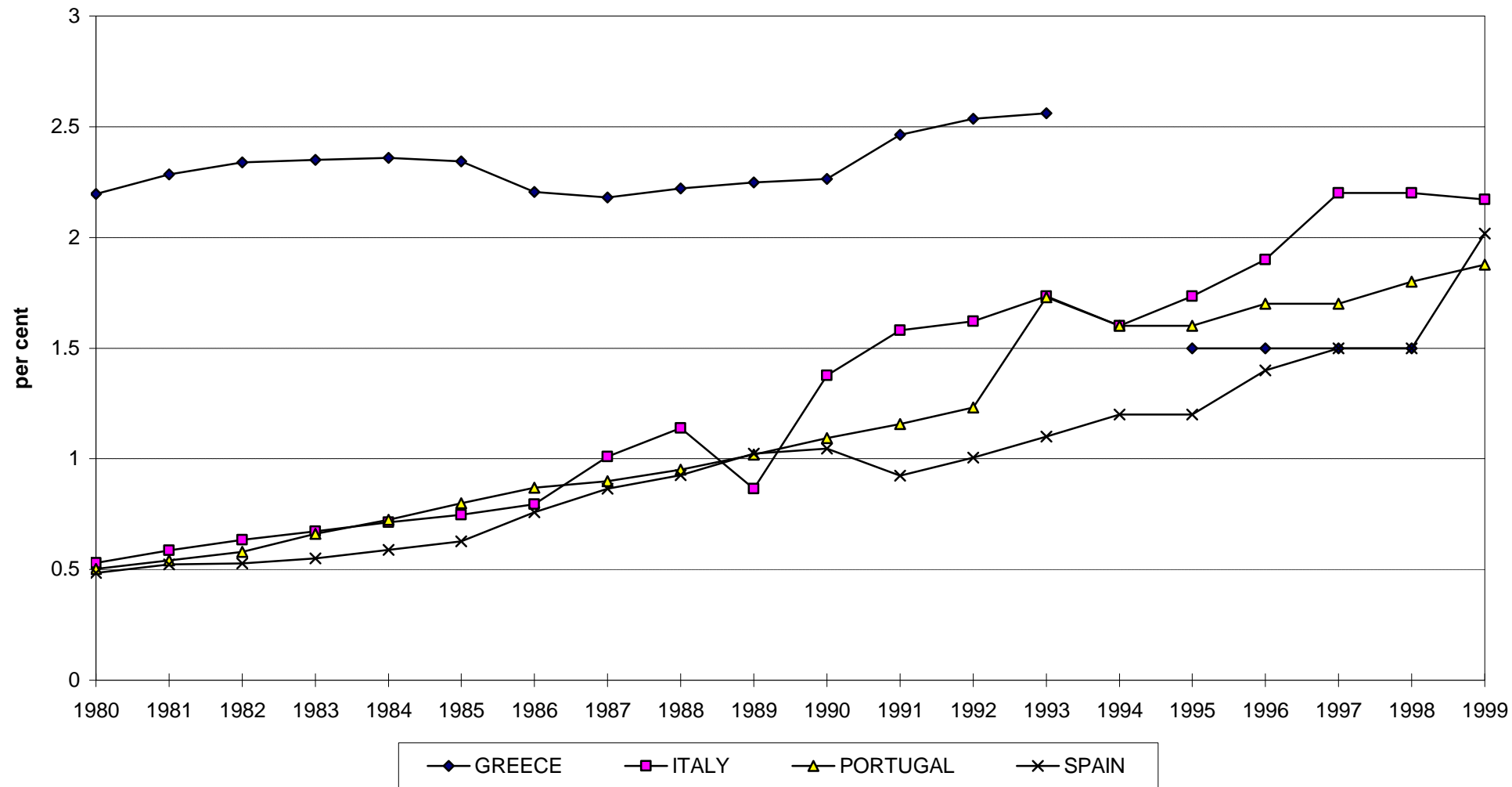
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 3b - STOCKS OF FOREIGN POPULATION AS A PERCENTAGE OF THE TOTAL POPULATION IN SELECTED SCANDINAVIAN COUNTRIES, 1980-2000



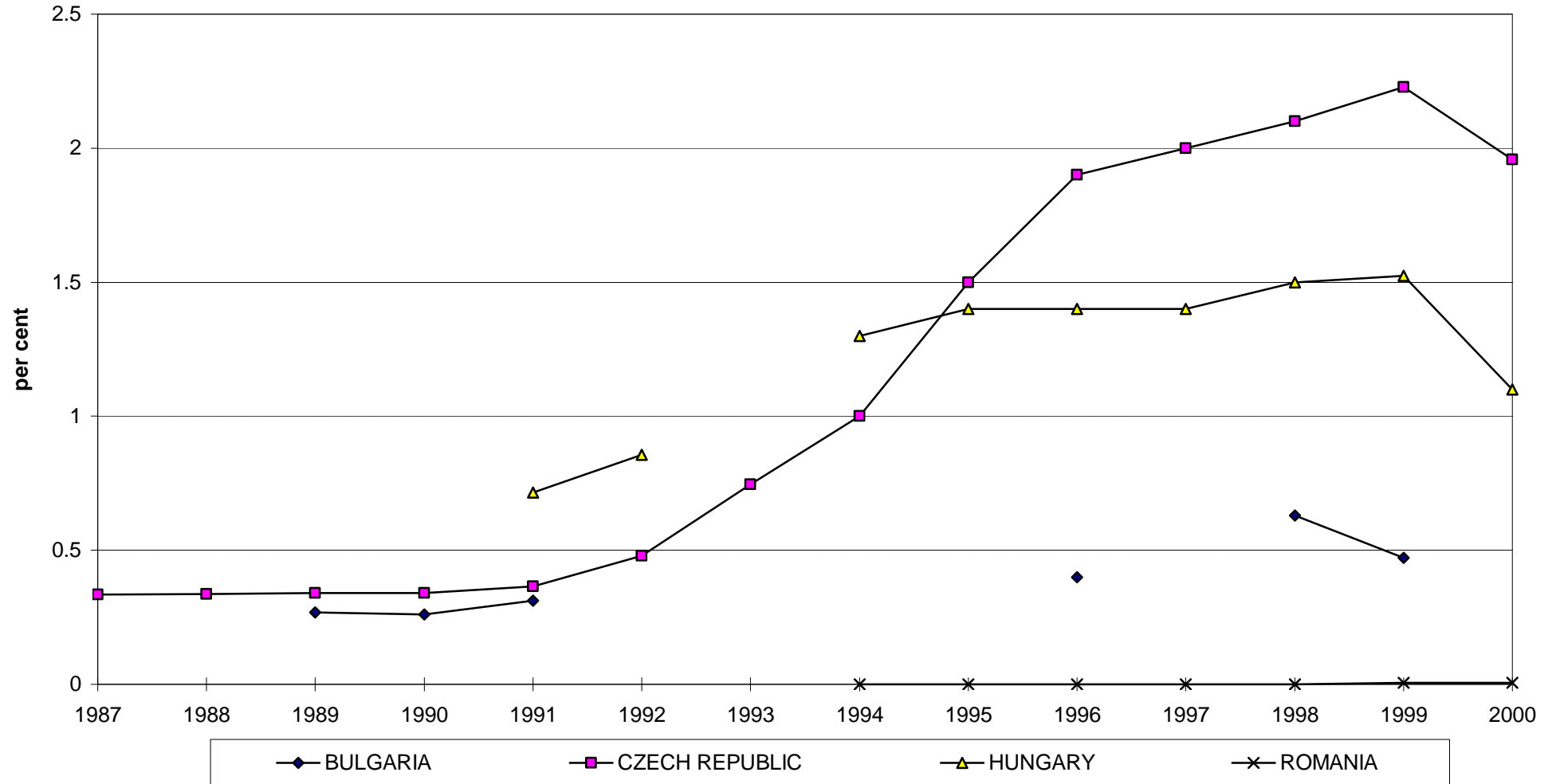
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

**FIGURE 3c - STOCKS OF FOREIGN POPULATION AS A PERCENTAGE OF THE TOTAL POPULATION
IN SELECTED MEDITERRANEAN COUNTRIES, 1980-99**



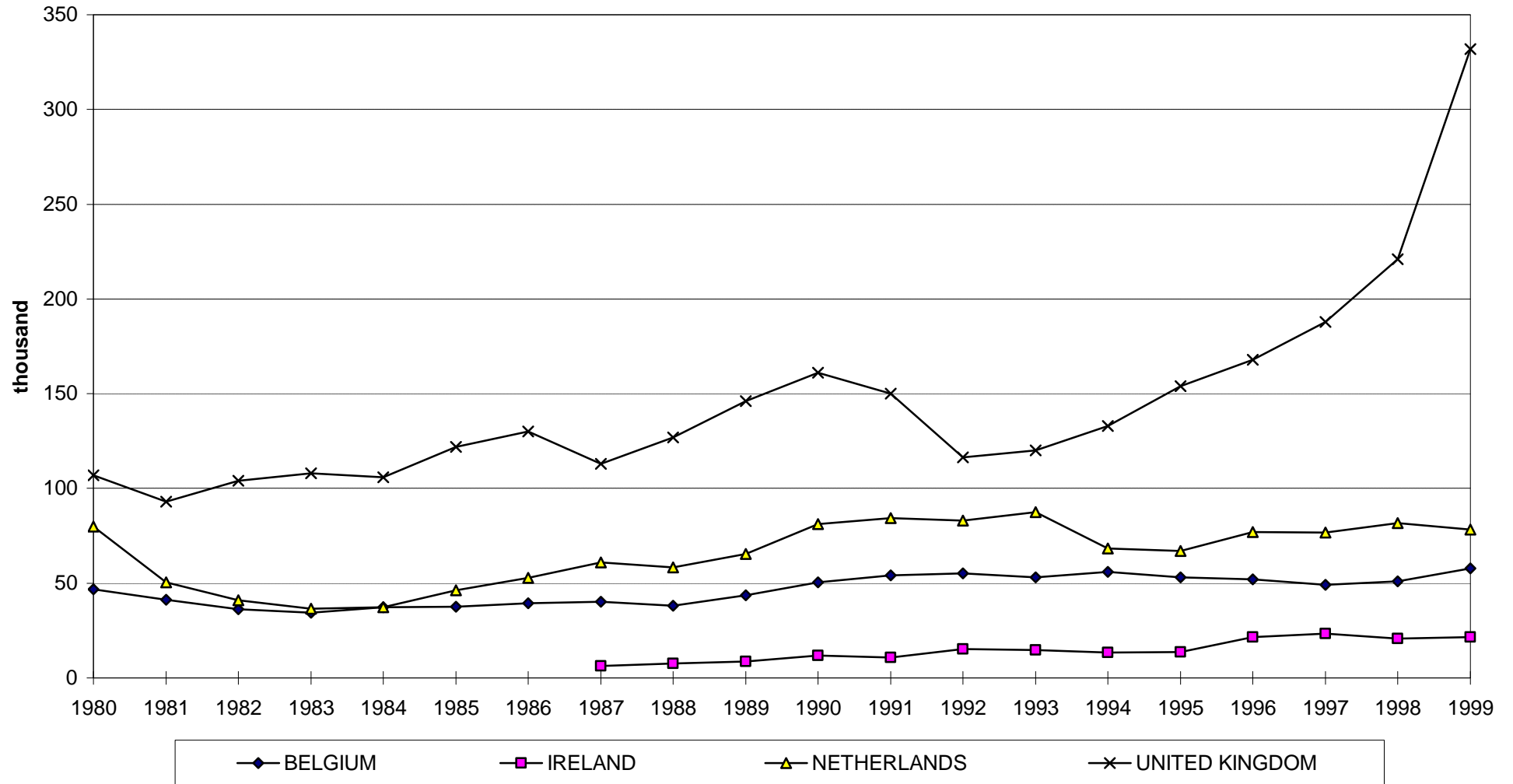
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 3d - STOCKS OF FOREIGN POPULATION AS A PERCENTAGE OF THE TOTAL POPULATION IN SELECTED CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN COUNTRIES, 1987-2000



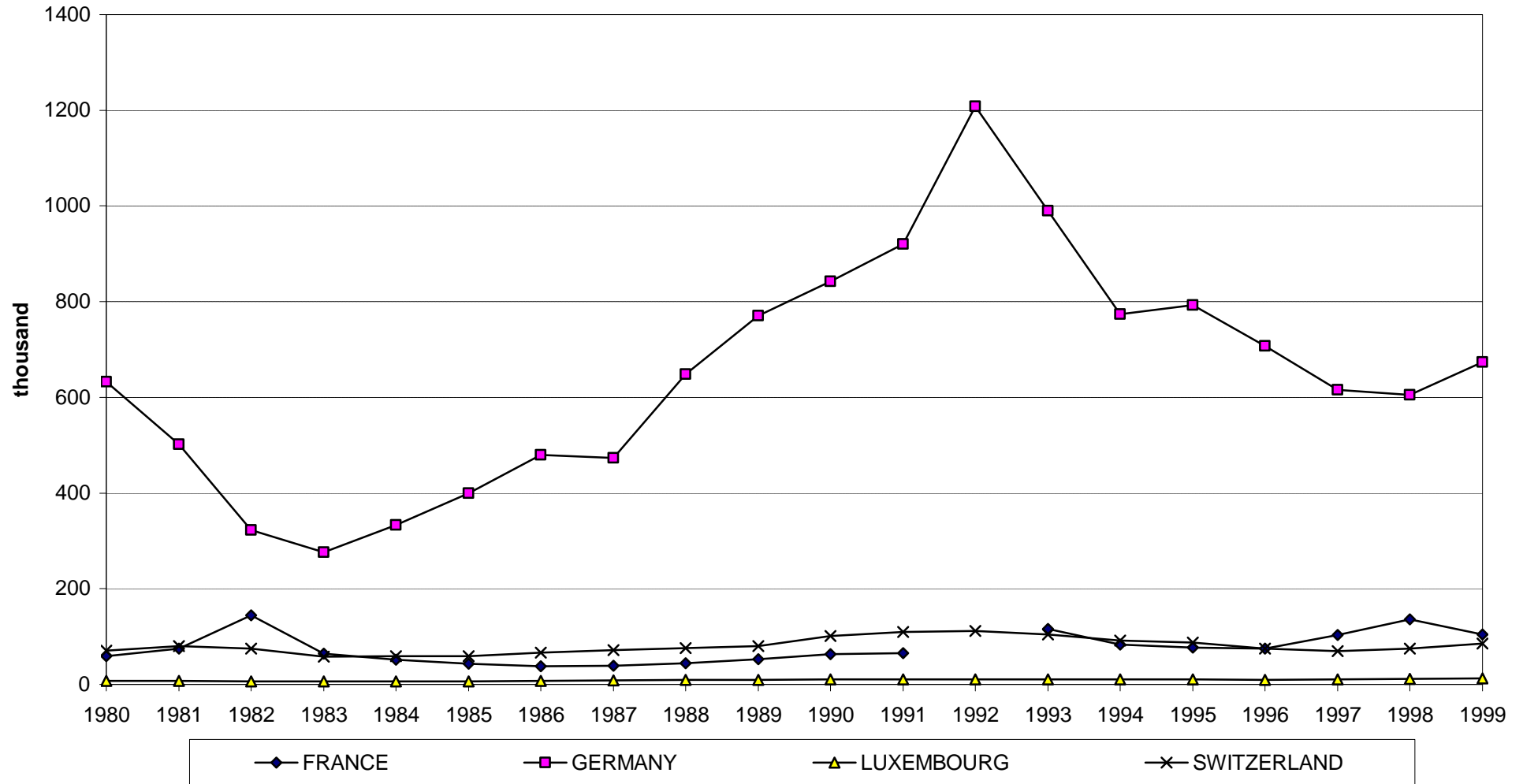
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 4a - INFLOWS OF FOREIGN POPULATION TO SELECTED WESTERN EUROPEAN COUNTRIES, 1980-99



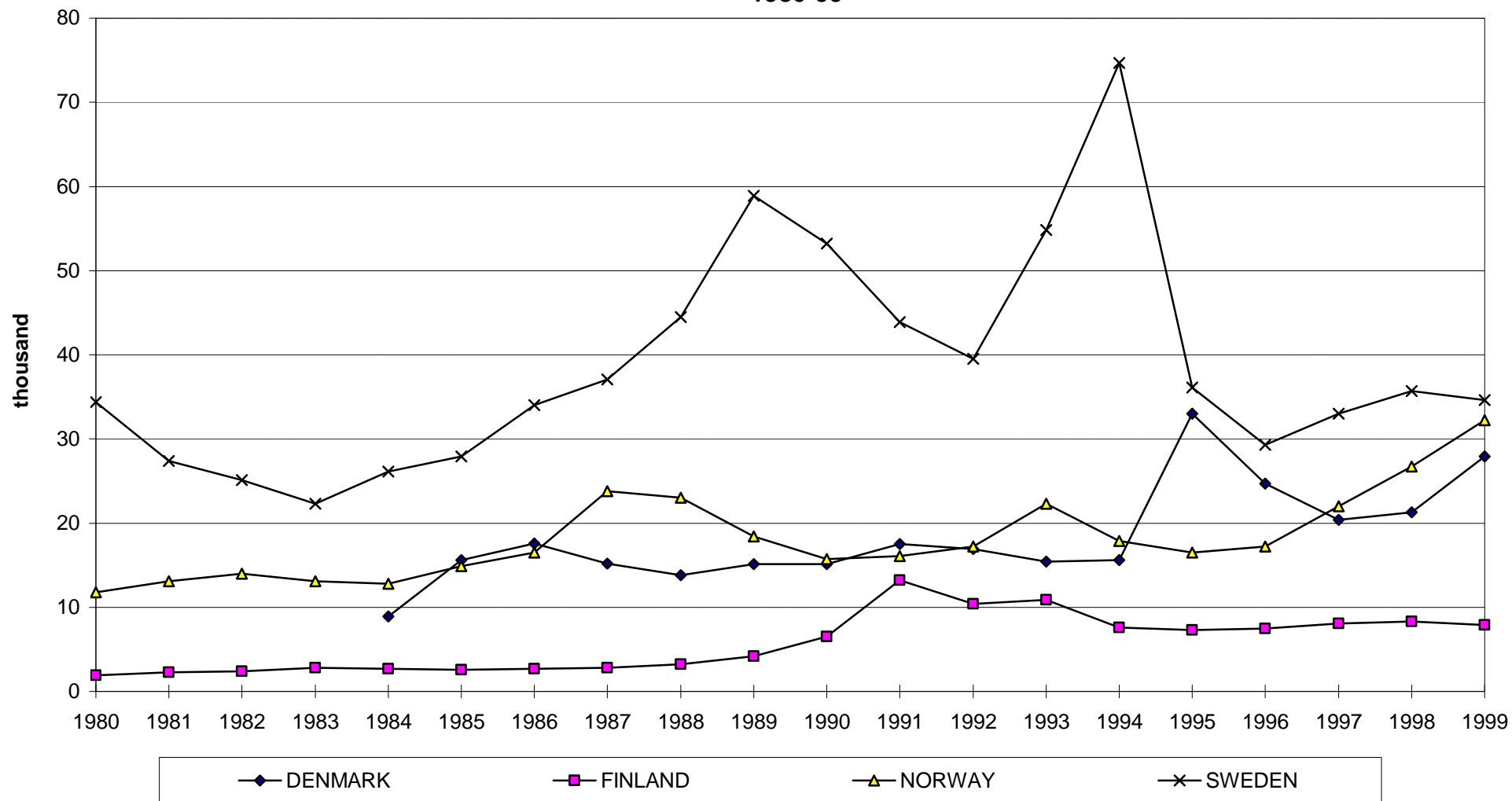
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 4b - INFLOWS OF FOREIGN POPULATION TO SELECTED WESTERN EUROPEAN COUNTRIES, 1980-99



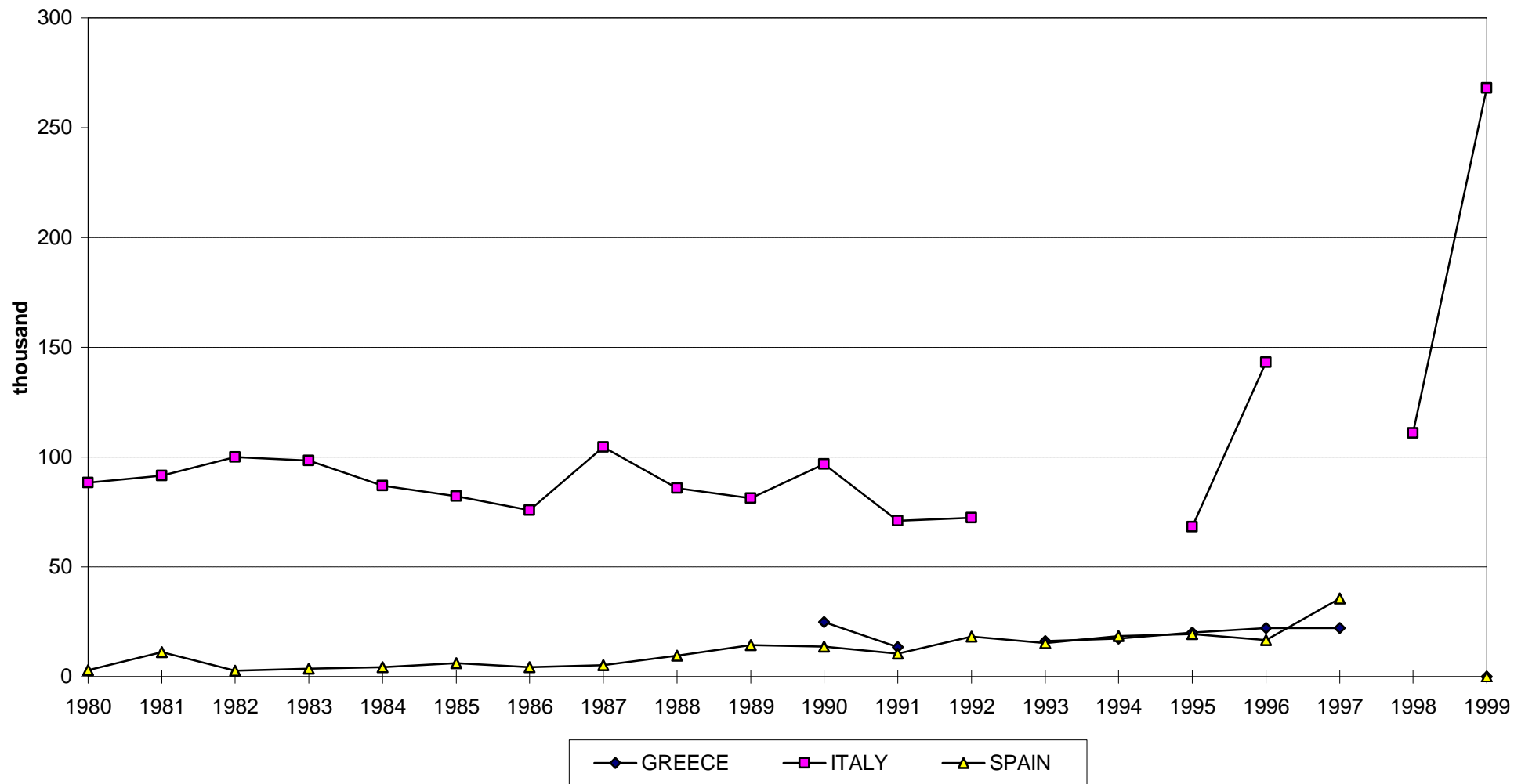
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

**FIGURE 4c - INFLOWS OF FOREIGN POPULATION TO SELECTED SCANDINAVIAN COUNTRIES,
1980-99**



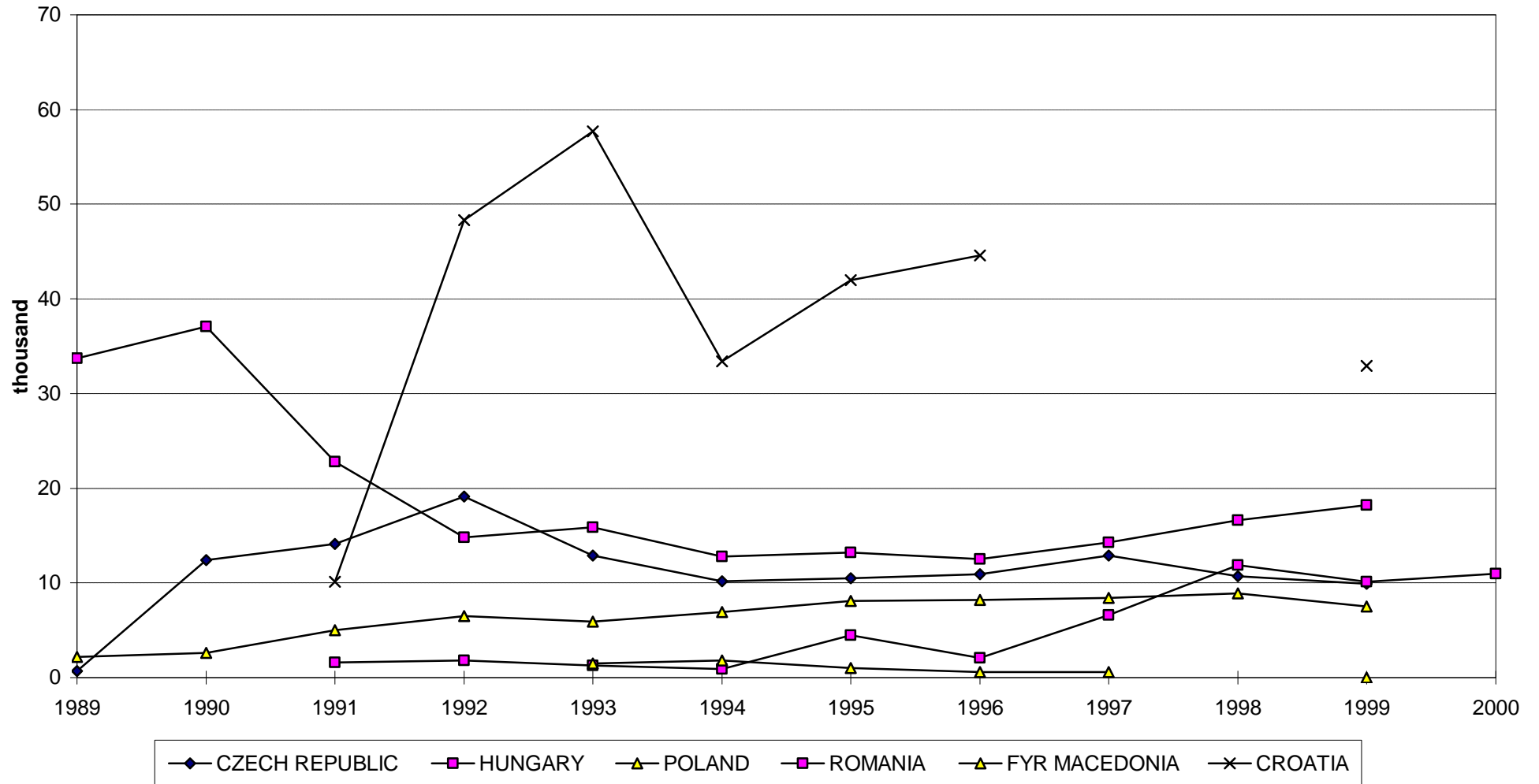
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

**FIGURE 4d - INFLOWS OF FOREIGN POPULATION TO SELECTED MEDITERRANEAN COUNTRIES,
1980-99**



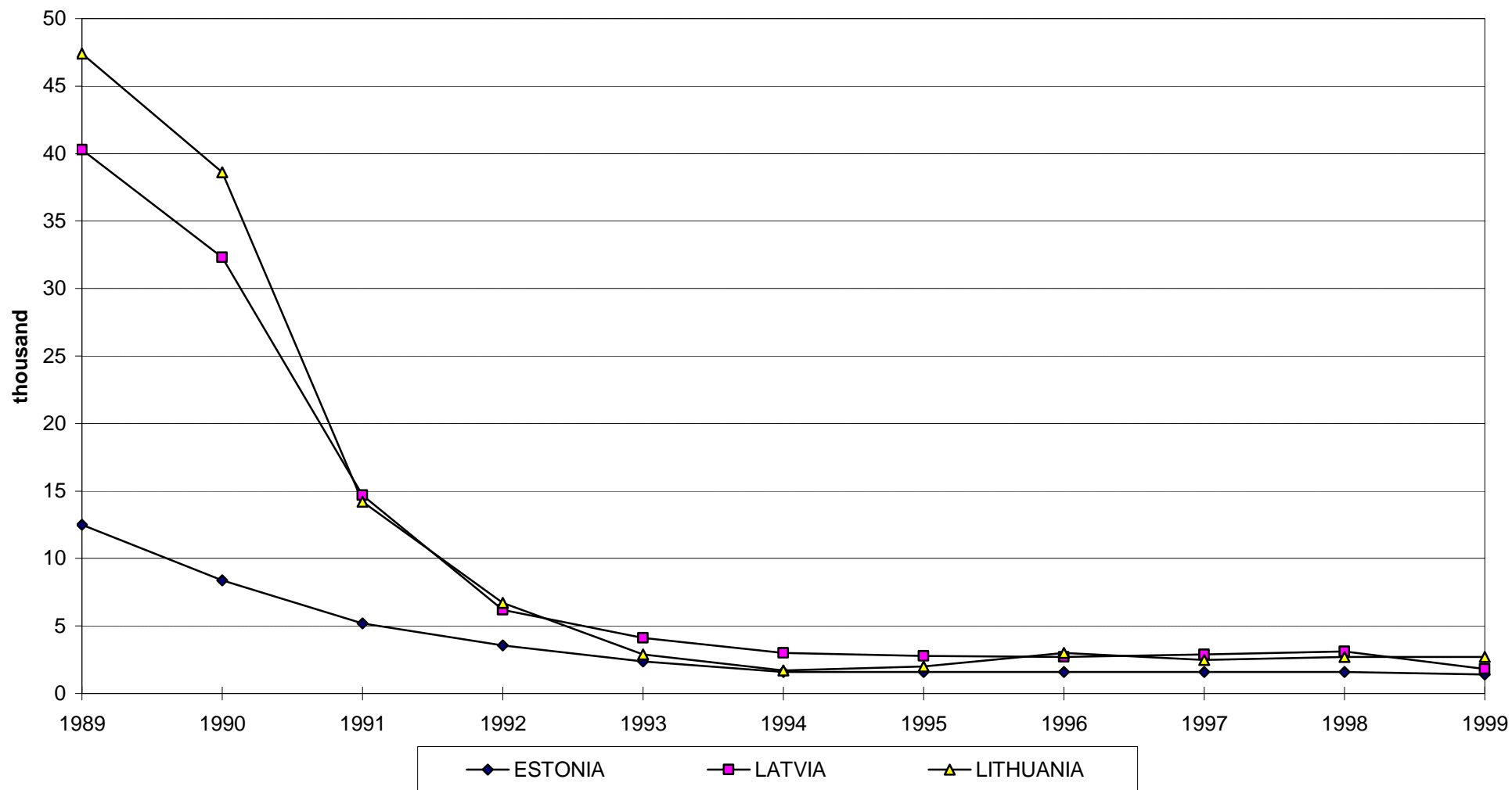
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 4e - INFLOWS OF FOREIGN POPULATION TO SELECTED CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN COUNTRIES, 1989-2000



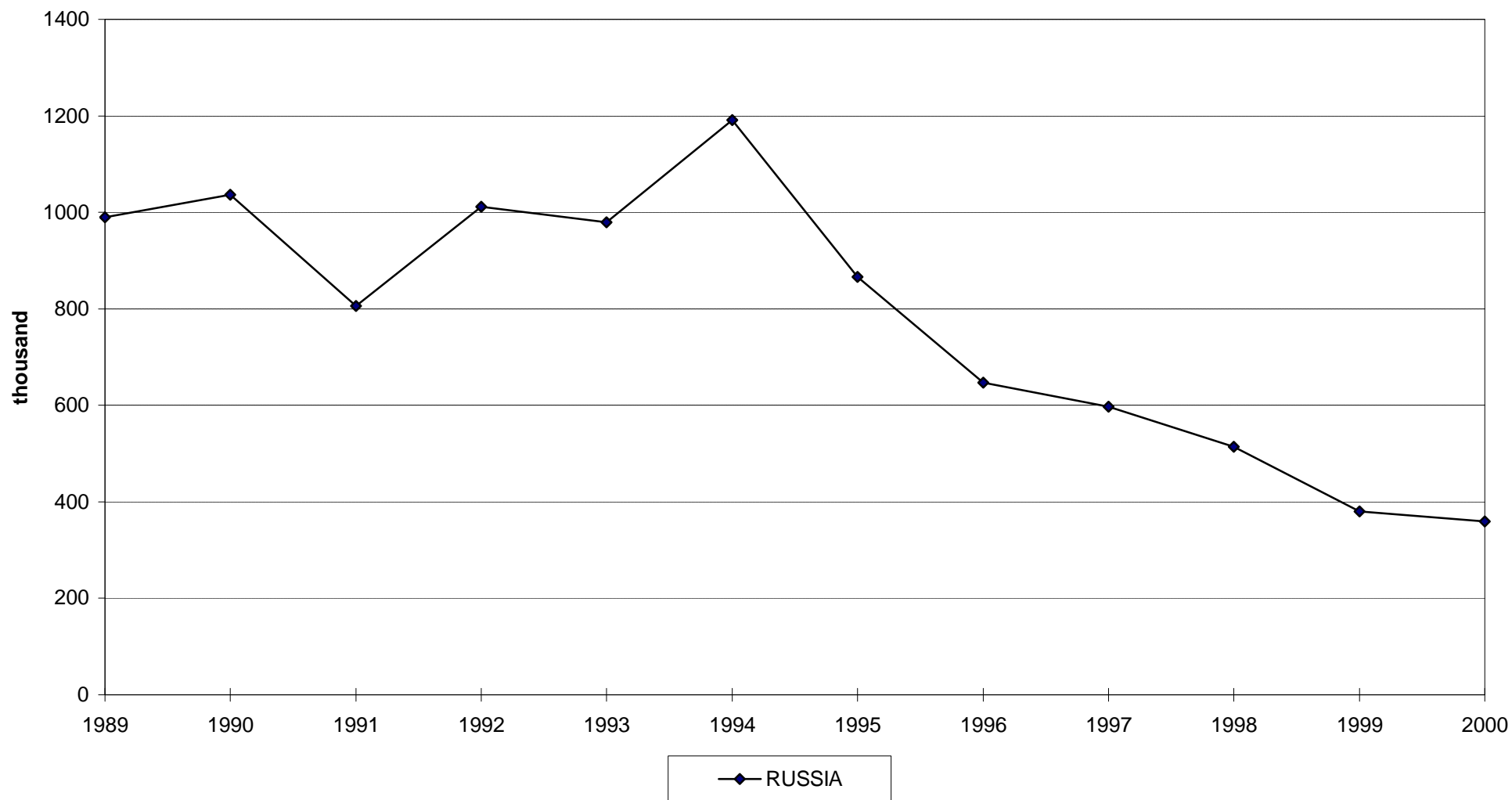
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 4f - INFLOWS OF FOREIGN POPULATION TO THE BALTIC STATES, 1989-99



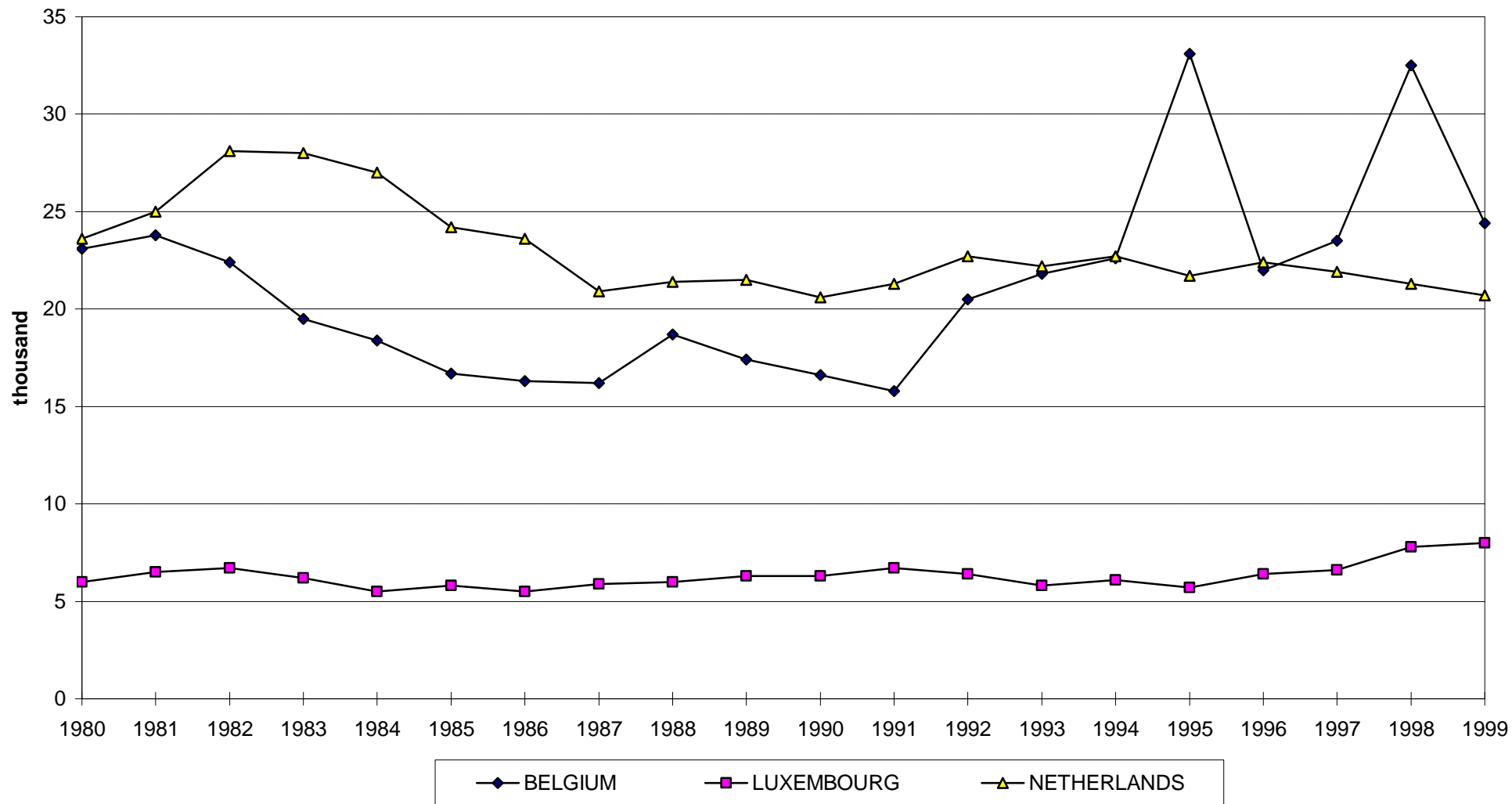
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 4g - INFLOWS OF FOREIGN POPULATION TO RUSSIA, 1989-2000



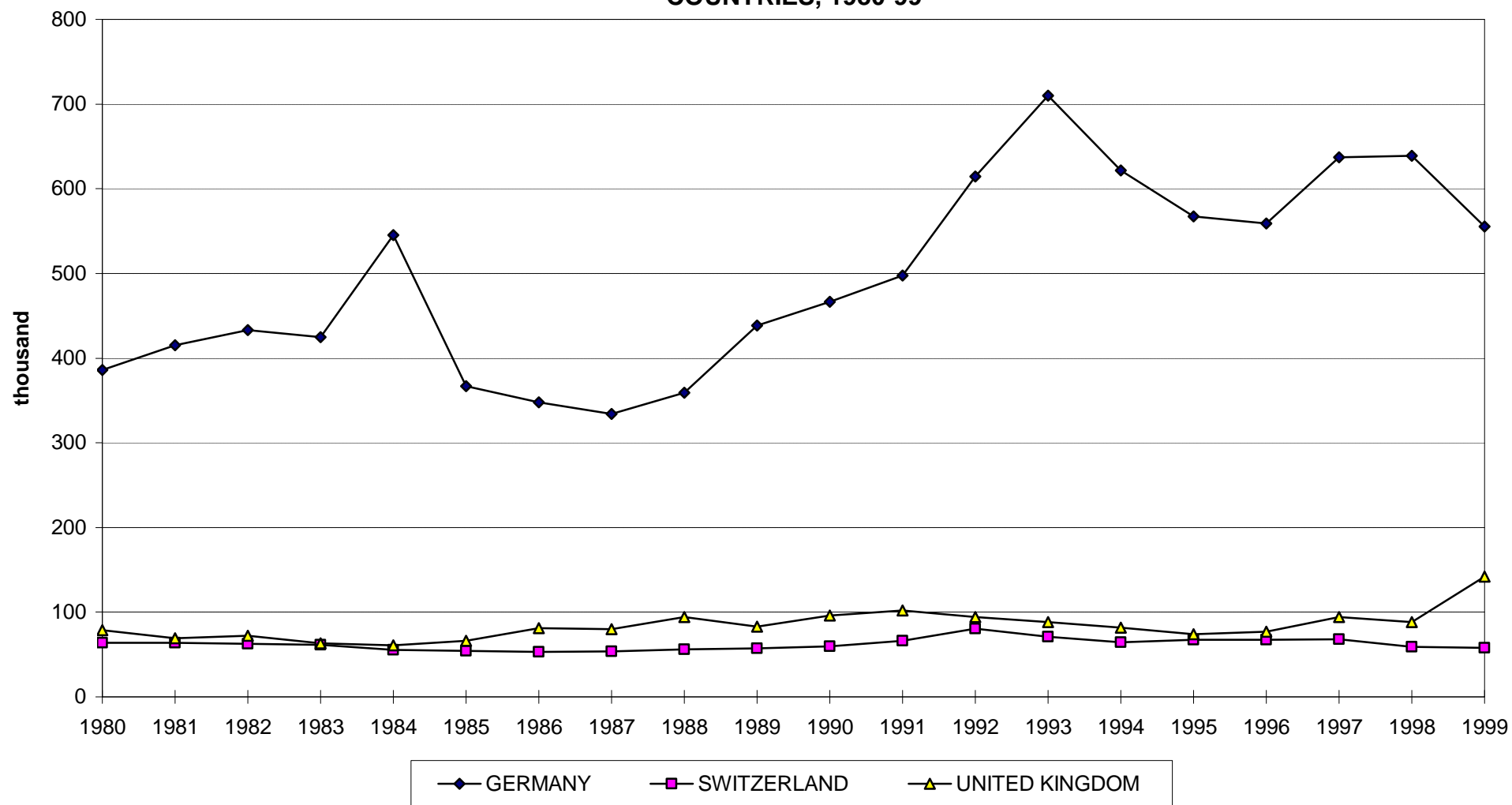
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 5a - OUTFLOWS OF FOREIGN POPULATION FROM THE BENELUX COUNTRIES, 1980-99



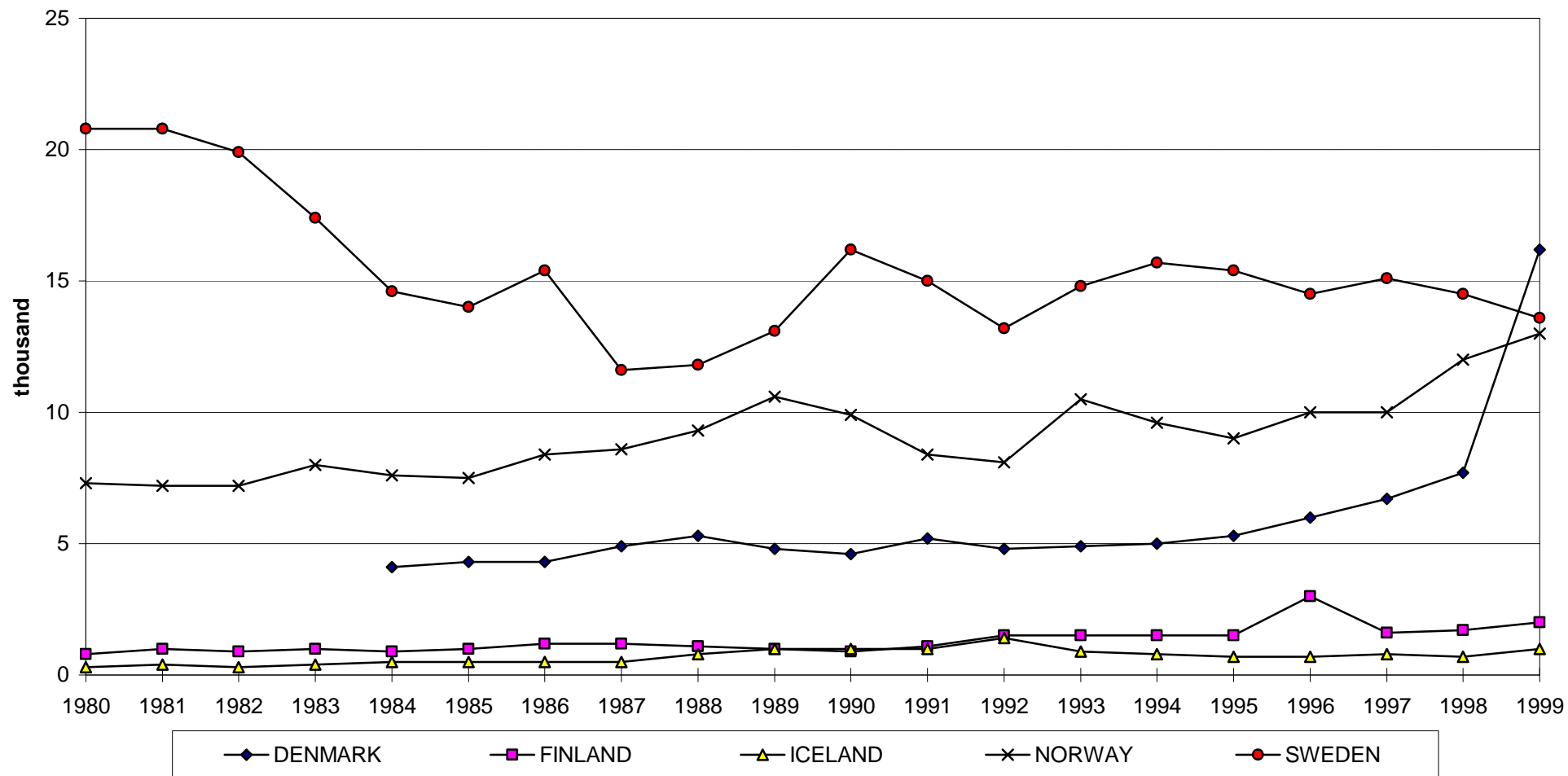
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 5b - OUTFLOWS OF FOREIGN POPULATION FROM SELECTED WESTERN EUROPEAN COUNTRIES, 1980-99



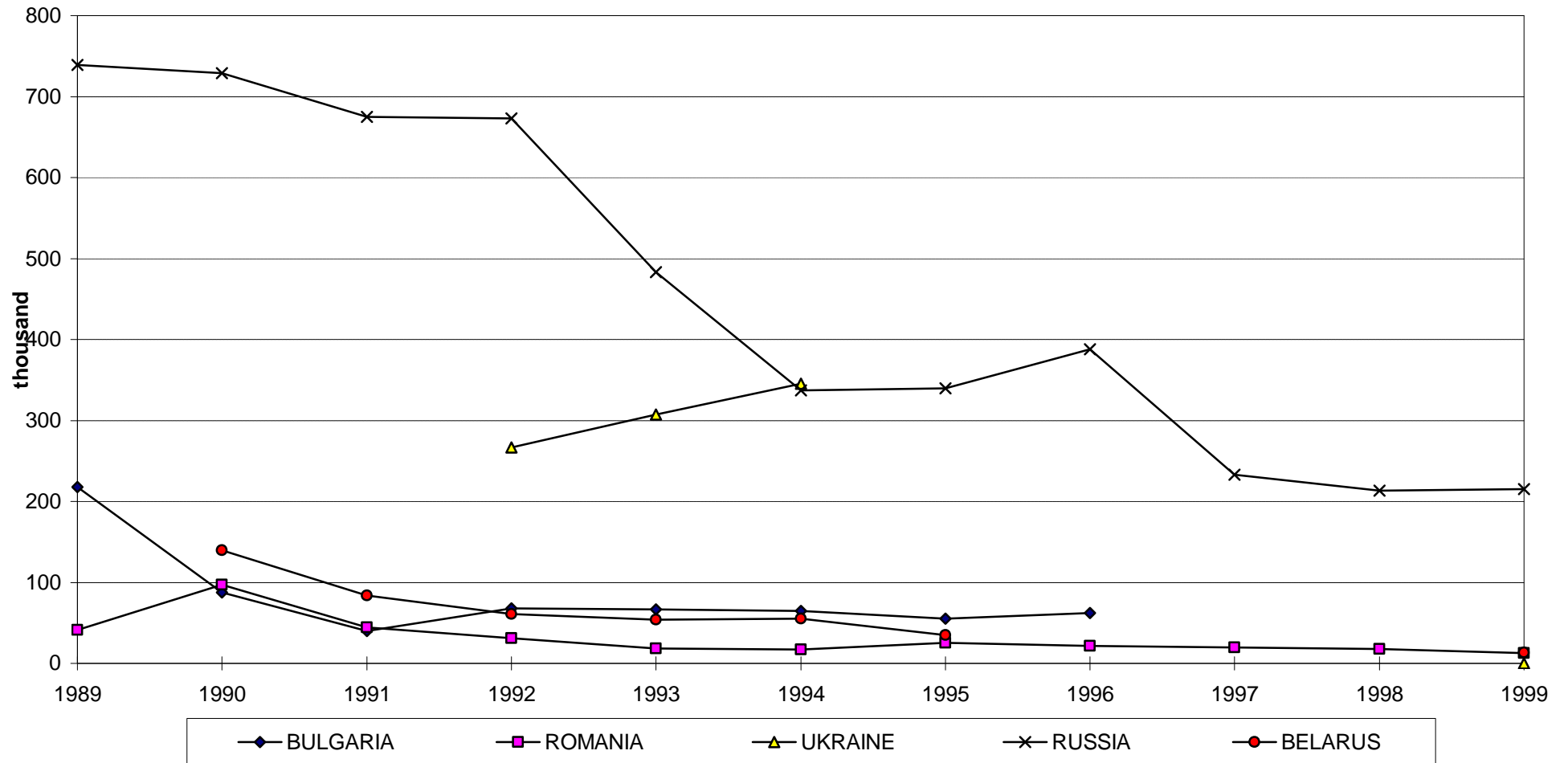
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 5c - OUTFLOWS OF FOREIGN POPULATION FROM SELECTED SCANDINAVIAN COUNTRIES, 1980-99



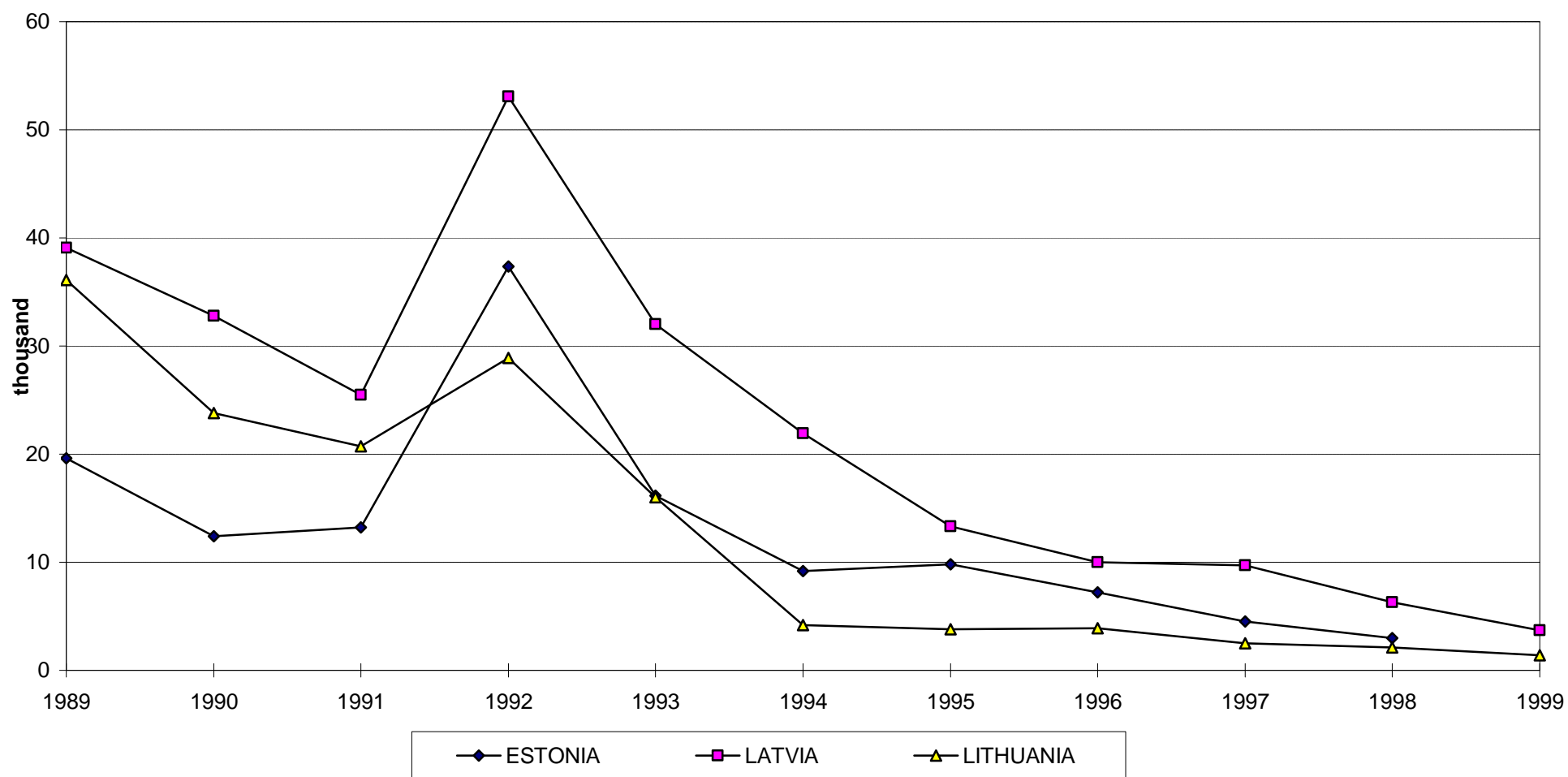
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 5d - PERMANENT EMIGRATION FROM SELECTED CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN COUNTRIES, 1989-99



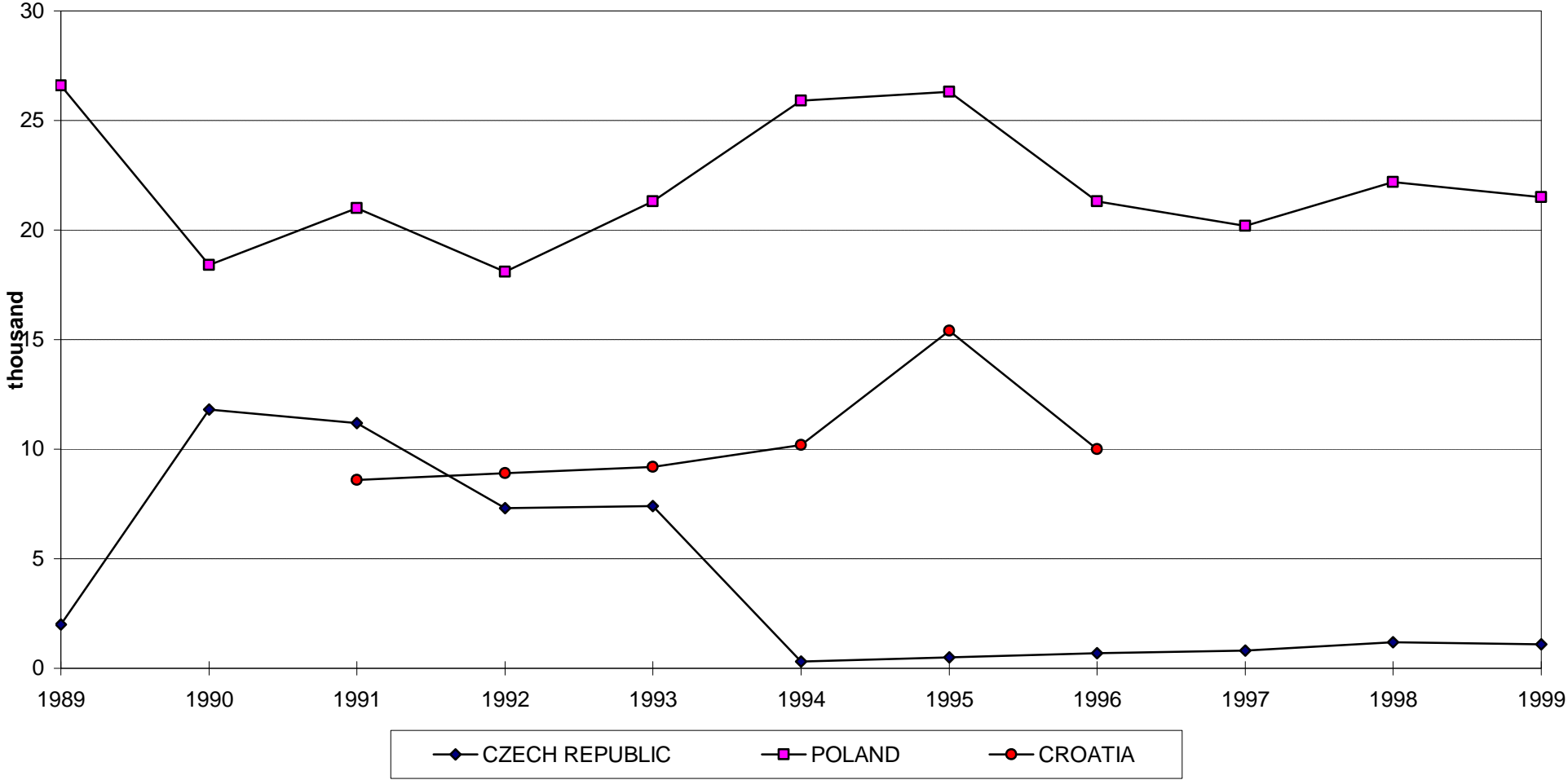
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 5e - PERMANENT EMIGRATION FROM THE BALTIC STATES, 1989-99



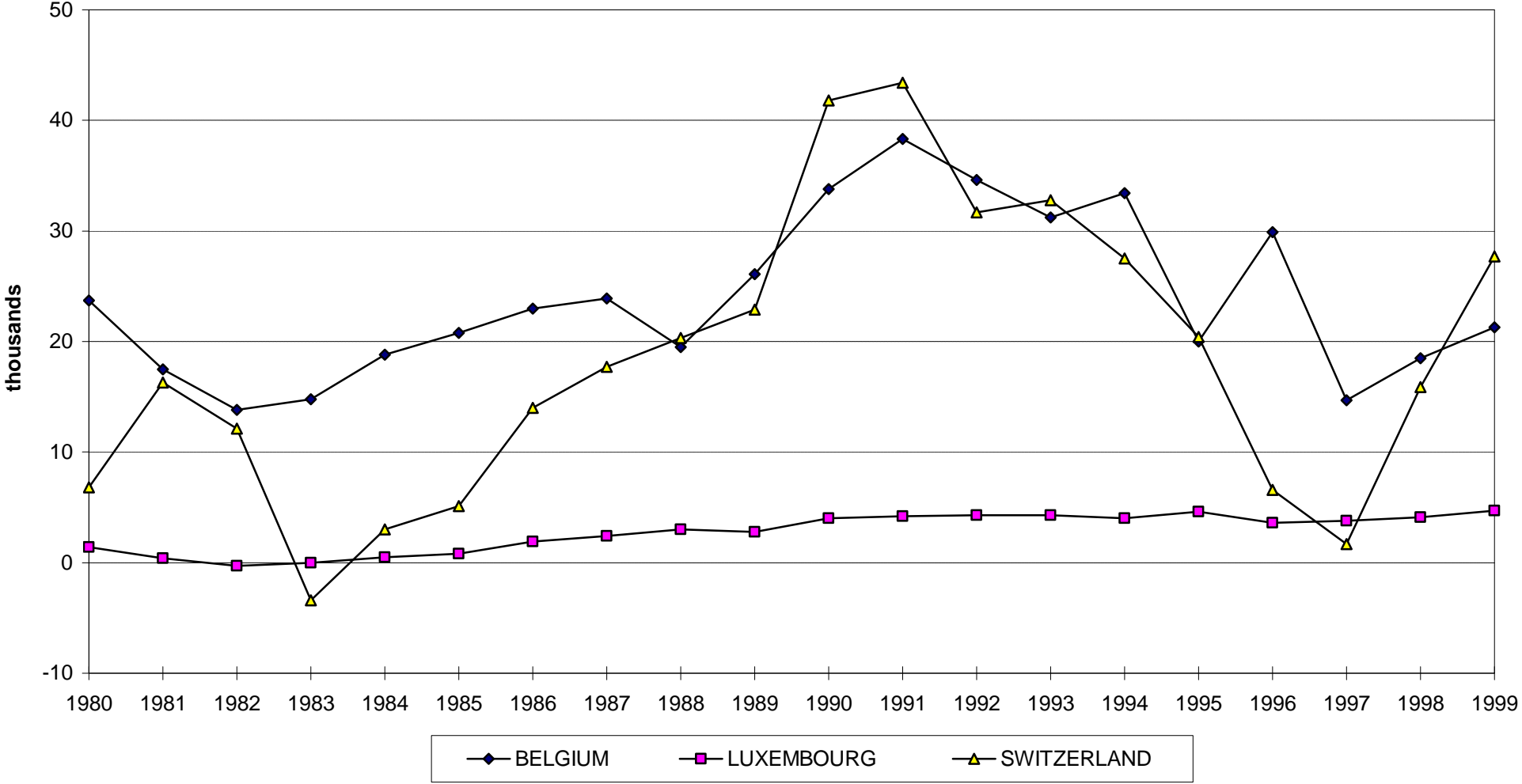
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 5f - PERMANENT EMIGRATION FROM SELECTED CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN COUNTRIES, 1989-99



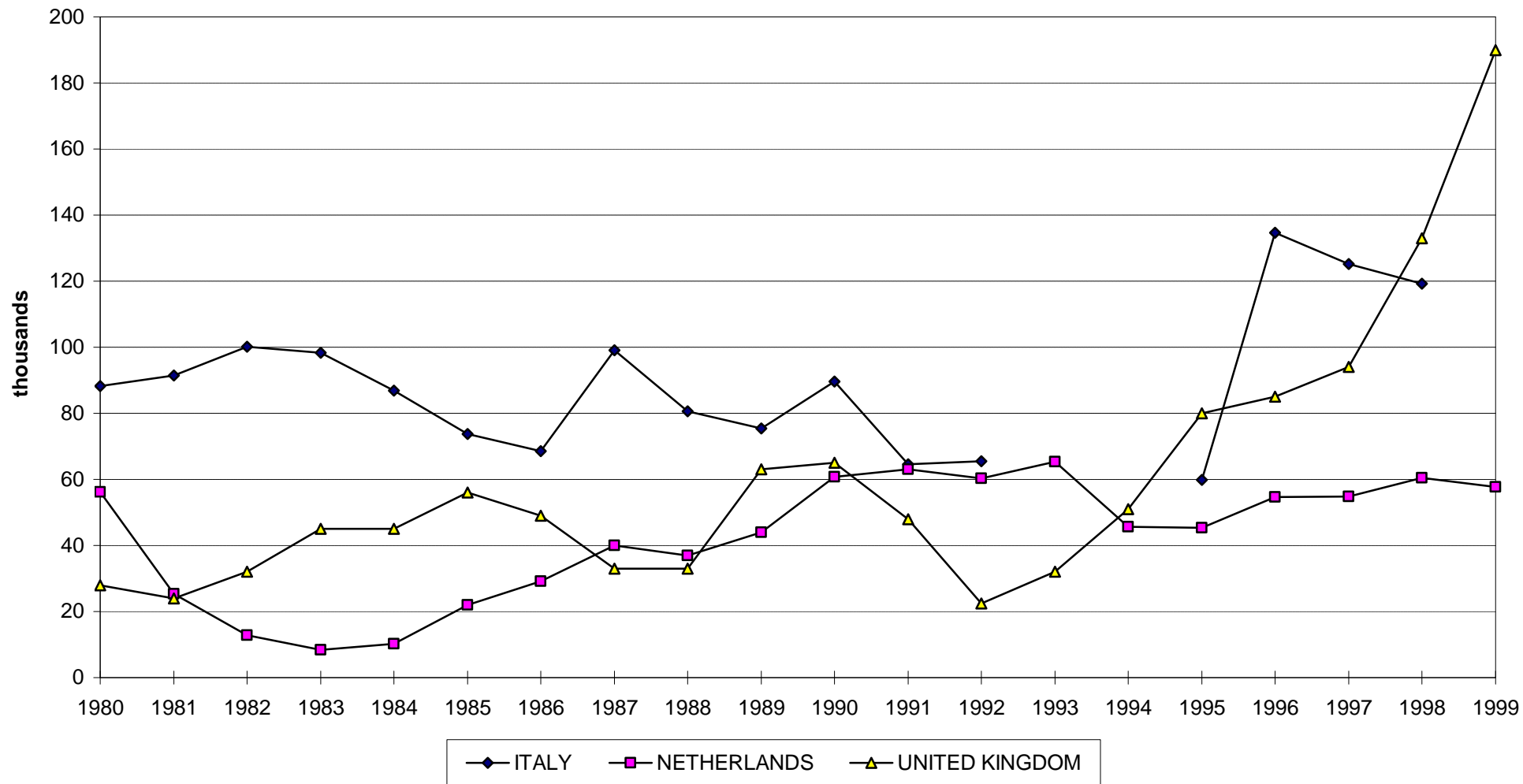
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 6a - NET FLOWS OF FOREIGN POPULATION TO/FROM SELECTED WESTERN EUROPEAN COUNTRIES, 1980-99



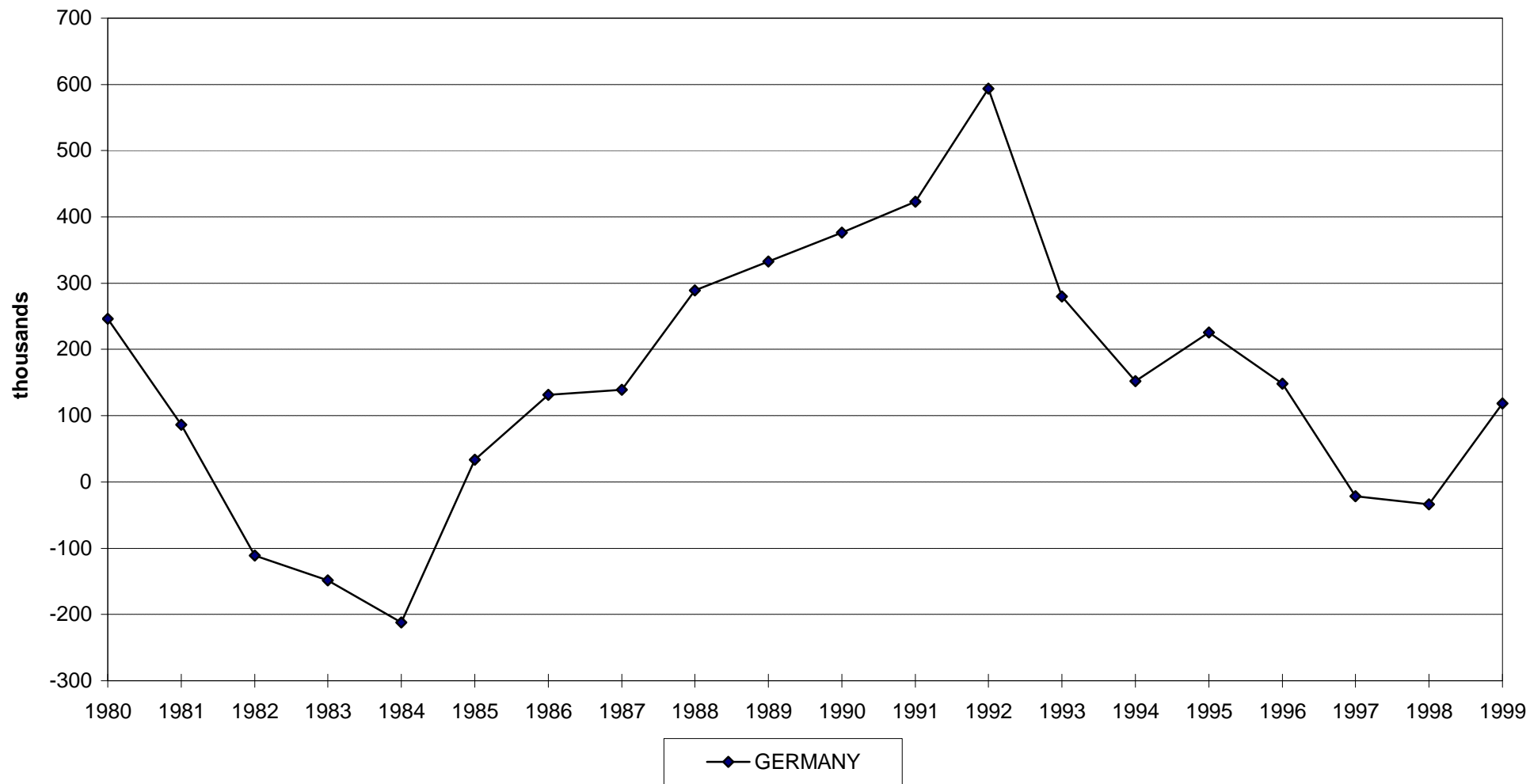
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 6b - NET FLOWS OF FOREIGN POPULATION TO/FROM SELECTED WESTERN EUROPEAN COUNTRIES, 1980-99



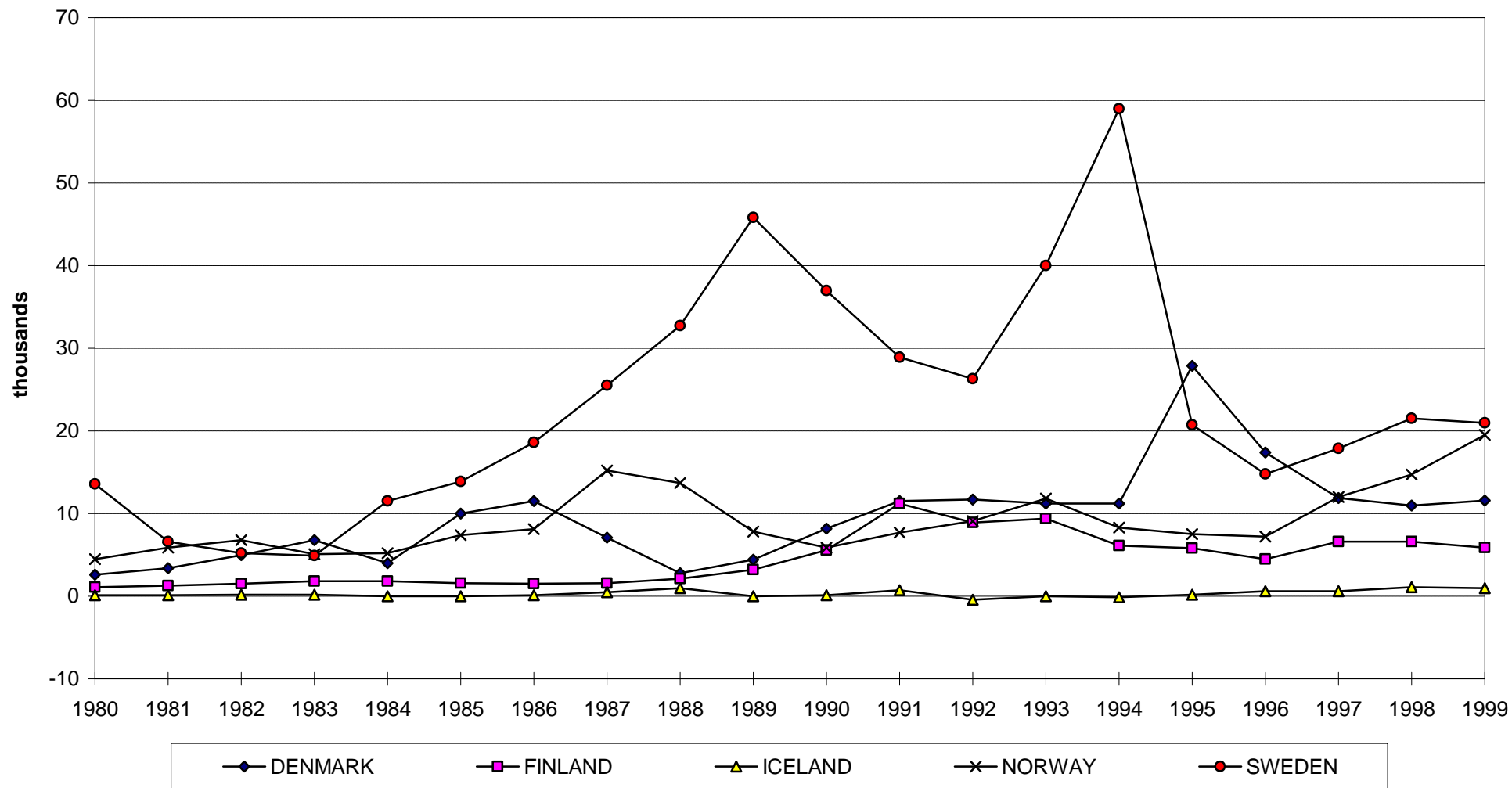
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 6c - NET FLOWS OF FOREIGN POPULATION TO/FROM GERMANY, 1980-99



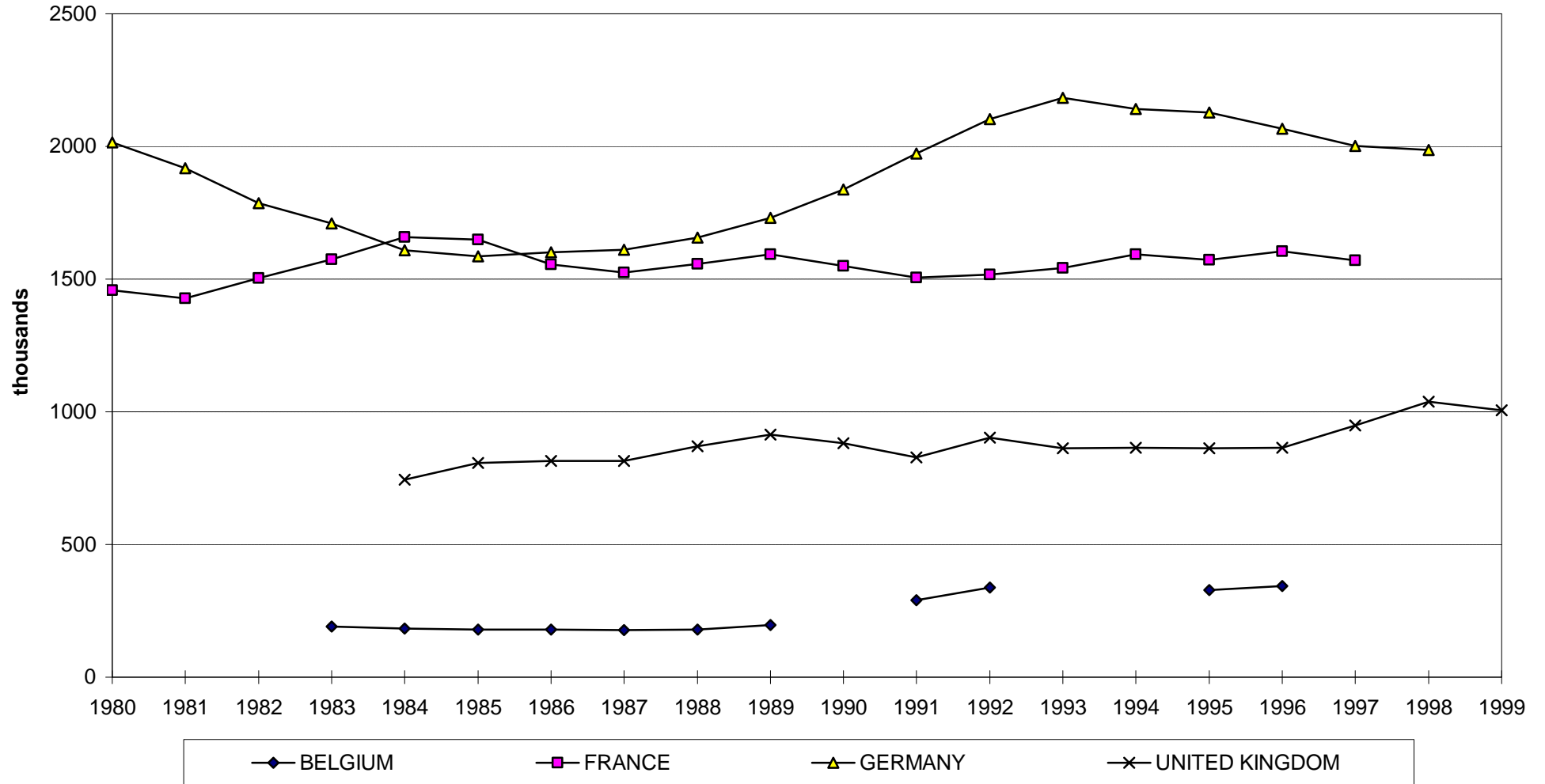
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 6d - NET FLOWS OF FOREIGN POPULATION TO/FROM SELECTED SCANDINAVIAN COUNTRIES, 1980-99



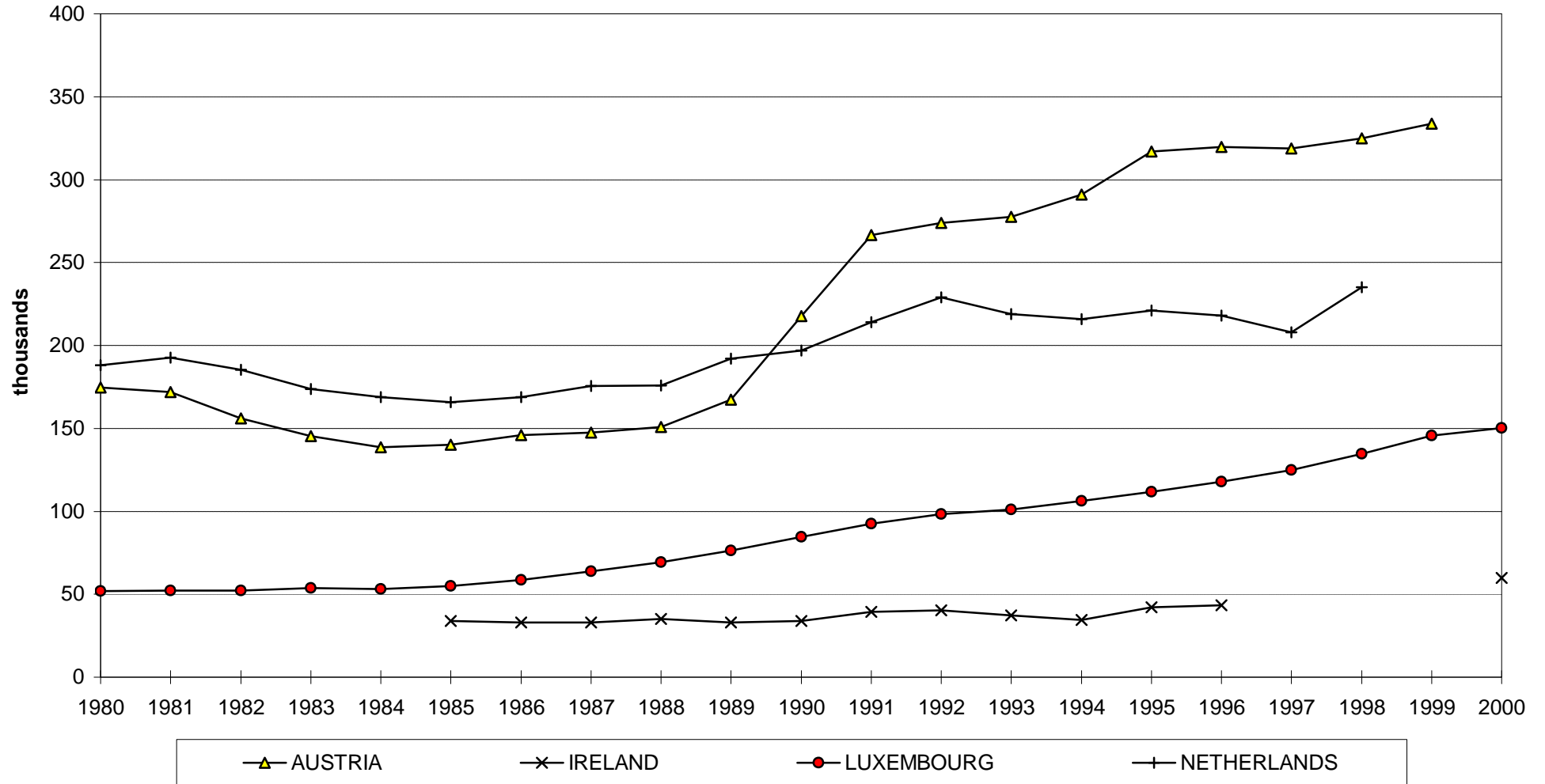
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

**FIGURE 7a - STOCK OF FOREIGN LABOUR IN SELECTED WESTERN EUROPEAN COUNTRIES,
1980-99**



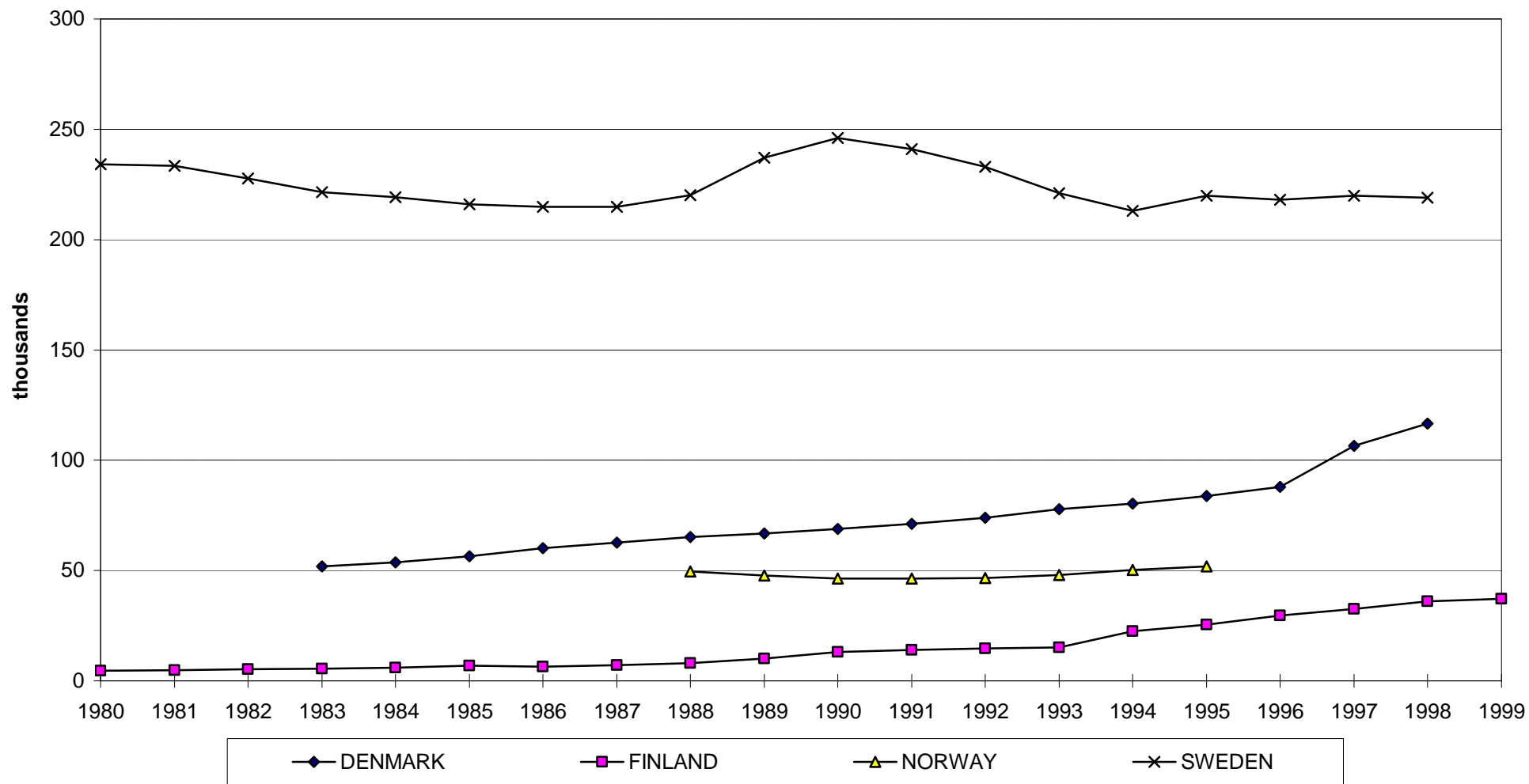
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

**FIGURE 7b - STOCK OF FOREIGN LABOUR IN SELECTED WESTERN EUROPEAN COUNTRIES,
1980-2000**



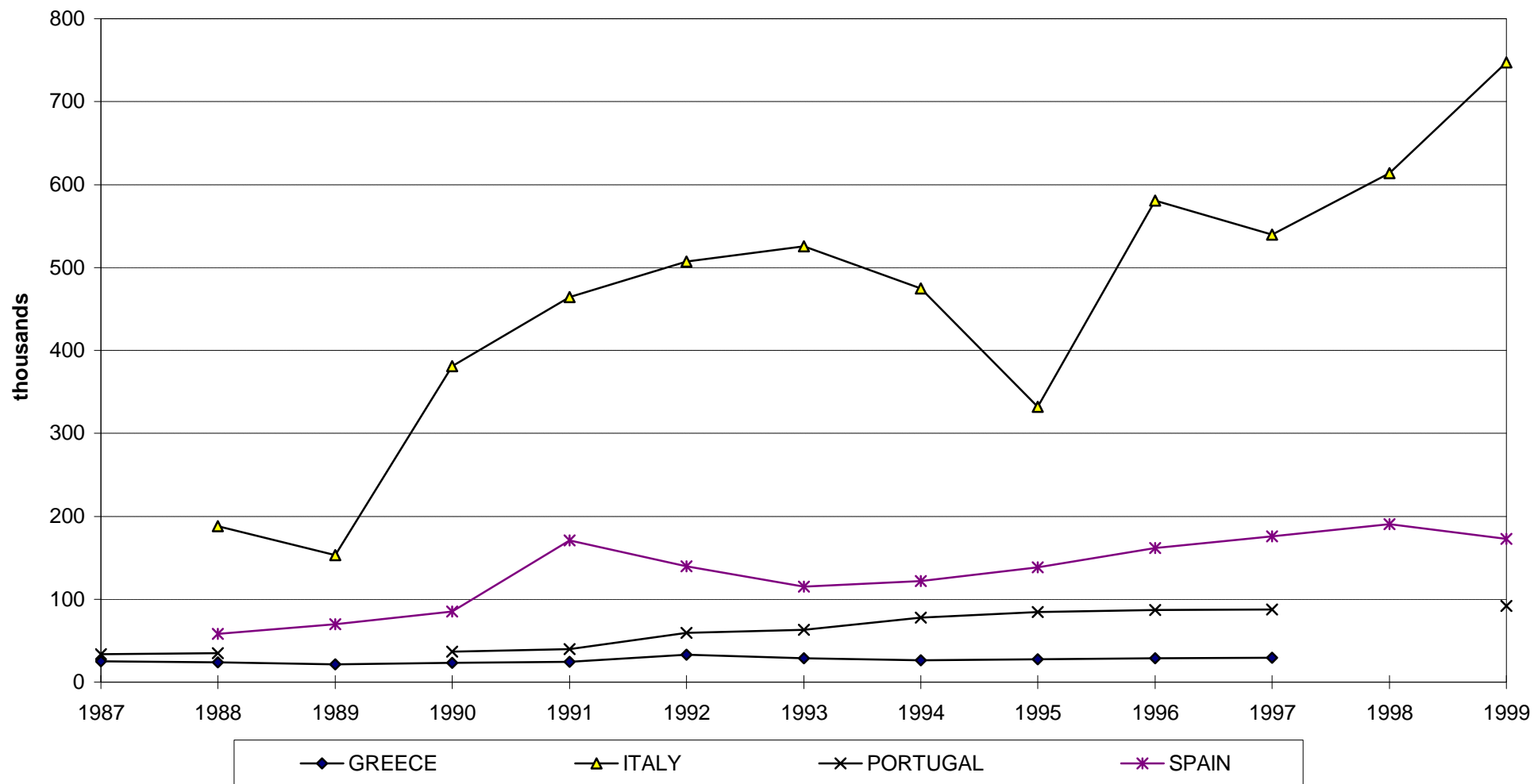
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 7c - STOCK OF FOREIGN LABOUR IN SELECTED SCANDINAVIAN COUNTRIES, 1980-99



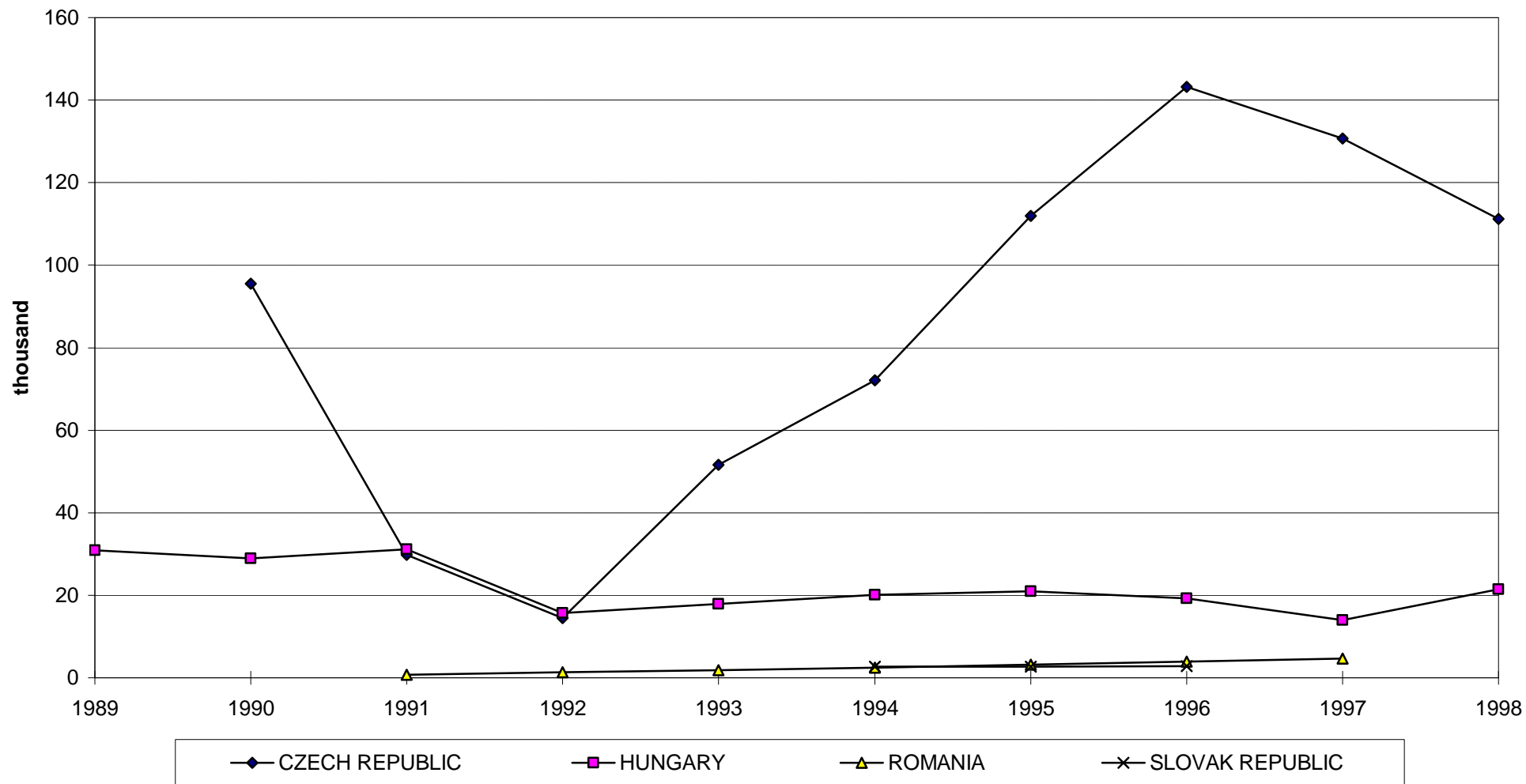
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 7d - STOCK OF FOREIGN LABOUR IN SELECTED MEDITERRANEAN COUNTRIES, 1980-99



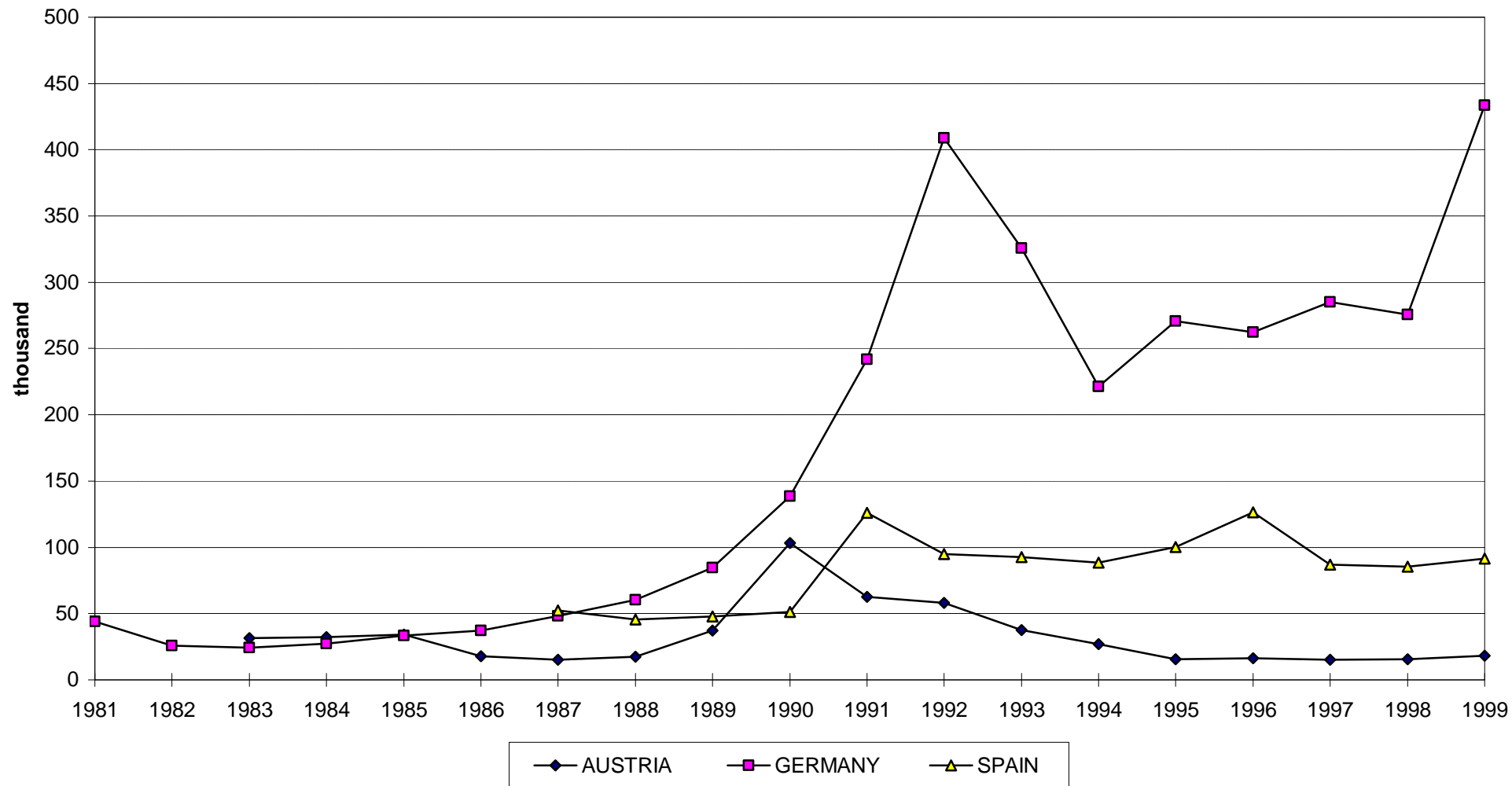
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 7e - STOCK OF FOREIGN LABOUR IN SELECTED CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN COUNTRIES, 1989-98



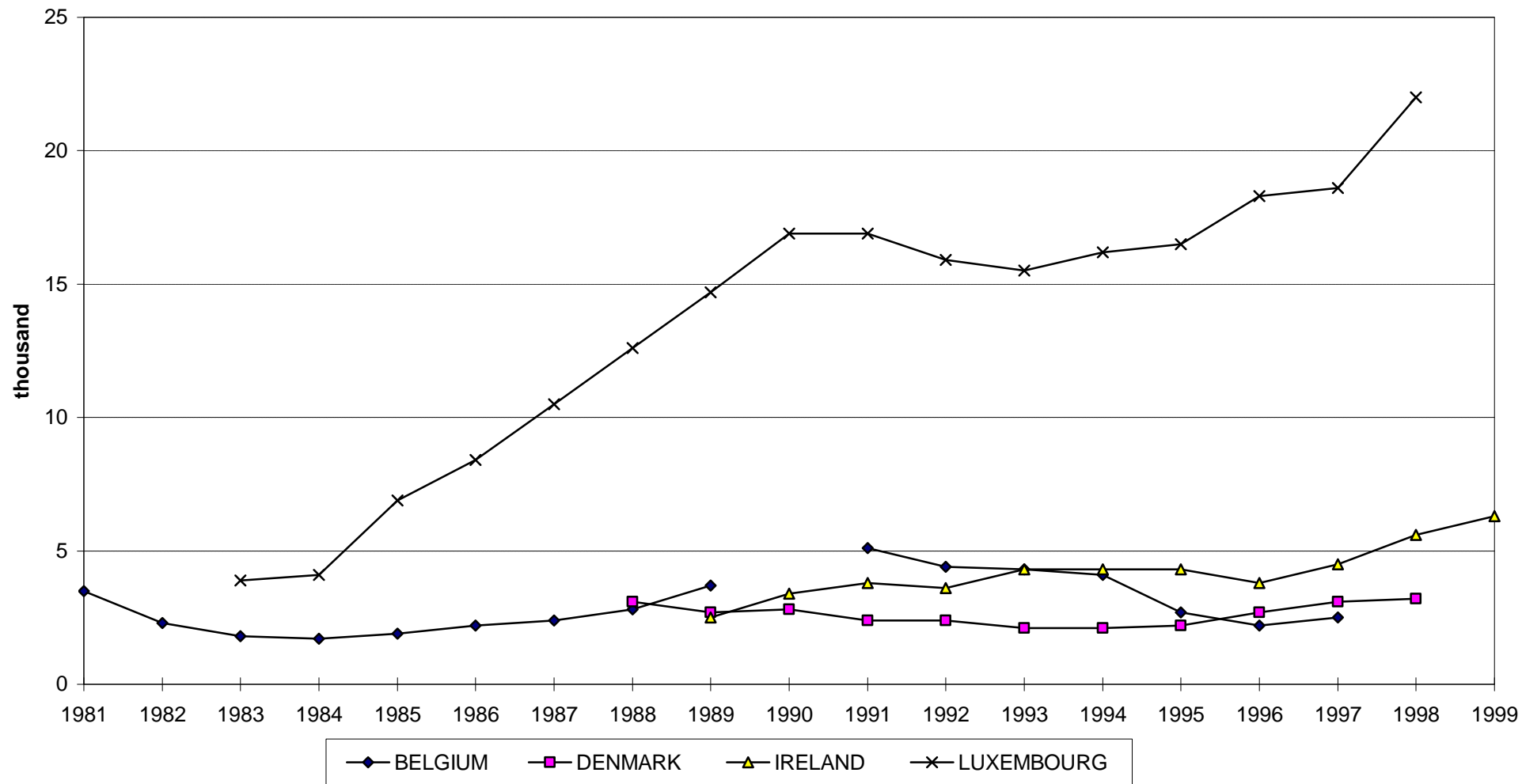
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

**FIGURE 8a - INFLOWS OF FOREIGN LABOUR TO SELECTED WESTERN EUROPEAN COUNTRIES,
1981-99**



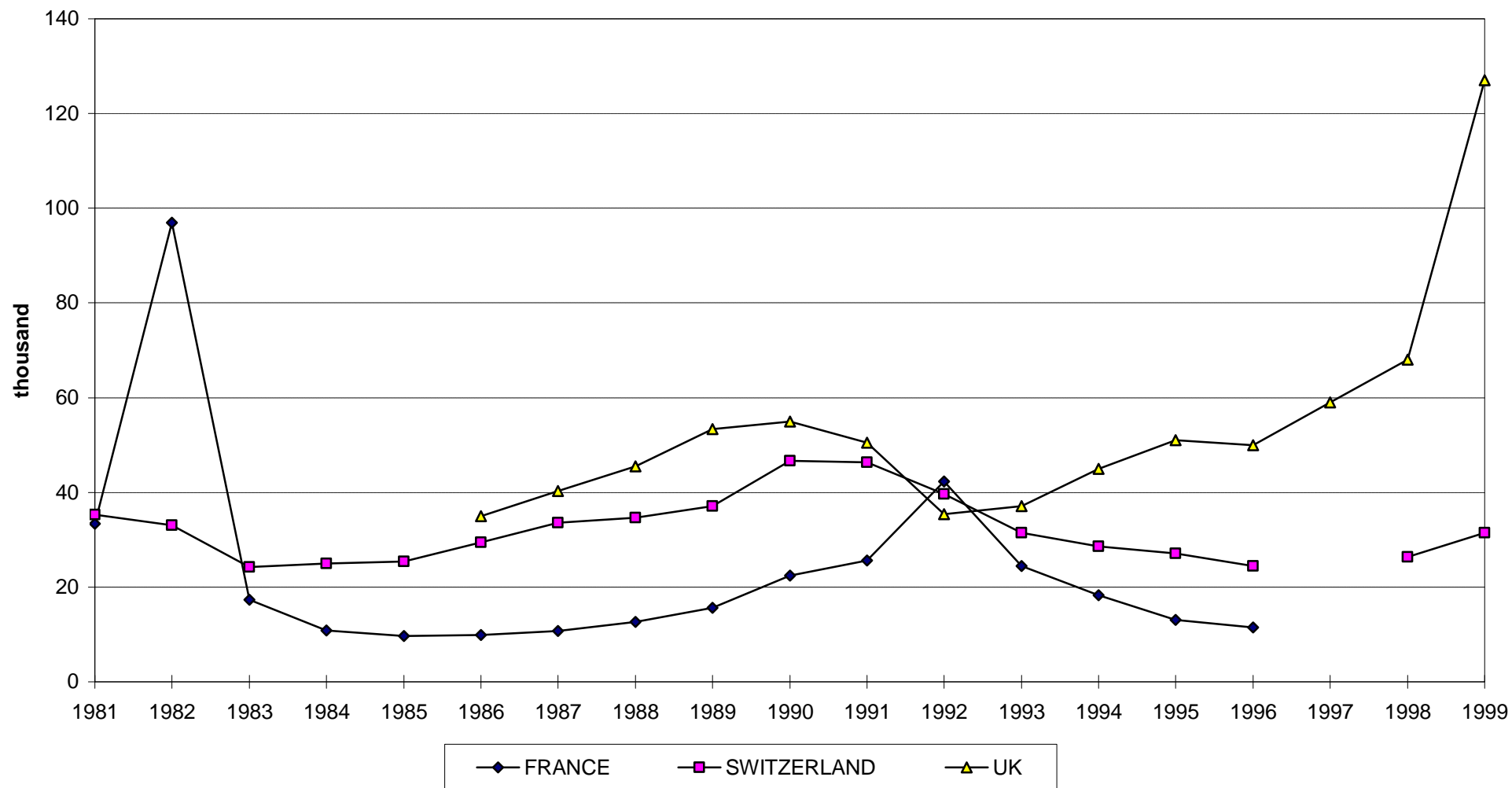
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

**FIGURE 8b - INFLOWS OF FOREIGN LABOUR TO SELECTED WESTERN EUROPEAN COUNTRIES,
1981-99**



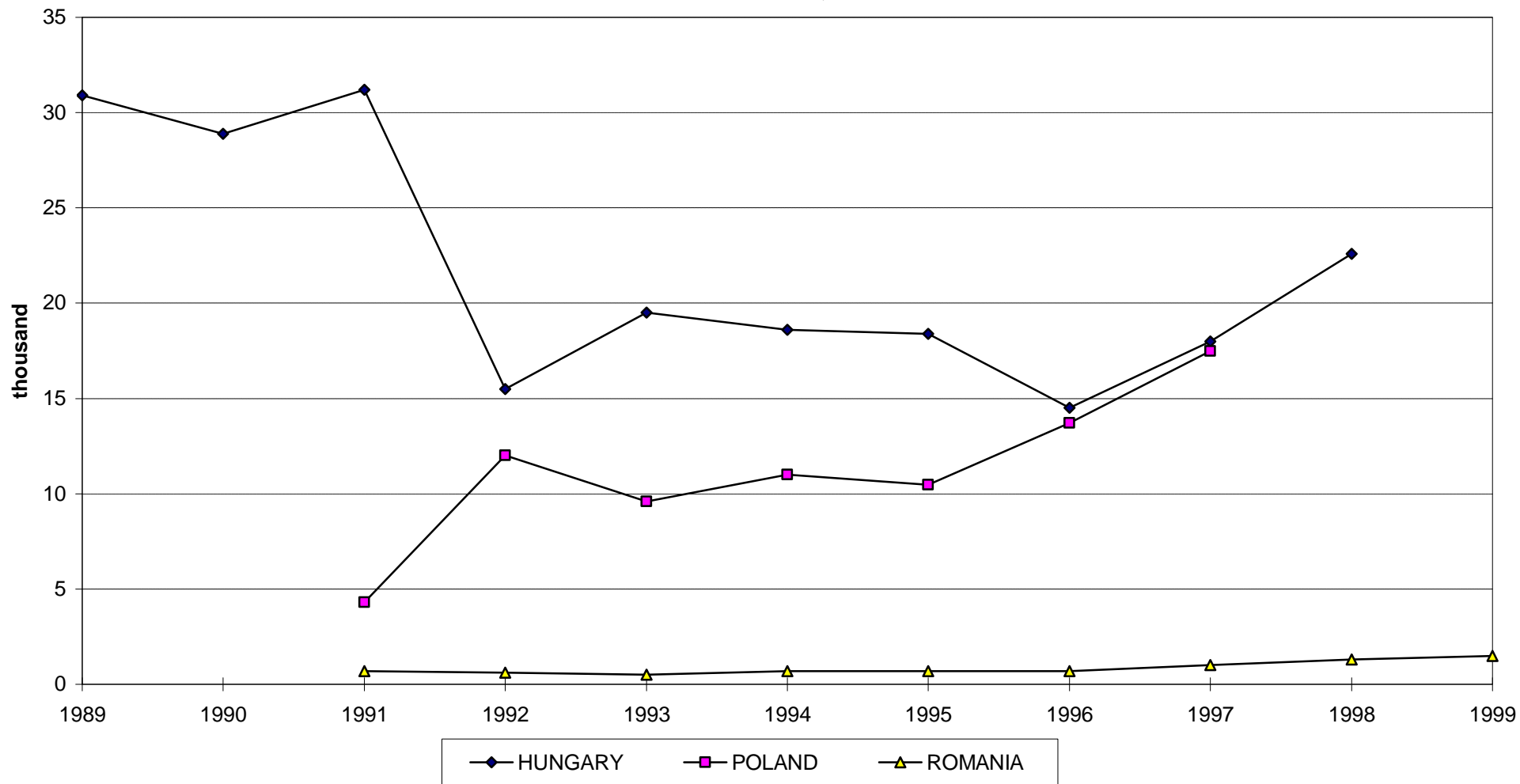
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

**FIGURE 8c - INFLOWS OF FOREIGN LABOUR TO SELECTED WESTERN EUROPEAN COUNTRIES,
1981-99**



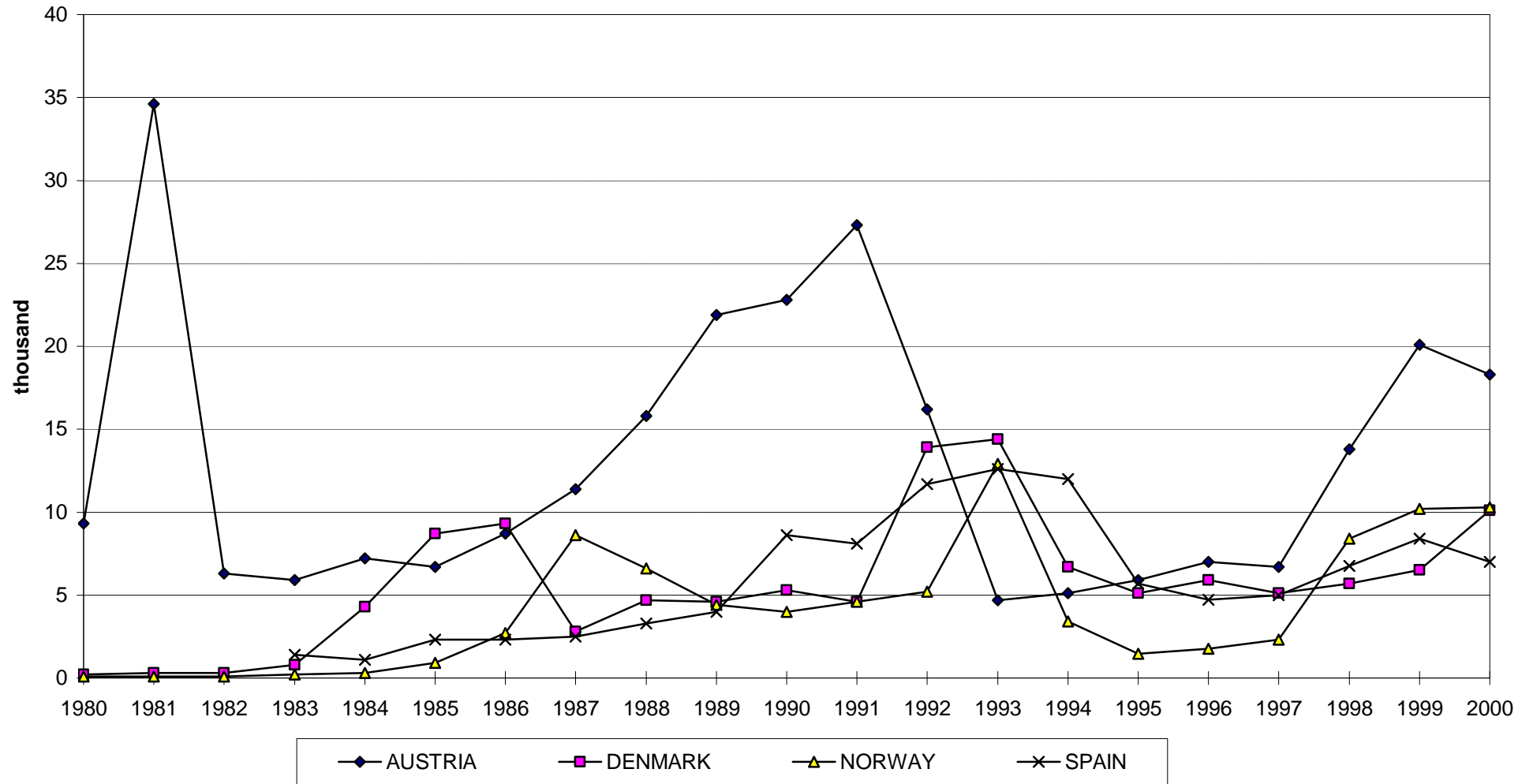
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 8d - INFLOWS OF FOREIGN LABOUR TO SELECTED CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN COUNTRIES, 1989-99



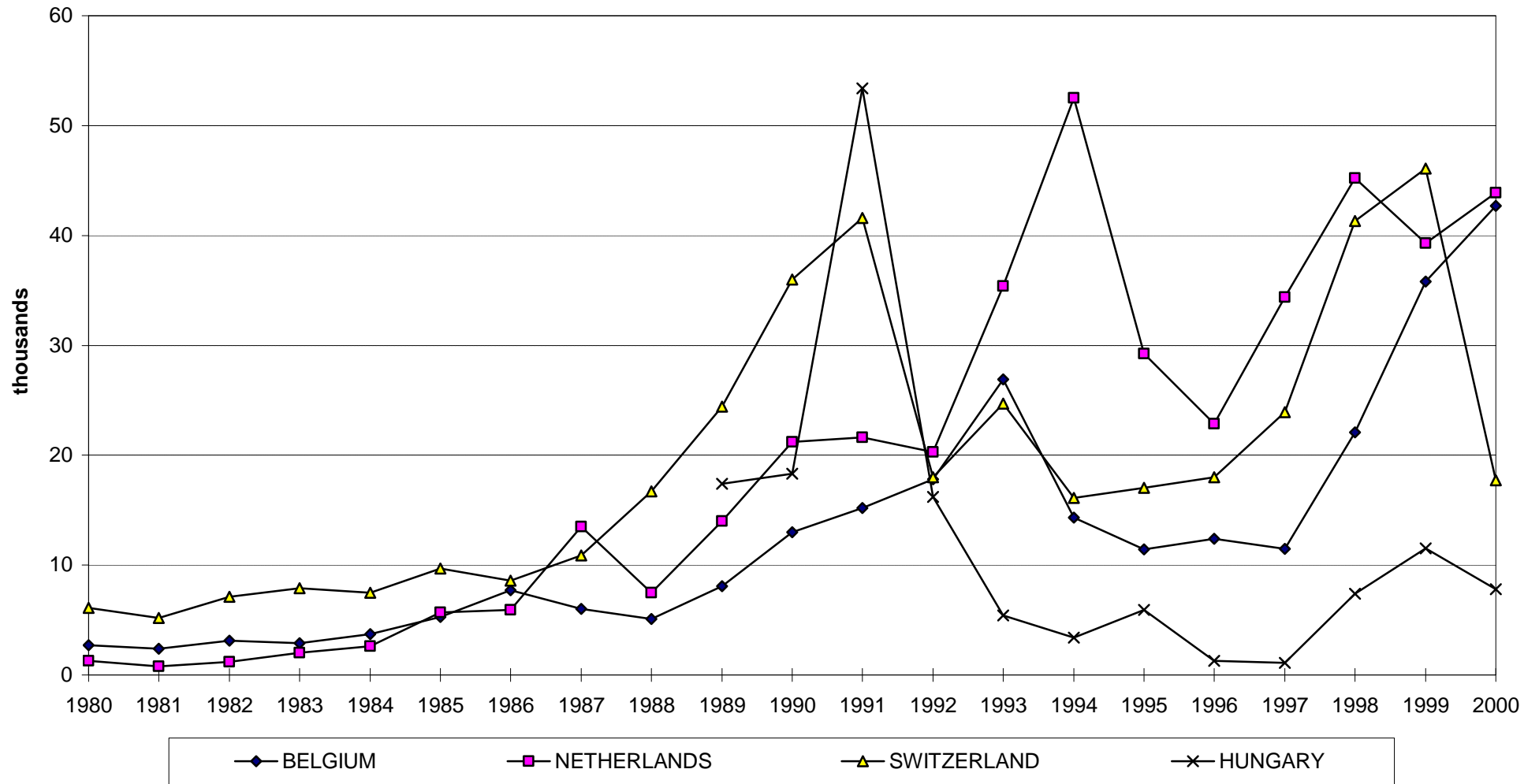
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 9a - ASYLUM APPLICATIONS IN SELECTED EUROPEAN COUNTRIES, 1980-2000



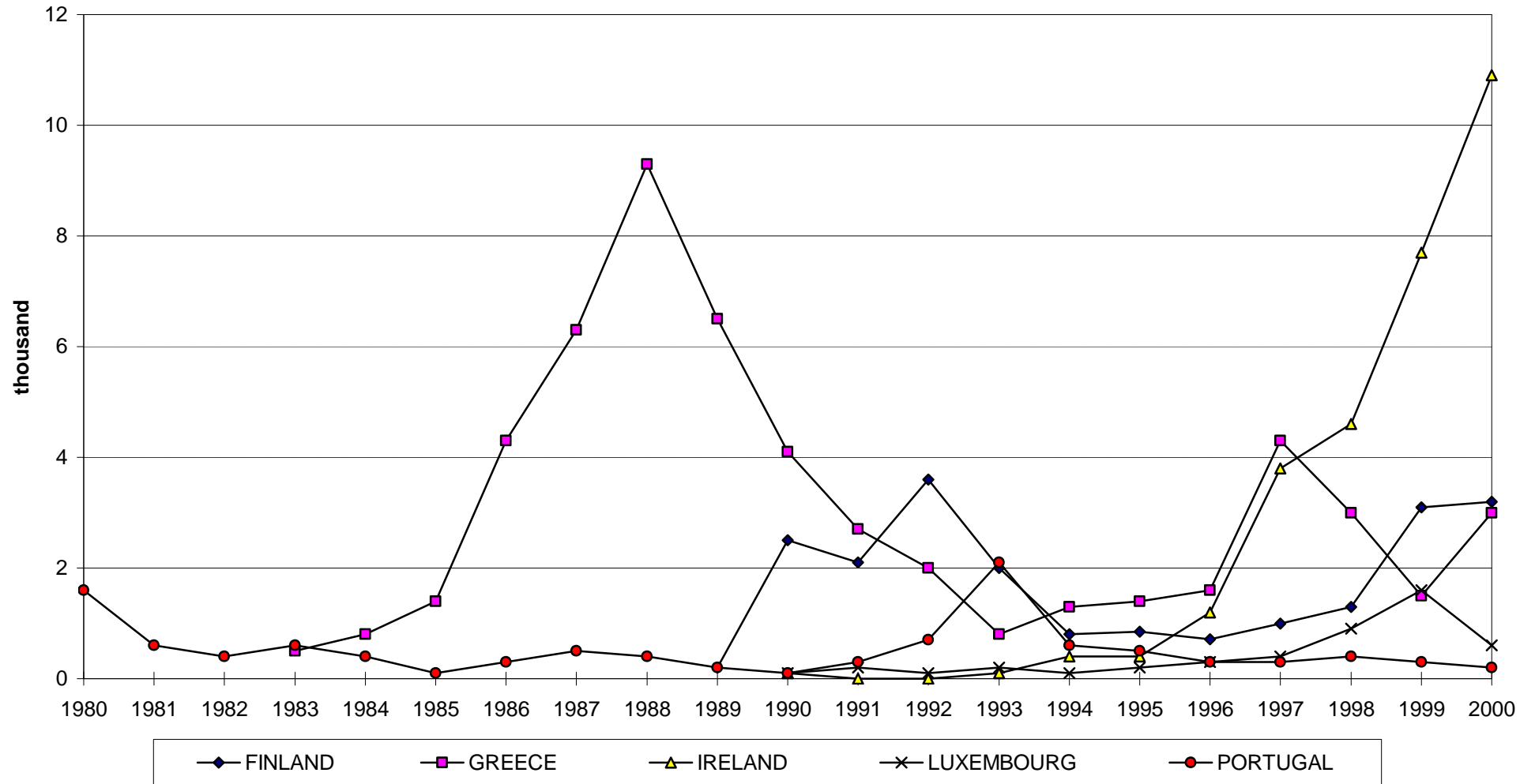
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 9b - ASYLUM APPLICATIONS IN SELECTED EUROPEAN COUNTRIES, 1980-2000



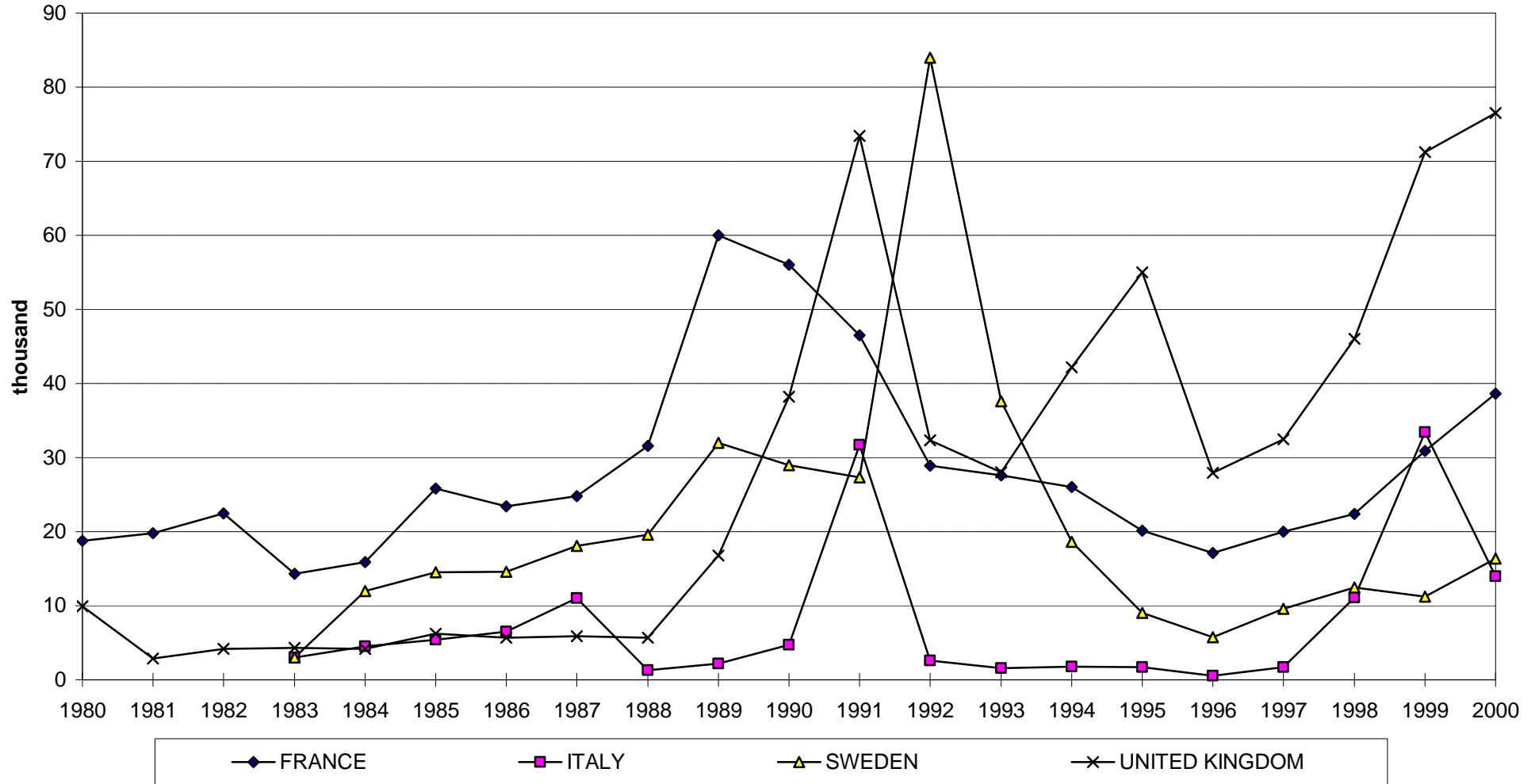
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 9c - ASYLUM APPLICATIONS IN SELECTED EUROPEAN COUNTRIES, 1980-2000



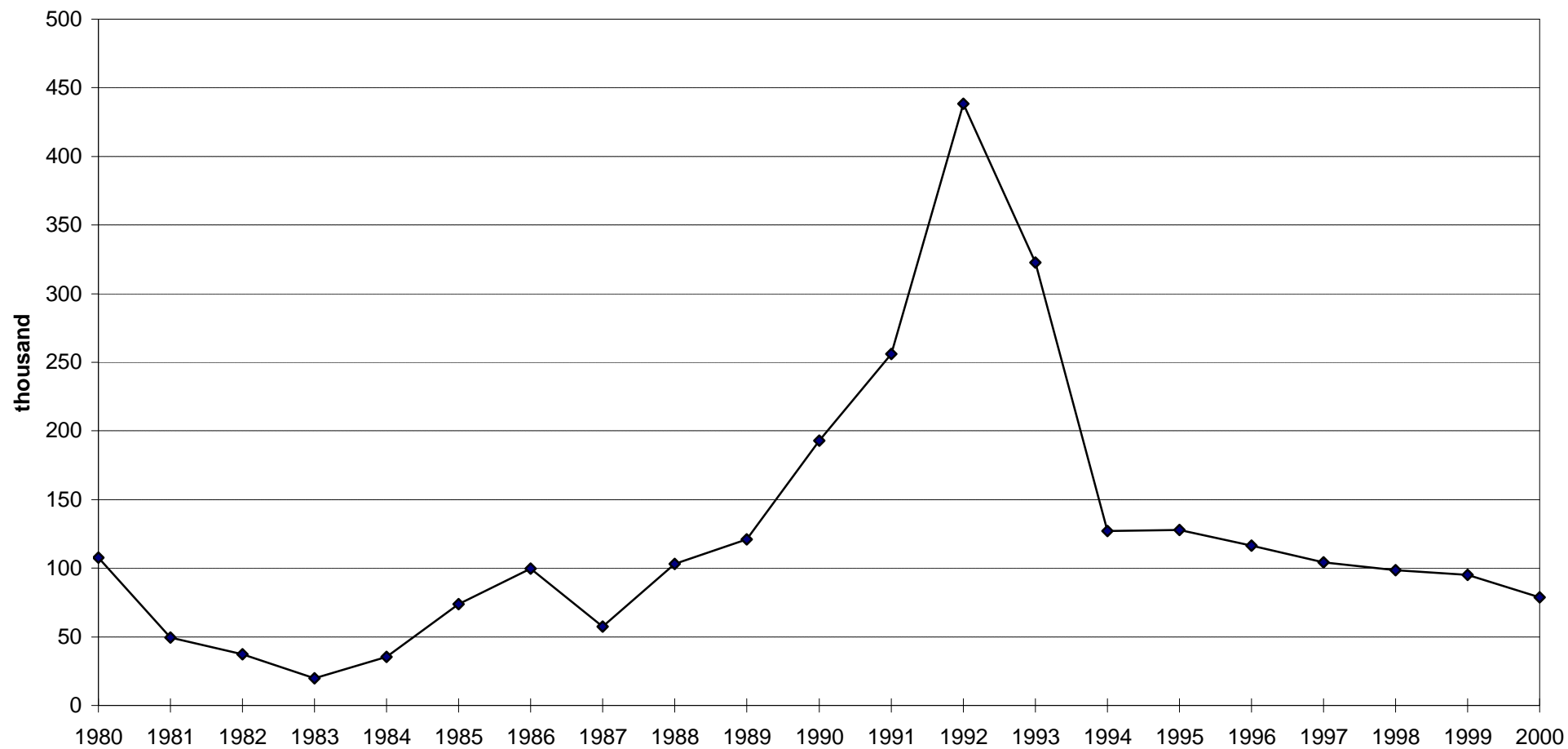
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 9d - ASYLUM APPLICATIONS IN SELECTED EUROPEAN COUNTRIES, 1980-2000



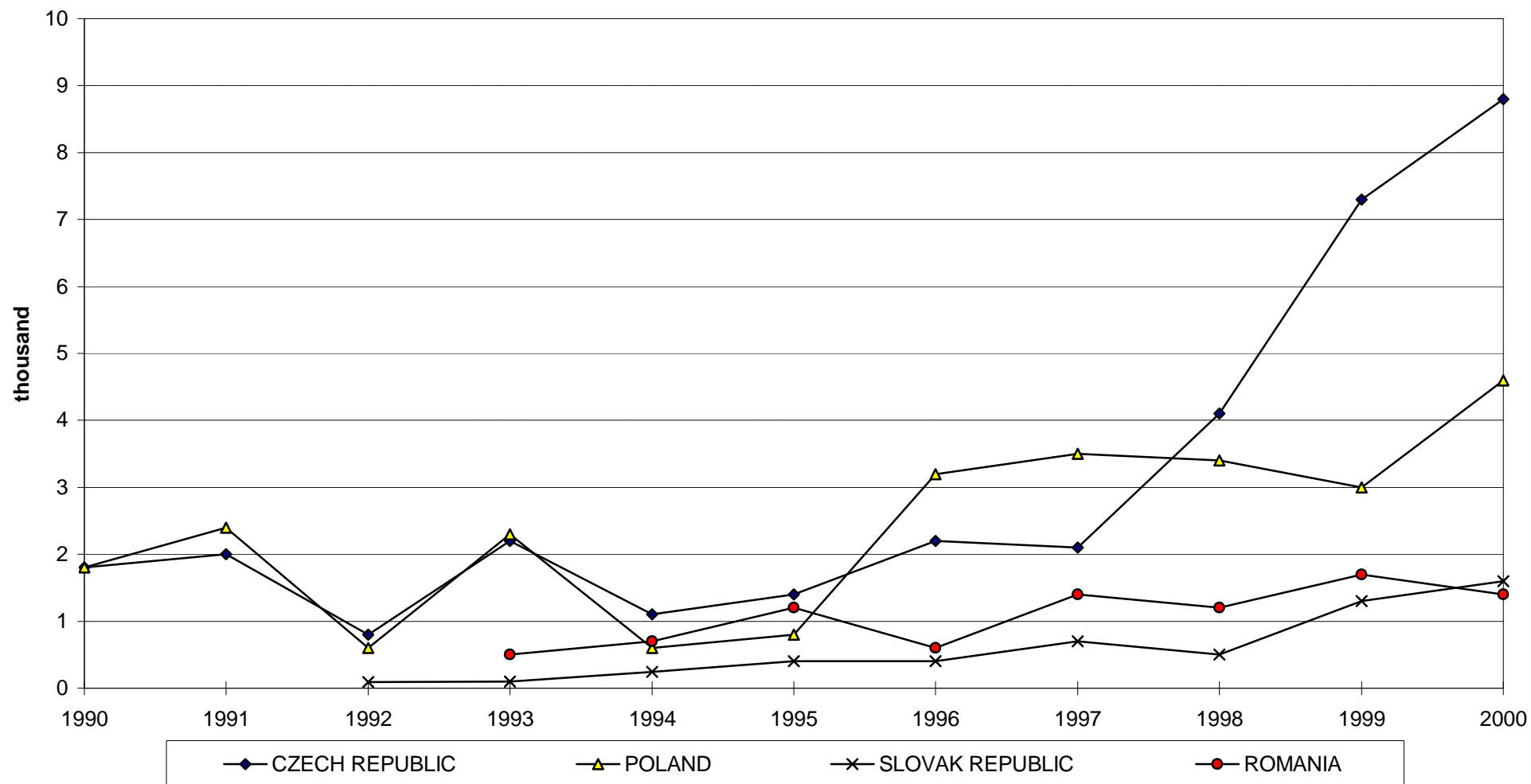
For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 9e - ASYLUM APPLICATIONS IN GERMANY, 1980-2000



For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.

FIGURE 9f - ASYLUM APPLICATIONS IN SELECTED EUROPEAN COUNTRIES, 1989-2000



For sources and explanatory notes, please refer to corresponding table.